



**Conseil de Métropole**

**Montpellier Méditerranée Métropole**

-----

**Séance publique  
du 18 novembre 2019**

-----

**PROCES-VERBAL**

**Monsieur le Président**

Vous pouvez prendre place. Je déclare ouverte la séance du Conseil de Métropole du 18 novembre 2019. Je vais demander à Mademoiselle Bodkin de bien vouloir venir faire l'appel. Si Mademoiselle Bodkin n'est pas là... Elle est là. Ça va vite.

*Madame Bodkin procède à l'appel.*

**Monsieur le Président**

Merci, Mademoiselle Bodkin. Le quorum est largement atteint. Nous pouvons donc valablement délibérer.

*Monsieur le Président déclare la séance ouverte.*

**Monsieur le Président**

Avant de procéder à l'ordre du jour, nous avons coutume d'honorer une personnalité de la Métropole qui, par son savoir-faire, ses qualités, porte haut le blason de Montpellier Méditerranée Métropole. Aujourd'hui, nous avons convié à être citoyen d'honneur de Montpellier Méditerranée Métropole, Zakaria Katif (Ziko Katif), qui est raseteur, et qui est un des meilleurs raseteurs au monde. On va le dire comme ça. Je vais lui demander de venir, ainsi qu'à Jean-Luc Meissonnier, qui lui aussi est un grand raseteur.

Vif, explosif, sachant lever les foules, aspirant le taureau, courageux, créateur de spectacle et d'émotion. Les qualificatifs élogieux ne manquent pas lorsqu'on évoque Ziko Katif. Et cela montre à quel point vous vous inscrivez déjà parmi les raseteurs qui ont écrit et écriront les plus belles pages de la course camarguaise. Et nous montrerons juste après la médaille un petit film de six minutes. Vous allez vous régaler. Mais vous n'êtes pas tout à fait un raseteur comme les autres. Vous êtes un citoyen, un urbain, puisque vous êtes né en 1993 au cœur de Montpellier, dans le quartier de l'Aiguelongue. Grâce à vous, le lien qui est tissé entre Montpellier et sa culture s'impose à notre Métropole autour de la course camarguaise. La course camarguaise n'est pas tout à fait un sport comme les autres non plus. Ici, ce n'est pas l'homme, mais le taureau qui est glorifié. Un bon raseteur doit aimer les taureaux, aimer le taureau. Mais au-delà, il doit faire corps avec des paysages parsemés de manades. Cette culture, vous l'avez découverte tardivement en fréquentant les fêtes de village. La passion est née avec les premiers contacts avec les taureaux lors des *encierros*, au milieu des cris et des bottes de foin. Mais revenons à vous. Après un début de carrière très prometteur (trophée de l'Avenir en 2013, trophée des As en 2015, quatre trophées de la Métropole), vous avez travaillé dur sous les conseils de votre entraîneur, Karim El Berrak, pour soulever une seconde fois le trophée des As face à deux adversaires redoutables, Youssef Zekraoui et Joachim Cadenas. Lorsque vous avez remporté votre premier trophée des As, au-delà de votre âge, vous aviez vingt-deux ans, tous les observateurs s'accordaient à dire que, cette année-là, c'est votre talent qui s'est exprimé. Depuis, vous ne cessez de perfectionner vos gestes. En 2015, deux ans après la Temporada 2013, qui restera dans les mémoires, vous vous êtes imposé dans ce monde où le sable de l'arène ne peut qu'accueillir l'humilité. Humble. Oui, vous êtes humble, comme vous êtes un homme d'une grande maturité, un homme franc et lucide. Dans quelques semaines, en janvier, vous allez reprendre l'entraînement pour la saison 2020, qui s'annonce palpitante. Nous sommes de tout cœur avec vous, Monsieur Ziko Katif, et nous allons vous aider à avoir encore de grands trophées, parce que vous portez tellement bien les couleurs de Montpellier. C'est avec un immense plaisir que je vous fais citoyen d'honneur de Montpellier Méditerranée Métropole.

On vous offre le livre de la *Métropole Citoyenne du monde*, dans lequel il y a tout un chapitre sur la course camarguaise. Maintenant, c'est à vous.

**Zakaria ZIKO**

Bonsoir à tous. Je ne suis pas très fort pour les discours. Mais je tiens à remercier Jean-Luc Meissonnier. C'est grâce à lui que nous avons pu faire une course de la Métropole, qui représente Montpellier. Je suis très fier d'être le vainqueur et d'être le premier Montpellierain dans la course camarguaise. Merci.

**Monsieur le Président**

Un Montpellierain qui gagne le trophée des As. Bravo, merci beaucoup et on est de tout cœur avec toi.

*Diffusion d'un film sur la course camarguaise.*

### **Jean-Luc MEISSONNIER**

Monsieur le Président, chers collègues, je voulais vous remercier, Monsieur le Président, de m'avoir fait confiance en me confiant l'élaboration de ce trophée 3M dès 2014, car pour moi il était essentiel de montrer qu'au-delà d'un sport que je qualifierai de sport extrême, qui est cher à notre ADN au niveau de la Métropole, c'est tout un élan économique, une culture, des traditions et surtout un engagement qui fait la part belle aux gens qui ont, d'une part du courage, mais aussi qui ont de l'humilité. Ziko Katif en fait partie. Il l'a rappelé : il a gagné plusieurs fois ce trophée 3M. Cette année, il a gagné le trophée 3M – ce trophée Montpellier Méditerranée Métropole – et a gagné en même temps le trophée des As. Le graal de toute course camarguaise se gagne au niveau du trophée des As. Je tenais à vous remercier personnellement. Je voulais remercier les services des sports de la Métropole, qui ont bâti tout un projet autour de ce qui est la renaissance de la course camarguaise, qui souffre d'un problème, une course camarguaise avec des règlements vieillissants. Mais, quoi qu'il en soit, surtout, cette démarche de la Métropole de s'ouvrir vers d'autres territoires, on vous la doit. Quand je vous ai proposé de faire rentrer des territoires autres, et notamment Mauguio, Lansargues et Lunel maintenant, même si le temps ne nous a pas permis d'associer Lunel dans la dernière course, vous avez dit « oui, on y va ». Ça prouve bien que, pour certains, si vous avez l'esprit obtus, pour d'autres, vous l'avez grandement ouvert et je tenais à vous remercier publiquement. Merci, Monsieur le Président.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Meissonnier. Belle et grande saison 2020.

*Mme J. FRECHE entre en séance, le pouvoir accordé à M. H. MARTIN est annulé.*

*Mmes P. DANAN et S. KERANGUEVEN, et M. R. YOUSSEF entrent en séance.*

*Mme B. ROUSSEL-GALIANA sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. C. MEUNIER.*

*M. E. PETIT sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme A. BRISSAUD.*

## **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 18 NOVEMBRE 2019**

### **Monsieur le Président**

Chers collègues, affaire n° 1 de l'ordre du jour : il s'agit de l'ordre du jour lui-même, qui comportait 147 affaires. Il est proposé de reporter l'affaire 97 relative au règlement de l'appel à idées pour l'habillage de la ligne 5, puisqu'un montage juridique doit être affiné et finalisé. Ce n'est pas prêt, donc nous la retirons.

Ensuite, à la suite du Comité Technique du vendredi 15 novembre 2019, qui n'a pu se tenir, il est également proposé de reporter au prochain Conseil de Métropole l'affaire n° 105 relative au parc Gérard Bruyère – Équipements d'intérêt métropolitain – Transfert du parc – Modalités – Approbation, ainsi que les affaires n° 111 à 115 relatives à la commission Ressources humaines.

L'ordre du jour modificatif soumis à approbation comprend donc 140 affaires et a été déposé sur table. Qui demande la parole ? Monsieur Larue.

### **Alex LARUE**

Juste une question sur le Comité Technique. J'ai lu effectivement dans la presse vos explications. Est-ce que vous pouvez nous en dire plus ? Ce que je comprends, c'est juste une question d'ordre d'interventions dans une réunion sur la lecture d'un document, qui nous a fait décaler et annuler une réunion.

### **Monsieur le Président**

Non.

### **Alex LARUE**

Je finis juste ma question, si vous le permettez. Est-ce que cela valait vraiment la peine d'aller à ce clash, pour reprendre votre expression ? Et est-ce qu'on n'avait pas les moyens de trouver une solution apaisée, plus constructive ?

### **Monsieur le Président**

Quand vous les présiderez, vous jugerez en séance.

### **Alex LARUE**

Je pense que je ne ferai pas la politique de la chaise vide pour une question protocolaire en début de réunion.

**Monsieur le Président**

Oui, mais tout le monde sait que vous êtes plus fort que tout le monde.

**Alex LARUE**

Ce n'est pas le sujet.

**Monsieur le Président**

Si. C'est sûr que vous avez l'habitude du dialogue avec les institutions syndicales, avec les partenaires sociaux.

**Alex LARUE**

Sûrement plus que vous, oui.

**Monsieur le Président**

Avec Ernst & Young, c'est sûr.

**Alex LARUE**

Pourquoi ? Qu'est-ce qui se passe chez Ernst & Young en termes de dialogue social ?

**Monsieur le Président**

Monsieur Meunier.

**Alex LARUE**

Monsieur Saurel, qu'est-ce qui se passe dans mon cabinet en termes de dialogue social qui vous déplaît ?

**Monsieur le Président**

Monsieur Meunier.

**Alex LARUE**

En tout cas, nous, on ne fait pas la politique de la chaise vide quand il y a un dialogue social obligatoire.

**Monsieur le Président**

Monsieur Meunier.

**Cyril MEUNIER**

Monsieur le Président, chers collègues, bonsoir à vous tous. Avez-vous prévu de faire des informations du Président avant ou après l'adoption de l'ordre du jour ? Et avez-vous prévu de nous parler de la conférence de presse qui nous a fait retarder d'un quart d'heure, que vous venez de faire, sur l'annulation de la procédure de Maera ?

**Monsieur le Président**

Je n'ai pas fait de conférence de presse sur l'annulation de Maera.

**Cyril MEUNIER**

C'est ce qu'on nous a dit. On nous a dit que vous étiez en conférence de presse sur Maera.

**Monsieur le Président**

Pas du tout.

**Cyril MEUNIER**

Est-il vrai que vous avez décidé, comme on en a parlé tout à l'heure tous les deux, d'annuler la procédure d'attribution de la modernisation de l'agrandissement de Maera, Monsieur le Président ? Ou souhaitez-vous qu'on l'aborde à un autre moment ?

**Monsieur le Président**

J'ai préparé une réponse qui est toute faite, qui est très bien. Je vais vous la lire.

**Cyril MEUNIER**

Vous aviez prévu ma question ?

**Monsieur le Président**

Je savais bien que quelqu'un la poserait. Mais je n'ai pas fait de conférence de presse. Vous avez été induit en erreur.

**Cyril MEUNIER**

Comment pouvez-vous prévoir que quelqu'un poserait la question, vu que vous n'en aviez parlé à personne et qu'il a fallu le savoir par des bruits de couloir ? Mais vous êtes un devin, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Mais j'arrive à lire à distance dans vos pensées. C'est assez facile, d'ailleurs.

**Cyril MEUNIER**

Vous avez des compétences inconnues et des compétences qu'on aurait voulu que vous ayez et que vous n'avez pas. On vous écoute.

**Monsieur le Président**

C'est assez facile de lire dans vos pensées, même à quelques kilomètres de distance.

**Abdi EL KANDOUSSI**

*Intervention hors micro*

**Monsieur le Président**

Parlez dans le micro.

**Abdi EL KANDOUSSI**

Je voulais dire à Monsieur Meunier qu'il profite de ce moment, parce que nous, au Département, nous n'avons pas le droit d'intervenir pendant les propos liminaires du Président. Alors profitez ici, puisque vous siégez au Département et vous adorez voir le Président du Département nous interdire la prise de parole. Alors « *kiffez* » comme dirait l'autre.

**Monsieur le Président**

Allez-y, Monsieur Meunier. Puis je donnerai la parole à notre sénateur. Bon anniversaire, Monsieur Grand ! On m'a dit que c'était votre anniversaire.

**Cyril MEUNIER**

Bon anniversaire, Jean-Pierre. J'ai oublié de te le dire tout à l'heure. J'en profite.

**Monsieur le Président**

Eh oui, ah !

**Cyril MEUNIER**

Oui, qu'est-ce que vous voulez ? Pour certains d'entre nous, ça fait quelques années qu'on se côtoie, comme Philippe Saurel, Jean-Pierre Grand, Cyril Meunier, Pierre Bonnal, et heureusement qu'on se souhaite notre anniversaire de temps en temps, quand même.

**Monsieur le Président**

J'ai un petit déclic sur mon téléphone et chaque fois que c'est l'anniversaire de Monsieur Grand, il y a une petite musique qui joue, sur mon téléphone.

**Cyril MEUNIER**

Dites-moi, c'est parfait. J'ai oublié de le mettre. Je vais le mettre sur mon portable, vous avez raison, Président. Dites-moi, je réponds à mon collègue du Conseil départemental et mon collègue de la Métropole qui vient de m'interpeller sur la question. J'ai fait une demande au Président, en lui demandant : « *Est-ce que vous avez prévu de faire une intervention, après ou avant l'ordre du jour, et est-ce que vous allez nous parler de ça ?* » Je n'ai en aucune manière pris la parole d'une manière incorrecte, même en revenant sur l'ordre du jour.

**Monsieur le Président**

Franchement, je peux témoigner, vous n'avez pas été incorrect.

**Cyril MEUNIER**

Merci beaucoup, et je suis resté dans la procédure habituelle d'une intervention. Quant aux problématiques que vous avez avec, *a priori*, le Président du Conseil départemental, mon ami Yvon Pellet et moi-même, on y assiste, mais on ne se rend pas compte qu'il y a autant de tensions que ce que vous voulez bien dire en-dehors de l'Assemblée départementale.

**Michèle DRAY-FITOUSSI**

*Intervention hors micro.*

**Cyril MEUNIER**

Mais je vous remercie, Monsieur El Kandoussi, d'avoir posé la question. Je vous ai répondu.

**Abdi EL KANDOSSI**

*Intervention hors micro*

**Monsieur le Président**

Monsieur Grand, vous avez demandé la parole.

**Jean-Pierre GRAND**

Je voudrais dire à Monsieur « *Kandoussi* »...

**Abdi EL KANDOSSI**

El Kandoussi, El !

**Jean-Pierre GRAND**

Excusez-moi, j'ai oublié le El. Donc à Monsieur El Kandoussi, je voudrais lui dire que le Département et Montpellier Méditerranée Métropole sont deux organisations territoriales différentes. La Métropole, c'est une coopération intercommunale. Donc il est normal que chacun des Maires, qui sont là, puissent s'exprimer. Le Département, c'est une collectivité de plein exercice, où les règles sont différentes.

**Abdi EL KANDOSSI**

Et au Sénat ?

**Jean-Pierre GRAND**

Il y a de vraies majorités et oppositions, au sens juridique du terme. Pas ici.

Monsieur le Président, je voudrais vous dire que, effectivement, je n'entrerais pas trop dans le détail concernant les incidents qui ont eu lieu avec les syndicats vendredi, mais vous avez reproché à un de nos collègues de ne pas avoir d'expérience. En ce qui me concerne, c'est un peu différent. J'ai effectivement, comme beaucoup de Maires, présidé des CTP...

**Abdi EL KANDOSSI**

CT.

**Jean-Pierre GRAND**

C'est bon. Si un jour tu te taisais cinq minutes, ça me rendrait service. Donc je voulais vous dire que j'ai eu l'occasion comme Maire de les présider. J'ai aussi eu l'occasion d'être présent, puisque j'ai été membre du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale. J'ai vu beaucoup de soubresauts dans ces réunions, mais je n'ai jamais vu – jamais vu – le Président, c'est-à-dire le patron, quitter la salle et laisser les syndicats en plan. Généralement, c'est l'inverse : ce sont les syndicats qui s'en vont et le patron qui reste.

**Monsieur le Président**

Eh oui ! J'ai un vieux passé de syndicaliste.

**Jean-Pierre GRAND**

À Montpellier, ce n'est pas tout à fait pareil. Or là, c'est très grave, parce que, si vous voulez, c'est l'institution qui refuse le débat avec l'ensemble des syndicats.

**Monsieur le Président**

Non.

**Jean-Pierre GRAND**

Vous faites comme vous voulez, parce que de toute façon, vous ne ferez toujours que ce que vous voulez. Mais une chose est sûre et certaine, c'est que je souhaitais faire cette remarque.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Grand. Vous avez été formidable.

Monsieur Meunier, je vais vous lire la réponse, à votre question. Et après, je vous poserai une question.

**Cyril MEUNIER**

Et je vous y répondrai.

**Monsieur le Président**

On verra.

L'interruption de la procédure de marché global portant sur la modernisation de la station d'épuration Maera, pour un motif d'intérêt général qui s'appuie sur la modification des besoins avec l'amélioration du traitement des boues, création d'une filière, 19 550 tonnes produites par an, transportées, vingt camions par semaine, bilan carbone, qualité de l'air, nuisances olfactives, l'amélioration de la qualité des eaux de rejets dans les milieux naturels pour un meilleur soutien à moindre frais, actuellement achat d'eau à BRL, du débit du Lez en période d'étiage et de sécheresse, la réutilisation des eaux traitées, pour le lavage des espaces publics et arrosage des espaces verts, besoins agroécologiques, tout ceci en lien avec la déclaration sur l'urgence climatique. La déclaration sans suite du dossier actuel sera formalisée par décision et notifiée aux candidats. La modification du cahier des charges du projet permettra de relancer la procédure. Mise en concurrence en mai 2020, début des travaux, premier semestre 2022, mise en service de la station modernisée au premier trimestre 2026. Le nouveau planning est comparable à celui du PLUi en ce sens que le projet de la station modernisée sera validé et la réalisation engagée. Arrêt du projet PLUi en 2021, enquête publique du PLUi, approbation du PLUi en 2022.

Monsieur Grand, je connais la réponse. Monsieur Meunier, je peux vous poser la question ? C'est vrai que vous avez demandé l'investiture *En Marche* ?

**Cyril MEUNIER**

C'est entièrement faux. Je ne sais pas qui vous informe. Cela n'a rien à voir avec le sujet, mais vous me posez une question, je vous réponds. Vous en avez d'autres ? Je n'ai ni demandé l'investiture au *PS*, ni à *LR*, ni à *UDI*. Qu'est-ce qu'il reste encore comme parti ? Aidez-moi, parce que je ne les connais pas tous. *LFI* non plus et *Citoyens du Midi* non plus. Je ne demande d'investiture à personne. Cela fait depuis 95 que je me présente sans étiquette, mon cher Président.

Dites-moi, je reviens sur la réponse de Maera.

**Monsieur le Président**

Attendez, ce n'est pas ce qu'on m'a dit.

**Cyril MEUNIER**

À un moment donné, un restaurateur de Lattes vous avait dit que j'allais me présenter à la mairie de Montpellier. Arrêtez de croire tout ce qui vous est raconté.

**Monsieur le Président**

C'est vous qui l'aviez dit à Madame Mandroux

**Cyril MEUNIER**

Non, n'importe quoi, je n'ai jamais dit à Hélène Mandroux...

**Monsieur le Président**

Mais si.

**Cyril MEUNIER**

De grâce, je n'ai pas vu Hélène depuis je ne sais combien de temps.

**Monsieur le Président**

Si. Vous aviez dit que vous preniez l'Agglomération après Georges Frêche. Je me souviens, j'y étais.

**Cyril MEUNIER**

Je n'ai jamais demandé une investiture à qui que ce soit et je n'en demande pas, une fois de plus.

Revenons sur Maera, parce que vous n'allez pas vous en sortir comme ça. On connaît la méthode, maintenant. On a été un peu surpris il y a deux ans et demi ; maintenant, on connaît la méthode. Dites-moi, je n'ai rien compris. Je n'ai pas compris pourquoi une procédure qui est employée depuis deux ans...

**Monsieur le Président**

Ça ne m'étonne pas. L'urgence climatique, vous êtes passé à côté.

**Cyril MEUNIER**

De grâce, vous ferez les commentaires que vous voulez à la fin de mon intervention. Je n'ai rien compris, parce que vous êtes en train de m'expliquer que vous annulez une procédure qu'on a embarquée il y a plus de trois ans pour moderniser et agrandir Maera, qui est une urgence écologique, sur le simple prétexte que vous avez trouvé qu'il est incompatible avec le plan climat. C'est ça ?

**Monsieur le Président**

Parce qu'on peut l'améliorer.

**Cyril MEUNIER**

On a les offres des sociétés. Il y a eu des bureaux d'études, que nous avons payés avec l'argent de nos concitoyens, un travail fondamental fait par la Direction de l'Eau ici, que je tiens à remercier pour la qualité du suivi sur ce dossier-là. Et vous êtes en train de me dire maintenant qu'au moment où on doit commencer les négociations avec les deux sociétés qui ont été retenues en fin de course de l'appel d'offres, vous arrêtez tout et vous reportez ça aux calendes grecques ? Mais attendez, l'écologie, Monsieur le Président, c'est de s'interroger sur tous les sujets écologiques, et on a un grave problème écologique sur le traitement des boues. On a un grave problème écologique, parce que, plus de dix fois par an, on déborde directement les eaux usées dans le Lez. On a un problème, en plus, d'environnement pour les Lattois. Je le rappelle à tout un chacun ici présent : nous portons ce vaisseau amiral de notre politique d'assainissement en plein milieu de Lattes. Donc on en a les odeurs et les désagréments divers et variés. On le porte. Depuis qu'on est arrivés, mon groupe et moi, en 2001, on a permis son agrandissement et sa première modernisation. Tout le monde attend ça avec impatience. Et là, aujourd'hui, au dernier moment, on apprend, par des bruits de couloir... Vous m'écoutez, Président ?

**Monsieur le Président**

Oui. Je suis capable, moi.

**Cyril MEUNIER**

Non, mais c'est super. Donc j'ai le droit à une oreille. C'est déjà pas mal. Je vais continuer dans l'oreille que vous me prêtez.

**Monsieur le Président**

C'est déjà pas mal.

**Cyril MEUNIER**

On apprend par bruits de couloir, aujourd'hui, que vous annulez la procédure. On ne sait aucune raison. J'appelle les services. Je rappelle que je suis Maire de la commune qui a ce dossier sur son territoire et qui, en plus, va être amené à signer le permis de construire afférant à cette affaire. J'appelle les services, et les services me disent : on ne peut pas vous répondre puisque le Président fait une conférence de presse, il veut garder le privilège de la communication de cette raison.

Comme l'a très bien précisé Jean-Pierre Grand, vous n'êtes pas à Montpellier, nous ne sommes pas dans une collectivité qui est de plein droit par rapport aux votes. Nous sommes dans une intercommunalité, où chacune des personnes qui sont ici représente, soit en tant que Maire, soit en tant que représentant de leur commune, leur commune. Quand le Maire principalement concerné – je ne crois pas que Christian Jeanjean, qui est concerné également à côté, ait été plus prévenu que moi qu'il y a un problème sur un dossier aussi crucial pour l'environnement de sa commune et l'ensemble du territoire, et qu'il téléphone dans nos services – nos services communs, puisque ce sont les services de nos 31 communes –, que ces services n'ont pas la possibilité de répondre à l' élu sur le fond... Il faudra qu'on fouille l'explication que vous venez de nous donner. À partir du moment où il y a un problème, la moindre des choses, c'était de prévenir le Comité de pilotage. C'est vrai, vous avez omis de le réunir, pendant deux ans. Il a fallu que je vous fasse la réflexion ici pour qu'on soit convoqués cinq jours après. Au moins, vous auriez pu nous prévenir qu'il y avait un problème, qu'on en discute. Parce que là, ce n'est pas un an, ce n'est pas deux ans ; c'est cinq ans qu'on va perdre dans la modernisation et l'agrandissement de Maera, au mépris des Lattois, au mépris de l'environnement.

Le plan climat, quand on fait de l'écologie, il faut en faire sur tous les sujets. Le plan climat, peut-être qu'il y a un problème administratif de concomitance entre les obligations du plan climat et la réalisation de ce chantier. Mais quand on fait de l'écologie, il faut regarder tous les aspects. Et l'urgence aujourd'hui, elle est dans le maintien de la qualité de l'eau sur le Lez, liée à l'utilisation de Maera qui n'est plus dimensionnée par rapport à tout ce qu'on lui a mis dessus. On a permis à treize communes, si ma mémoire est bonne, de faire le développement, par l'intercepteur Est, etc., en venant se greffer à Maera. C'est une urgence écologique. C'est une urgence économique, parce que si Maera n'est pas agrandie et n'est pas modernisée, ça va freiner notre développement sur l'ensemble des communes qui sont attachées. Monsieur le Président, cette raison que vous venez d'évoquer de non adaptation au plan climat, je pense qu'on pouvait la régler. En plus, il y a un travail de fond de nos services, des AMO, des bureaux d'études d'assistance à maîtrise d'ouvrage qui ont été payés par nos concitoyens. Tout remettre à zéro et relancer une procédure, c'est cinq ans de procédure, c'est de nouveaux frais, etc. Il y a aussi une réalité économique.

Je ne suis pas d'accord avec cette décision. Et je suis offusqué, en tant que Maire de Lattes, de ne pas avoir été prévenu, et de ne pas en plus, à 15 h aujourd'hui, avoir eu la possibilité d'avoir une réponse précise et argumentée des services. Si vous m'aviez demandé à ce moment-là, à votre demande, de ne pas en parler, je n'en aurais pas parlé, jusqu'à votre conférence de presse.

**Monsieur le Président**

Je n'ai pas fait de conférence de presse. Il y a des journalistes, là.

**Cyril MEUNIER**

Aujourd'hui, apprendre ça par bruits de couloir et avoir des services qui appartiennent à toutes nos communes qui ne donnent pas une réponse à l'un des élus le plus directement concerné, c'est un déni de démocratie. Honnêtement, je vous le dis : vous êtes une fois de plus totalement incompetent, et les personnes qui vous accompagnent également, et je suis catastrophé par le fonctionnement de la Métropole.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Meunier, pour votre intervention brillante, qui ne fait que reprendre les mots brillants aussi du sénateur Grand. D'ailleurs, franchement, quand je vois le niveau, je suis très heureux de l'avoir fait élire. Simplement, Monsieur Meunier, je n'ai pas fait de conférence de presse sur Maera. Les journalistes sont là. Je n'ai pas traité le sujet Maera dans ma conférence de presse. J'ai fait une conférence de presse, oui. Mais pas sur Maera. Vous le lirez demain. C'est du fantasme.

**Cyril MEUNIER**

Monsieur le Président, je vous prie de m'excuser, mais c'est ce que vos services m'ont déclaré à 15 h...

**Monsieur le Président**

Oui, mais c'est faux.

**Cyril MEUNIER**

... que vous faisiez une conférence de presse. D'ailleurs, c'est pour ça que quand je suis monté au 6<sup>e</sup> et qu'on s'est croisés dans l'ascenseur, je vous ai posé la question. Moi, c'est ce qu'on m'a dit quand, à 15 h, j'ai appris par oui-dire qu'il y avait l'annulation de la procédure de Maera, que je m'en suis offusqué et que les services ne m'ont pas répondu.

**Monsieur le Président**

OK, c'était un malentendu.

**Cyril MEUNIER**

C'est un malentendu. Je constate que vous avez fait une conférence de presse.

**Monsieur le Président**

OK. Je mets aux voix. Monsieur Grand et Monsieur Bonnal.

**Jean-Pierre GRAND**

Après cet échange qui vient d'avoir lieu, très argumenté, entre le Maire de Lattes et vous-même, bien moins argumenté, le fait que vous ne vous soyez pas parlés démontre effectivement la rupture qu'il y a aujourd'hui entre le Président de la Métropole et les Maires, et singulièrement les Maires des plus grosses communes de la Métropole.

J'observe simplement une chose. Je ne vais pas aller très loin. J'observe que dans ce mandat que nous vous avons confié, Monsieur le Président, de Président de la Métropole, il y avait deux gros dossiers. Les deux plus gros dossiers, c'était la ligne 5 de tramway et Maera. Ces deux dossiers, Monsieur le Président, ils sont plantés. Et vous trouvez toujours des explications, bien naturellement. Mais, en tous les cas, sur la ligne 5, comme d'ailleurs sur d'autres choses, mais je prends les deux plus gros dossiers... Sur les deux plus gros dossiers de la mandature, vous avez perdu cinq ans sur la ligne 5 – et cinq ans dans ce domaine-là, ça ne se rattrape pas –, et là, visiblement, vous allez encore nous faire perdre des années et des années. Pourquoi ? Parce que vous arrêtez une procédure et ensuite, on sait combien c'est complexe pour les remettre en route.

Je voulais simplement faire remarquer à notre Assemblée que, sur ces dossiers comme sur bien d'autres, vous aurez passé un mandat à nous expliquer ce que vous alliez faire dans le suivant sans réaliser ce pourquoi on vous avait élu. Alors moi, je vais vous dire une chose, Monsieur le Président : il est temps que tout ça s'arrête.

**Monsieur le Président**

Merci. Merci de votre soutien. Merci de votre soutien actif. Monsieur Bonnal.

**Pierre BONNAL**

Je reviens sur cette affaire du Comité Technique. Simplement, une question. Ce genre de réunion se prépare assez longtemps en avance. Autrement dit, on entre en séance et pour 95 % des questions, on a les réponses déjà négociées avec les syndicats. J'aimerais savoir si – c'est mon estimation –, pour les 5 % de réponses, il y avait une négociation possible, et si vous étiez prêt à céder sur quoi.

**Monsieur le Président**

Monsieur Bonnal, c'est simple, vous le savez puisque vous êtes membre vous-même...

**Pierre BONNAL**

Je pense m'en souvenir.

**Monsieur le Président**

Avant un CT, il y a un pré-CT. Mais ce n'est pas moi qui préside les pré-CT. Je vais vous dire : je préside les CT à la demande des organisations syndicales de la Métropole.

**Pierre BONNAL**

C'est leur droit.

**Monsieur le Président**

Ils m'ont demandé de présider, parce que je présidais ceux de la Ville. Moi, je n'en avais pas l'intention. Je voulais laisser Régine Illaire faire le taf. Mais ils me l'ont demandé. Je ne pouvais pas répondre autrement que ce que j'ai répondu, puisque je les présidais à la Ville.

**Pierre BONNAL**

C'est normal.

**Monsieur le Président**

Mais si c'est pour servir de cible permanente en période électorale...

**Pierre BONNAL**

Ce n'est pas ça. Je ne dis pas ça.

**Monsieur le Président**

Mais moi je vous le dis. Si c'est pour servir de cible permanente en période électorale...

**Pierre BONNAL**

C'est le jeu, ça.

**Monsieur le Président**

Je sais jouer, aussi.

**Pierre BONNAL**

Votre réponse, c'est quelque chose qui m'ennuie, parce que, même quand j'ai été viré, j'ai toujours défendu le personnel, et en l'espèce, les services...

**Monsieur le Président**

On l'a reprogrammé, Monsieur Bonnal.

**Pierre BONNAL**

Je n'ai pas fini ma phrase. En l'espèce, pour moi, vous n'avez pas respecté le travail des services. Et après vous proposez toute une foulditude de décisions. C'est à vous de choisir et d'étudier.

**Monsieur le Président**

Monsieur Bonnal, nous avons reprogrammé le CT.

**Pierre BONNAL**

Ah oui.

**Monsieur le Président**

Voilà. Je l'ai dit dans la presse.

**Pierre BONNAL**

Je ne la lis pas tous les matins. Heureusement, d'ailleurs.

**Monsieur le Président**

Je l'ai dit dans la presse. Le CT sera reprogrammé et les agents ne seront pas du tout impactés par les décisions. On n'est pas fous.

**Pierre BONNAL**

La Ville n'est pas la Métropole, nous sommes bien d'accord.

**Monsieur le Président**

Monsieur Revol. Et après, j'enclenche.

**René REVOL**

Juste quelques mots. Il ne s'agit pas d'accroître la polémique. Il s'agit de prendre le dossier de Maera, qui est important pour notre collectivité. Qu'on soit en période pré-électorale ou pas, ce n'est pas le problème. Donc c'est un sujet que, jusqu'en 2017, j'ai suivi particulièrement. Ensuite, lors des différentes concertations qui ont été mises en place, y compris avec le commissaire-enquêteur, j'ai personnellement participé à ces débats, et j'ai même formulé par écrit des remarques positives, mais aussi des remarques qui pouvaient permettre d'améliorer l'offre. Donc dans ce que vous avez déclaré tout à l'heure, il y a la reprise de certaines de mes remarques. Ce n'est peut-être pas les miennes ; en tout cas, sur le fond, c'est certain. La question, c'est que, s'il fallait améliorer le cahier des charges, il fallait s'en occuper avant de lancer l'offre. Effectivement, on perd du temps aujourd'hui. Il y aurait peut-être eu d'autres possibilités juridiques nous permettant de continuer la consultation et de ne pas prendre de retard, en améliorant le cahier des charges.

C'est des procédures qu'on a déjà utilisées. Effectivement, je partage l'analyse de Cyril, qui dit qu'aujourd'hui, avec cette annulation, on perd un temps précieux, à un point où Maera déborde régulièrement dans les périodes de pluies un peu intenses, et non pas dans les périodes d'épisodes méditerranéens. Lorsque la pluie est simplement intense, comme récemment, il déborde. Donc ça porte atteinte au milieu environnant. Donc on a une responsabilité collective pour accélérer ce dossier. C'est pour ça que je regrette qu'il y ait une annulation. Je me félicite par contre qu'il y ait une amélioration de l'offre. On aurait pu procéder autrement.

La dernière petite divergence avec notre sénateur préféré : il n'y a pas deux dossiers importants ; il y en a un troisième, et lui, il a été réalisé, il faut quand même le reconnaître. C'est la Régie de l'eau.

**Monsieur le Président**

Il a tout à fait raison. Mais la Régie de l'eau n'était pas dans le programme de Castelnau, puisque Castelnau était contre la Métropole. Ils ont fait campagne contre la Métropole. Monsieur Meunier.

**Cyril MEUNIER**

Merci, Monsieur le Président, de me redonner la parole. Je serai très rapide. Il y avait Amétyst, qu'on a bien mené, aussi. Mais c'était avant.

**Monsieur le Président**

Vous allez voir : en creusant un peu, on va en trouver des choses.

**Cyril MEUNIER**

Juste une question. Comme je n'ai pas bien compris la réponse tout à l'heure, est-ce que le Protocole peut m'amener la réponse écrite, que je puisse la lire tranquillement et essayer de la comprendre, mieux qu'à la lecture que vous avez faite, sûrement parfaitement, mais à laquelle je n'ai peut-être pas porté assez d'attention ? Merci.

**Monsieur le Président**

Monsieur Meunier, votre camarade René Revol a parfaitement compris. Il a parfaitement compris. Nous, on s'adapte au climat.

**Cyril MEUNIER**

Et si la décision n'est pas prise définitivement, ou du moins notifiée, je vous demande solennellement ici de bien vouloir organiser une réunion à laquelle je participerai pour voir s'il n'y a pas d'autres méthodes pour prendre en compte les éléments que vous avez cités sans annuler la procédure d'appel d'offres, parce que, encore une fois, ça nous fait perdre cinq ans sur Maera. Et aujourd'hui, Maera pollue. Merci.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix l'ordre du jour modifié. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Tout le monde accepte. Merci.

*À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour modificatif est adopté à l'unanimité.*

Pour : 90 voix.

**ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL DE METROPOLE DU 30 SEPTEMBRE 2019**

**Monsieur le Président**

Affaire suivante. Le procès-verbal du 30 septembre 2019. Vous avez lu le procès-verbal. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, le procès-verbal de la séance du 30 septembre 2019 est adopté à l'unanimité.*

*Pour : 90 voix*

## **APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES : Présentation des décisions prises par le Président et non présentées lors du dernier Conseil (annexée en fin du présent procès-verbal)**

### **Monsieur le Président**

Vous avez pris acte des décisions. Pas de demande d'intervention particulière ?

*Le Conseil prend acte de la synthèse des décisions.*

### **AFFAIRE N° 1 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCoT) - APPROBATION DU DOSSIER REVISE**

*Mme V. DEMON entre en séance, le pouvoir accordé à Mme V. PEREZ est annulé.*

*Mme P. DANAN sort temporairement de séance, laissant pouvoir à M. H. DE VERBIZIER.*

*Mme I. SANTARELLI et M. B. TRAVIER sortent de séance.*

### **Monsieur le Président**

Je passe à l'affaire 1. Il s'agit de l'approbation du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). Après l'arrêt du Schéma de cohérence territoriale il y a quelques mois, nous sommes là au vote définitif du projet. Je rappelle que le Schéma de cohérence territoriale propose deux tiers de l'espace maintenus pour l'agriculture, la viticulture, l'environnement, la résolution des risques majeurs, la transparence hydraulique, la trame verte, la trame bleue. Depuis le jour où nous l'avons arrêté, nous avons fait un certain nombre de modifications. Parmi ces modifications, nous avons renforcé les trames pour les déplacements doux, pour les mobilités actives. Nous avons renforcé les trames vertes et bleues, tout en gardant les quatre directives, qui étaient les nôtres, c'est-à-dire préserver le grand parc urbain avec les communautés d'agglomération voisines, préserver les deux tiers du territoire en environnement, réactiver les terres agricoles, et puis traduire la loi Littoral. Le Schéma de cohérence territoriale, depuis son arrêt, a été également modifié en termes de mots, d'appréciations écrites, puisque nous avons modifié les « *portes métropolitaines* » en « *connexions métropolitaines* ». C'était une demande des agglomérations voisines. Vous connaissez le dossier par cœur, puisque chaque Maire y a contribué, au cours des ateliers qui ont été pilotés par Madame Jannin, puis par Madame Marion. Nous avons présenté « *Montpellier Territoires* », la Métropole productive comme philosophie du SCoT. Ensuite, nous avons proposé ce Schéma d'aménagement. Aujourd'hui, nous arrivons à l'étape ultime de ce document, qui a pour intérêt de venir sacraliser un certain nombre d'options d'aménagement pour les vingt à cinquante ans à venir. Le dernier SCoT a été bâti en 2006. Nous le reprenons aujourd'hui. Mais il ne sera véritablement traduit en acte que lorsque le Plan Local d'Urbanisme intercommunal sera réalisé (PLUi), c'est-à-dire à partir de l'année 2020, où les discussions avec les Maires et les communes commenceront à s'engager, en sachant que le Plan local d'urbanisme intercommunal n'est pas seulement la somme des plans locaux d'urbanisme des communes. Il y a aussi la notion d'intérêt général qui est transcrite dans ce document d'urbanisme. Voilà ce que je voulais vous dire en préambule.

Les commissaires-enquêteurs, je les ai rencontrés au mois de mai. Ils ont eu sur ce projet un avis extrêmement favorable. Favorable sur le fond et favorable sur la forme. Favorable sur le fond, car il n'y a eu qu'une seule réserve, celle du triangle de l'Avranche, à Pérols. Et très favorable sur la forme, car ce SCoT a été très largement concerté : plus de mille contributions de citoyens et sept cents ont été conservées pour la réalisation du document définitif, dans le débat qui s'est engagé au travers des cahiers d'enquête publique.

Nous avons reçu les avis suivants sur le SCoT. Avis favorable de quatorze communes, de la Chambre de commerce et d'industrie, du Pays Cœur d'Hérault, de la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup, de l'Agglomération du Pays de l'Or, du Conseil de développement de la Métropole. Nous avons reçu des avis favorables, avec observation, de la part de l'État, du Département, de la Chambre d'agriculture qui nous a demandé d'intégrer *in fine* 200 hectares de terres agricoles, et je remercie les Maires qui ont contribué (Baillargues, Castelnau, Le Crès, Vendargues, Cournonsec et Montpellier, la CDPENAF (*NDR : commissions départementales de préservations des espaces naturels, agricoles et forestiers*), l'INAO (*NDR : Institut national de l'origine et de la qualité*), Castelnau, Castries, Cournonsec, Fabrègues, Lavérune, Montferrier-sur-Lez. Ensuite, des avis favorables tacites, parce que la loi est ainsi faite : quand on ne répond pas, on est réputé donner un avis favorable. Donc n'a pas répondu la Région Occitanie. Donc elle nous donne un quitus, totalement.

Elle valide le SCoT, par non réponse. La Chambre de métiers et de l'artisanat, le Comité régional conchylicole de la Méditerranée, le Centre national de la propriété forestière, le Centre régional de la propriété forestière, le Syndicat mixte du bassin de Thau, la Communauté de communes du Pays de Lunel, les communes de Baillargues, Juvignac, Montaud, Murviel-lès-Montpellier, Restinclières, Saint Geniès des Mourgues, Saint Jean de Védas, Saussan, Sussargues, et les associations agréées ayant demandé à être consultées (Mosson coulée verte et Paysages de France). Donc c'est un satisfecit global.

Sur le triangle de l'Avranche, nous avons demandé dans le projet à ce que nous puissions investir, en termes d'urbanisme, même léger, une partie du triangle, qui est livré aujourd'hui à l'environnement, et protégé pour cela. L'État s'y est opposé. La loi Littoral s'applique. Mais ils n'ont pas totalement fermé la porte sur la possibilité de pouvoir, ici et là, s'appuyer sur le triangle de l'Avranche, ce qui nous laisse toute option possible pour une éventuelle poursuite de la ligne de tram. Ça commence par là. Parce que si vous ne pouvez pas appuyer un pont sur le triangle de l'Avranche, vous ne pouvez pas faire passer les rails. Donc voilà où nous en sommes.

C'est un SCoT qui est approuvé dans sa grande majorité, par l'ensemble des collectivités, par l'État, par la Chambre d'agriculture, par le Conseil général, par le Conseil régional, par les communes, par les agglomérations voisines, et qui valide le projet qui a été fait à la fois par les Maires et par les services de la Métropole. C'est l'occasion pour moi de remercier les services de la Métropole, sous la direction de Christian Fina, Yves Nurit et toute l'équipe de l'urbanisme, qui a fait un travail formidable, parce que c'est un grand livre que nous avons ouvert et qui a été validé très majoritairement. Il a été également validé par les communes qui ont été les premiers interlocuteurs du SCoT.

Qui demande la parole ? Monsieur Grand, Monsieur Fourcade, Madame Gianiel, Monsieur Rouilleault, Monsieur Revol, Monsieur Meunier. C'est tout ? Grand, Fourcade, Gianiel, Rouilleault, Revol, Meunier. La parole est à Monsieur Grand.

### **Jean-Pierre GRAND**

Je voudrais synthétiser un peu les choses. Vous m'excuserez de prendre trois ou quatre minutes, mais c'est indispensable.

Sur le SCoT, concernant la commune de Castelnau-le-Lez, la Ville souhaite une modification mineure mais importante pour la population du secteur Sablassou, chemin des Jardins. Depuis de nombreuses années, j'ai exprimé comme Maire la position de la Ville sur le devenir d'un secteur situé au sud de la voie ferrée, délimité par le chemin du Clos de l'Armet, l'avenue Marcel Dassault à l'ouest et le chemin du Pech Saint-Peyre et le chemin des Jardins à l'est. Mon successeur Frédéric Lafforgue, Maire de Castelnau, partage, comme la majorité municipale, cette volonté. Il a toujours été acté, par de multiples échanges avec la Métropole aujourd'hui et l'Agglomération d'hier, que cet espace, dans sa partie Nord, déjà urbanisé par de petites maisons et mazets, ne connaîtrait pas une urbanisation autre que du R+1, de manière à conserver son caractère et son charme ancestral. Nous avons même arrêté le nom de « *hameau des Jardins* » pour ce qui a vocation à devenir un petit écoquartier, avec bien sûr des règles techniques liées à toute urbanisation d'un quartier. Les propriétaires conserveraient la maîtrise du temps pour un projet et la maîtrise foncière de leur propriété.

Depuis 1983, la Ville de Castelnau a préservé des espaces agricoles du Sud de la commune d'une urbanisation anarchique et d'un mitage au profit d'ensembles cohérents et structurants. Permettez-moi de rappeler la fameuse étude confiée par l'Agglomération et la Ville de Castelnau au cabinet Barriquand, qui avait rendu un rapport proposant une urbanisation délirante, tant en densité qu'en hauteur. Monsieur Fina et d'autres s'en souviennent évidemment. Cette urbanisation devait financer la suppression du passage à niveau. J'ai déjà eu l'occasion de le dire lors d'une réunion de notre Assemblée. Je rappelle aussi que cette vision vous avait été également présentée en son temps pour répondre plus parfaitement à la DUP du tram, exigeant une urbanisation verticale de grande hauteur le long de la ligne. Finalement, nous avons accepté R+3 ou 4, au lieu des huit étages que l'on nous imposait.

Revenons au sud de la ville. Castelnau 2000 a été créé, puis Jean Mermoz. L'ambitieux projet Eurêka lancé lors de la présidence de Jean-Pierre Moure m'a amené à accepter, à la demande de la SERM, 1 800 logements, alors qu'aucun n'était initialement prévu. La Ville de Castelnau a ainsi répondu au besoin de logements, au PLH et à l'équilibre financier de la ZAC avec les coûteux aménagements paysagers, la préservation d'espaces verts, la création d'un verger de près de 4 hectares et l'enfouissements des lignes à très haute tension

desservant notamment Montpellier et Castelnaud.

La caractère exemplaire d'Eurêka et la modernité de ses constructions dans tous les domaines (environnemental, hydraulique) ont été nationalement primés. J'ai accompagné il y a quelques jours à Paris Frédéric Lafforgue et nous y avons retrouvé avec bonheur Stéphanie Jannin pour recevoir le prix décerné.

Je tiens à vous rappeler aussi que la vision d'urbanisme de la commune a toujours été de préserver une ceinture verte à 360 degrés de son territoire. C'est ainsi que l'écoquartier de Caylus, urbanisé sur 20 hectares, est probablement le seul sur la métropole réalisé au milieu d'une centaine d'hectares d'espaces naturels préservés et agricoles renforcés par des acquisitions foncières publiques rendues inconstructibles. Permettez-moi de rappeler que la construction de la ligne 2 de tram – nous avons géré cela en moins de cinq ans – a précédé la réalisation de cet écoquartier. Au Sud, les vignobles sont la deuxième ceinture verte de la ville. Mon successeur, Frédéric Lafforgue, vient de la renforcer en préservant – vous l'avez souligné, je vous en remercie – de toute urbanisation 56 hectares supplémentaires de vignoble. Cette ceinture verte est complétée à l'Ouest de la ville par la coulée verte du Lez, mitoyen de Montpellier et Castelnaud, et à l'Est entre Castelnaud et Le Crès. Plusieurs dizaines d'hectares de garrigue ont également été rendus inconstructibles.

Aujourd'hui, Monsieur le Président, avec mes collègues, Catherine Dardé, première adjointe, Thierry Dewintre, adjoint aux finances, membres de l'exécutif municipal, et, j'en suis certain, Monsieur Rouilleault, membre de notre opposition, nous demandons une légère modification du SCoT pour acter le futur quartier « *le hameau des Jardins* », en supprimant la notion de densité supérieure, au profit d'un niveau de densité inférieur, avec des habitations en R+1. Je me réjouis que Monsieur Rouilleault suive éventuellement notre proposition. Dans tous les cas, nous l'écouterons avec plaisir.

Cet espace modeste, d'une vingtaine d'hectares, mitoyen d'un vignoble préservé et d'un secteur du pôle multimodal de Sablassou, accueillera des logements, des entreprises, des commerces, la halte TER actée par la Présidente de la Région et l'administration de la SNCF, mais aussi le futur campus numérique et l'implantation de l'industrie travaillant dans l'intelligence artificielle, dont Frédéric Lafforgue a déjà présenté les contours.

Je tiens également à rappeler, avant de conclure, qu'il avait été acté, à la fois par Georges Frêche et Jean-Pierre Moure, de créer une ligne de tramway reliant le pôle Sablassou à la place Ernest-Granier via le quartier du Millénaire. Tout cela avait du sens et répondait à une vision. Le projet de tram, pour des raisons financières et de priorités avec d'autres lignes plus urgentes, avait laissé la place à la circulation en site propre par des bus à haute fréquence de service, tout ça étant d'une grande logique. Dans le seul secteur de Castelnaud, les nombreux entreprises et services installés et en voie de l'être dans les parcs d'activité, les milliers de futurs résidents de l'Eurêka – certains commencent déjà à arriver – mais aussi à Montpellier, comme la prochaine implantation d'Orange sur l'ancien site d'IBM, et les populations du secteur attendent une politique de mobilité renforcée. Je donne acte d'une décision de renforcement du réseau de bus demandé avec insistance par le Maire de Castelnaud – mais il ne s'agit là que de maillages imparfaits et inadaptés aux besoins du secteur, qui ne pourront pas remplacer la ligne de transport en commun en site propre à cadence rapide. Je renouvelle, comme l'a fait le Maire de Castelnaud, que la plateforme dédiée aux bus soit rapidement réalisée dans sa totalité. Six ans de retard et sans raison valable auront été pris dans ce dossier, qui auraient dû anticiper l'urbanisation du secteur, comme nous l'avons fait pour l'écoquartier de Caylus – où nous vous avons mis, je le rappelle, la ligne 2 de tramway, avant de planter la première maison.

Pour conclure ces quelques réflexions et regrets, Monsieur le Président, la Ville de Castelnaud et son Maire Frédéric Lafforgue, ainsi que mes collègues ici présents, et moi-même, nous vous demandons de modifier cette délibération, en précisant simplement que le degré d'urbanisation du quartier des Jardins de Sablassou – je donnerai à l'administration tous les éléments techniques nécessaires, bien sûr – ne soit pas de densité supérieure, mais de densité inférieure, afin que l'on ne puisse construire que des habitations R+1 et ainsi préserver le caractère de ce petit quartier. Voilà ce que je voulais vous dire.

Je voudrais quand même dire qu'entre-temps, le fait que la Ville de Castelnaud ait concédé 56 hectares de vignes supplémentaires, fait que ce petit écoquartier, c'est le bout du rectangle d'une partie des 56 hectares préservés. Donc voilà pourquoi cette évolution aujourd'hui est nécessaire, et je ne doute pas que vous y donnerez suite.

## **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Grand. Vous devriez lire ce que la Ville de Castelnaud a écrit, page 15 de l'affaire n° 1 sur

l'avis de la Ville de Castelnau. Dans l'avis du SCoT, ce n'est pas ce que vous avez dit.

**Jean-Pierre GRAND**

Il y a eu des évolutions, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Oui, des évolutions en séance.

**Jean-Pierre GRAND**

La meilleure des choses, Monsieur le Président, c'est qu'on aurait déjà dû aujourd'hui avoir terminé le Plan Local d'Urbanisme intercommunal. Sur ce dossier aussi, ça ne se fera que dans le prochain mandat, alors que naturellement, et vous le savez mieux que quiconque, ça pose des problèmes incommensurables aujourd'hui aux communes et, naturellement, à toute urbanisation. Quand vous nous en aviez parlé, vous ne nous aviez pas dit que ça serait en 2023 ; vous nous aviez dit que c'était urgent. Donc je me permets de vous dire que tout dossier est amendable. Aujourd'hui, nous souhaitons que vous ayez la volonté de nous entendre.

**Monsieur le Président**

Monsieur Grand, ce n'est pas l'avis de la Ville de Castelnau, ce que vous me dites. L'avis de la Ville de Castelnau, il est inscrit sur votre délibération. Vous n'êtes pas Maire. Attendez, le Maire, Monsieur Lafforgue, que j'ai vu lundi à la Conférence des Maires, ne m'a pas parlé de ça.

**Jean-Pierre GRAND**

Il m'a chargé de vous dire quelque chose. Je vais vous le dire. Il m'a dit qu'il était entré à la Conférence des Maires, que vous aviez donné, comme à l'ensemble des autres Maires, un dossier de cent cinquante pages à lire, et la réunion était finie peu de temps après. Comment voulez-vous que, sérieusement, des élus prennent connaissance et regardent éventuellement des amendements à apporter quand on leur dépose sur la table cent cinquante pages à lire, au moment où...

**Monsieur le Président**

Cent cinquante pages de quoi ?

**Jean-Pierre GRAND**

De tous les documents que vous donnez.

**Monsieur le Président**

Les documents de quoi ?

**Jean-Pierre GRAND**

Attendez deux secondes. Ce que je voudrais vous dire, c'est que sur ce dossier comme sur d'autres, on démontre aujourd'hui à l'opinion publique, qui nous observe, qu'il n'y a pas assez de concertation entre vous, Président, et...

**Monsieur le Président**

Mais la Ville a déjà répondu. La Ville de Castelnau a répondu. Ce n'est pas possible !

**Jean-Pierre GRAND**

Je suis en train de vous expliquer que la Ville de Castelnau demande un amendement. Ce n'est pas un meurtre avec préméditation. C'est une demande administrative recevable. Nous la demandons aujourd'hui ? Eh bien, nous la demandons aujourd'hui. Je me suis exprimé cinq cents fois sur ce dossier – cinq cents fois. J'ai des centimètres et des centimètres de courriers. Donc je vous demande simplement de ne pas chercher là aussi une échappatoire, de comprendre que nous sommes des gens sérieux...

**Monsieur le Président**

Je vois, oui.

**Jean-Pierre GRAND**

... et que, les dossiers, nous aimons les traiter avec sérieux.

**Monsieur le Président**

Je vois.

**Jean-Pierre GRAND**

Et puisque j'ai entendu votre aboyeur habituel...

*Interventions hors micro*

**Jean-Pierre GRAND**

... parler des passages à niveau, je lui demanderais simplement de relire l'explication technique détaillée et réelle que j'ai faite dans cette même enceinte il y a quelques mois. Tout y est.

**Monsieur le Président**

Je vais vous lire l'avis de la Ville de Castelnau. L'avis de la Ville de Castelnau et du Maire Monsieur Lafforgue, c'est le suivant. C'est celui qui est marqué dans la délibération. La délibération, on l'a faite avec Monsieur Nurit et les Maires. Donc ce que vous dites, c'est peut-être votre avis, mais ce n'est pas ce qu'a écrit le Maire de Castelnau, je suis désolé.

**Jean-Pierre GRAND**

Monsieur le Président, ici, nous représentons la Ville ! Je suis désolé. Respectez la démocratie !

**Monsieur le Président**

Mais vous n'êtes pas Maire.

**Jean-Pierre GRAND**

Je suis le représentant de l'exécutif de la Ville !

*Interventions hors micro*

**Monsieur le Président**

Monsieur Grand, l'exécutif de la Ville, il s'est exprimé.

**Jean-Pierre GRAND**

*Intervention hors micro*

**Monsieur le Président**

L'avis de la Ville de Castelnau : « *Le Conseil municipal émet un avis favorable avec les recommandations suivantes : garantir la liberté de déplacement avec la mise en place d'une offre de desserte de transport en commun performante et efficace et favoriser les déplacements doux.* » Vous n'êtes pas contre ça ? Bon.

**Jean-Pierre GRAND**

*Intervention hors micro*

Il n'y a qu'un Maire à Castelnau. Il s'appelle Lafforgue. « *Permettre le développement économique en favorisant le développement des technologies du numérique sur le secteur Sud.* » Vous n'êtes pas contre ? Bon. « *Préserver l'environnement en maintenant les zones tampon vertes en espaces agricoles.* » Vous n'êtes pas contre ? Bon. « *Garder une vigilance sur la densification raisonnée liée aux divisions parcellaires et préserver et valoriser le centre historique et urbain et la cohérence du territoire communal.* » Voilà l'avis de la Ville de Castelnau, qui me paraît un avis honnête.

**Jean-Pierre GRAND**

Monsieur le Président, nous sommes ici dans une assemblée délibérante.

**Monsieur le Président**

Vous n'allez pas monopoliser la parole toute la soirée.

**Jean-Pierre GRAND**

Il faut une fois de temps en temps avec vous remettre un peu les pendules à l'heure.

**Monsieur le Président**

Oh....

**Jean-Pierre GRAND**

Nous sommes ici dans une assemblée délibérante. Nous représentons...

**Monsieur le Président**

Mais vous avez parlé, j'ai entendu.

**Jean-Pierre GRAND**

Nous représentons l'exécutif...

**Monsieur le Président**

Vous n'allez pas le répéter.

**Jean-Pierre GRAND**

... d'une commune indépendante.

**Monsieur le Président**

Vous voulez le répéter ?

**Jean-Pierre GRAND**

Pardon ?

**Monsieur le Président**

Vous voulez répéter ce que vous avez dit ? On l'a entendu.

**Jean-Pierre GRAND**

Vous essayez de nous mettre en contradiction. Nous ne sommes pas en contradiction. Nous sommes en complémentarité de ce que nous avons voté et de ce que moi-même j'ai voté.

**Monsieur le Président**

Oui ! Mais je n'en doute pas.

**Jean-Pierre GRAND**

Donc je vous explique qu'aujourd'hui on vous demande un amendement, quelque part...

**Monsieur le Président**

C'est un amendement ?

**Jean-Pierre GRAND**

Franchement, un amendement, ça existe dans toutes les assemblées de France et de Navarre. Je ne vois pas pourquoi vous ne voudriez pas. Je vous dis quand même quelque chose. Il peut aussi y avoir de notre part quelque chose qui nous ait échappé. Ça arrive souvent.

**Monsieur le Président**

Oui ! Mais...

**Jean-Pierre GRAND**

D'ailleurs, c'est pour ça qu'il y a deux assemblées, c'est pour ça qu'il y a des navettes, c'est pour ça qu'il y a un regard différent et c'est pour ça que je me suis exprimé aujourd'hui.

**Monsieur le Président**

Mais Monsieur Grand, quand on dépose un amendement, il faut le déposer.

**Jean-Pierre GRAND**

Arrêtez, c'est bon.

**Monsieur le Président**

Monsieur Rouilleault l'a déposé, lui, son amendement.

**Jean-Pierre GRAND**

Monsieur le Président, j'en suis à ma 36<sup>ème</sup> année de présence dans cet hémicycle...

**Monsieur le Président**

Mais vous n'êtes pas au-dessus des lois.

*Interventions hors micro*

**Jean-Pierre GRAND**

Je n'ai jamais vu un Président... Rassurez-vous, ça cessera. On risque de ne plus se revoir dans cet hémicycle.

**Monsieur le Président**

Vous n'êtes pas au-dessus des lois.

**Jean-Pierre GRAND**

Je n'ai jamais vu un Président, quel qu'il soit, que ce soit Georges Frêche ou Jean-Pierre Moure, avoir un comportement aussi malsain que vous.

**Monsieur le Président**

Faites attention à la diffamation.

**Jean-Pierre GRAND**

*Intervention hors micro*

**Monsieur le Président**

Faites attention. Dites-moi, Monsieur Grand, vous êtes d'accord avec ce qu'il a écrit quand même, le Maire de Castelnau ?

**Jean-Pierre GRAND**

*Intervention hors micro*

**Monsieur le Président**

Madame Dardé, qui est première adjointe du Maire de Castelnau, quel est votre avis ?

**Catherine DARDÉ**

Monsieur le Président, merci de me donner la parole. Je voulais confirmer que nous avons, au sein du Conseil municipal, demandé de compléter l'avis que nous avons formulé il y a quelques semaines ou quelques mois par ce que vient d'ajouter Monsieur Grand. J'espère que dans cette instance délibérative on pourra écouter la parole du Conseil municipal de Castelnau que nous représentons.

**Monsieur le Président**

Je vous ai écouté. Le problème, c'est qu'un amendement, ça se dépose avant. Monsieur Rouilleault, il a déposé le sien. Les règles, elles ne sont pas faites pour les chiens. De toute façon, je pense que vous êtes tous d'accord avec Monsieur Lafforgue. Vous êtes d'accord avec Monsieur Lafforgue.

**Catherine DARDÉ**

*Intervention hors micro*

**Jean-Pierre GRAND**

*Intervention hors micro*

**Monsieur le Président**

C'est Mitterrand, ça. Sur le même sujet, Monsieur Meissonnier a demandé la parole, sur Castelnau. Monsieur Meissonnier, Monsieur El Kandoussi, et après, Monsieur Rouilleault.

**Jean-Luc MEISSONNIER**

Monsieur le Président, chers collègues, j'ai bien entendu le sénateur Jean-Pierre Grand se targuer d'avoir anticipé sur la zone du Caylus l'arrivée du tramway avant d'urbaniser. Force est de constater qu'il n'a pas anticipé l'urbanisation autour de la suppression du passage à niveau. Mais Baillargues lui tend la main puisque maintenant on rabat certains bus...

**Jean-Pierre GRAND**

Et la loi ?

**Jean-Luc MEISSONNIER**

La loi, elle était la même pour Baillargues et pour Castelnau. Souviens-toi, Jean-Pierre, tu me disais : « *Ce n'est pas à toi de payer.* » On a fait le choix de payer, nous, à Baillargues. On a eu notre suppression du passage à niveau. Et toi, heureusement qu'il y a eu un changement de Maire à Castelnau et que Frédéric Lafforgue prend les choses à bras le corps. Et je soutiendrai Frédéric Lafforgue dans sa démarche, parce que la sécurité des habitants semble t'avoir échappé. Frédéric Lafforgue en prend soin. Voilà. Je tiens à te dire que, là-dessus, tu t'es planté. Maintenant, tu fais du rattrapage, sauf que tu as urbanisé avant de mettre en sécurité les zones qui étaient futures à l'urbanisation. Voilà.

**Monsieur le Président**

Monsieur El Kandoussi. De toute façon, je ferai voter... Je n'ai reçu pour cette séance qu'un seul amendement, celui de Monsieur Rouilleault, pour toute la séance. Personne n'a fait d'amendement en bonne et due forme. Donc moi je ferai voter celui de Monsieur Rouilleault. Vous voterez pour, vous voterez contre, vous voterez ce que vous voudrez. C'est Monsieur Rouilleault qui a un amendement qui est légal. On le fera voter et puis chacun fera ce qu'il veut. Voilà. Monsieur El Kandoussi.

**Abdi EL KANDOUSSI**

Monsieur le Président, Monsieur Grand nous a indiqué qu'il représentait les habitants de Castelnau. J'espère qu'il les représentera jusqu'à la fin de cette séance. Simplement. Voilà, c'était tout.

*Interventions hors micro*

**Monsieur le Président**

La parole est à Monsieur Rouilleault.

**Henri ROUILLEAULT**

Monsieur le Président, merci de me donner la parole. Merci à Jean-Noël Fourcade et Isabelle Gianiel de me donner leur tour, si je puis dire, puisque je vais évidemment intervenir sur le même sujet que celui qui vient d'être évoqué tout à l'heure par la discussion entre Jean-Pierre Grand et vous-même.

D'abord, pour dire, de façon générale : le vote qui va intervenir tout à l'heure est un vote important. Il met fin à quatre ans de travail intensif, de très nombreuses réunions, de très nombreuses pages, avec un enjeu qui est l'aménagement des 45 000 hectares de notre territoire. Le fait de faire un document mère, dont il y aura une certaine déclinaison, le Plan Local de l'Habitat dont on va parler tout à l'heure, et puis, après les élections municipales, le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, qui lui est une réglementation à la parcelle. Donc il faut se féliciter du travail accompli et il faut se féliciter aussi du fait que le document ait une tonalité beaucoup plus écologique que le SCoT de 2006.

**Monsieur le Président**

Attendez, je n'ai pas entendu. Refaites-le-moi un petit coup, gentiment.

**Henri ROUILLEAULT**

Il n'y a pas de problème. La tonalité du SCoT est plus écologique que celle du SCoT de 2006.

**Monsieur le Président**

Alléluia. Merci, Monsieur Rouilleault.

**Henri ROUILLEAULT**

Attendez la suite, Monsieur le Président. Vous vous réjouissez trop vite, si je puis dire.

**Monsieur le Président**

Non. Tout ce qui est pris n'est plus à prendre.

**Henri ROUILLEAULT**

Je continue. La lutte contre le réchauffement climatique, contre l'étalement urbain, contre la consommation de terres agricoles, pour une urbanisation maîtrisée, pour des transports publics et des transports doux, pour le respect de la protection du littoral, celui de nos paysages, la prévention des risques : tout ça a une place centrale dans le document, qui est combiné avec un enjeu majeur et difficile, qui est évidemment d'accueillir 110 000 personnes de plus, environ, d'ici 2040. Donc tout ça est positif.

Pourtant, avant le vote, il est de mon devoir de soumettre à cette assemblée un amendement qui concerne l'extension urbaine envisagée à Castelnau-Sablassou, au Sud de la voie ferrée. C'est un sujet qui est important pour ma commune, mais qui est aussi important pour la Métropole puisqu'il s'agit d'une des six portes ou connexions – c'est pareil – métropolitaines. À terme d'une dizaine d'années, nous aurons là, en sus du tram 2, une halte TER, un bus en site propre et une piste cyclable vers Eurêka, le Millénaire et Antigone, et de l'autre côté vers Castries et Sommières sur l'ancienne voie ferrée. Le gain en termes de transports publics et de transports doux, au détriment de la voiture, justifie la création de ce pôle multimodal, comme l'ont souligné les commissaires enquêteurs, et conduit comme eux à s'interroger sur l'urbanisation qui devrait l'accompagner. D'où les questions essentielles : quand ? Combien ? Comment ?

À ce stade, je suis inquiet que deux préconisations importantes des commissaires enquêteurs, issues des inquiétudes exprimées par l'association des *Riverains de Sablassou*, par d'autres associations comme *Castelnau Demain*, par une pétition citoyenne, n'aient pas été retenues dans le document révisé qui est soumis aujourd'hui au vote.

La première préconisation non retenue, c'est le souhait de concomitance entre la mise en place des grandes infrastructures de transport et des extensions urbaines aux portes de connexion métropolitaines. C'est pourtant une préconisation de bon sens. La non concomitance pénalise à la fois les habitants des secteurs concernés et les nombreux usagers qui font quotidiennement leur trajet domicile-travail. Elle favorise les incohérences et elle renchérit les coûts. Construire là, avant la mise en place d'une halte TER, ce serait reproduire l'erreur faite un peu plus loin de construire massivement autour du passage à niveau dangereux sans supprimer en même temps celui-ci. L'amendement proposé préconise de s'astreindre à la concomitance, ce qui implique une coordination renforcée entre institutions publiques.

La seconde préconisation des commissaires enquêteurs non retenue paraît anecdotique, et pourtant ne l'est pas. C'est la mise d'une goutte d'eau sur la carte du SCoT relative à ce secteur, goutte d'eau pour souligner le risque important de remontée de la nappe phréatique qui impose les études actuellement en cours. Celles-ci devraient conduire à éviter de retenir la densité supérieure de l'urbanisation dans le projet de SCoT, ce qui est également nécessaire pour d'autres raisons (paysage, biodiversité remarquable, nuisance sonore de la voie ferrée). L'amendement que je propose au vote – qui est reproduit sur Power Point et qui peut donc être projeté si nécessaire – préconise, dans ce contexte, de retenir une urbanisation à terme seulement, concomitante avec la halte TER et modérée.

Merci, Monsieur le Président, et merci à tous de m'avoir écouté.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Rouilleault, pour votre intervention. La parole est à Monsieur Fourcade.

**Jean-Noël FOURCADE**

Merci, Monsieur le Président. Mesdames et Messieurs les conseillers métropolitains, je me suis déjà exprimé sur le SCoT et je souhaite ce soir expliquer à nouveau mon vote défavorable. En effet, la Commune de Lattes est soumise à la loi Littoral et elle est le support de quatre zones d'extension urbaine dans ce projet de SCoT. Je voudrais vous parler de deux extensions urbaines en particulier. Les deux sont dans le périmètre de la ZAC Ode à la Mer. Le premier, c'est le périmètre des Hauts de Lattes sur les coteaux de la Lironde et le second, c'est le périmètre de l'Estagnol.

Tout d'abord, le périmètre des Hauts de Lattes. Voici la description du site et les propositions pour l'application spatiale de la loi littoral sur ce secteur émise par la DDTM dans son porter à connaissance. Je vous en lis deux extraits. « *Sur les côteaux de la Lironde, les masses et les bois ou parcs qui les accompagnent font partie des éléments qui structurent et valorisent la grande plaine, en formant des motifs paysagers remarquables, facilement identifiables au milieu des vignobles. La coupure d'urbanisation doit s'appuyer sur ce relief rythmé par les domaines agricoles pour une mise en valeur réciproque des espaces. Avec un dénivelé bien perceptible d'environ 20 mètres, il offre de superbes vues ouvertes vers l'étang du Méjean, espace central du dispositif. Les grands vides, vignobles et lit majeur de la Lironde, répondent aux pleins constitués par les boisements qui coiffent les versants de coteaux. Le tout forme un paysage remarquable, très cohérent et qui est aussi un formidable repère géographique Nord-Sud sur un horizon paysager pour se situer au sein d'une géographie urbaine très mouvante.* » Le second extrait dit : « *Le maintien de cette coupure d'urbanisation favorisera également les échanges entre les populations animales, grâce à l'existence de véritables corridors biologiques susceptibles de favoriser le déplacement de la faune et de contribuer à la préservation des espaces naturels et de leur biodiversité.* » Je ne connais pas la personne de la DDTM qui a fait cette description des lieux, mais voici quelqu'un qui a arpenté nos chemins de traverse, qui a pris le temps de s'imprégner des lieux et qui aime nos paysages.

Naturellement, sur la carte jointe à cette description, la DDTM classe la presque totalité du périmètre des Hauts de Lattes en une zone de coupure d'urbanisation, c'est-à-dire zéro construction dans cet espace. Pourtant, c'est précisément à cet endroit que le Maire de Lattes a l'intention de construire une dizaine de barres d'immeubles et prévoit donc une zone d'extension urbaine d'une vingtaine d'hectares dans ce SCoT. C'est précisément là que le Maire de Lattes a déjà signé deux permis de construire, en plein corridor écologique, permis heureusement annulé depuis par le Tribunal Administratif.

Lors de l'enquête publique du SCoT l'hiver dernier, mille Lattois se sont manifestés auprès du commissaire enquêteur pour lui faire part de leur inquiétude et proposer de modifier le zonage de cette extension urbaine. Mille Latois, ça représente environ 10 % des habitants de Lattes-centre. Contrairement à quelques esprits méditants, ces mille Latois ne se sont pas exprimés au travers d'une simple pétition, mais ils ont tous adressé un courrier individuel au commissaire enquêteur, renforçant ainsi l'importance qu'ils accordent au devenir de leur commune. Voici la réponse apportée à leurs inquiétudes par les services de la Métropole en charge du SCoT. Je vous la lis : « *L'analyse multicritères, couplée à l'analyse de la loi Littoral et à l'objectif de limitation de la consommation foncière, a conduit à maintenir dans le SCoT les 20 hectares d'extension urbaine des Hauts de Lattes.* » Moi, je crois qu'en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, à plus forte raison lorsqu'il s'agit comme ici de construire des logements, l'urbaniste qui pense répondre à l'inquiétude des citoyens et des habitants par une analyse multicritères n'a rien compris à son métier. L'aménagement du territoire et des futurs quartiers, pensés en fonction de seules considérations techniques, sans tenir compte des réactions humaines, sans tenir compte de la perception de la population, ne peut aboutir qu'à un échec. L'urbanisme ne peut pas s'appuyer que sur de seules sciences exactes fondées sur le calcul, mais doit largement faire appel aux sciences humaines et sociales. On peut modéliser un nombre de logements en fonction de la surface de terrain, on peut modéliser des hauteurs d'immeubles en fonction du relief, mais aucun modèle multicritères ne pourra prendre en compte la perception d'une personne. L'homme ne doit pas être oublié ; le vivant ne doit pas être oublié. Claude Lévi-Strauss prônait un humanisme généralisé à tout le vivant. Il considérait l'homme d'abord comme être vivant, inscrit parmi d'autres êtres vivants, et mettait en garde contre toute manière de privilégier l'homme au détriment des conditions de la vie, au risque d'entrer dans un cycle maudit. Il avait raison, et je pense que l'aménagement de notre territoire doit être agencé et réfléchi sous le filtre de cet humanisme généralisé. En répondant au premier défi qu'est la Métropole acclimatée, ce SCoT 2019 tendrait vers cet humanisme généralisé. Mais nous sommes très loin de cette idée lorsqu'une analyse multicritères suffit pour entériner la tache urbaine des Hauts de Lattes. C'est donc parce que le Maire de Lattes a l'intention d'urbaniser les Hauts de Lattes et parce que le SCoT est un document d'intention, et pas de programmation, que je voterai à nouveau contre ce projet ce soir.

Je souhaite également m'exprimer sur la zone d'extension urbaine de l'Estagnol. Ce sont une dizaine d'hectares de vignes abandonnés situés dans la ZAC Ode à la Mer, le long de l'avenue de la Mer. Pour la commune de Lattes, cette extension urbaine est le quartier de demain. C'est celui qui sera créé au cours du prochain mandat si nous voulons répondre aux besoins en termes de logement. Ce futur quartier devra respecter les engagements en matière de mixité sociale, évidemment. J'ai déjà pu dire ici, lors du vote concernant le PLH, que si nous voulons que, de cette mixité de logements, émane un quartier harmonieux, nous ne devons pas être dans une position contemplative, mais dans une attitude dynamique, qui consiste à prévoir et à comprendre. Ce quartier doit être accompagné par des équipements publics.

Le premier d'entre eux : l'école. Car c'est là que les liens sociaux se créent naturellement. Ce quartier doit être conçu avec un espace de respiration – je l'ai déjà dit. La forte promiscuité des logements, les grosses chaleurs d'été, les vis-à-vis génèrent et entretiennent des tensions dans les résidences. Il faut que les habitants puissent se ressourcer. Enfin, il faut des commerces de proximité, vecteur indispensable d'échanges dans un quartier. Évidemment, tout ça paraît évident. Pourtant, quand on voit le quartier d'Urban Park au Nord de Boirargues, quartier résidentiel porté par la Mairie de Lattes, avec de belles résidences, c'est vrai, mais mille logements construits sans un café, sans une boulangerie, sans un commerce de proximité, on croirait être revenu aux années 50, où les principes de construction des villes étaient régis par la charte d'Athènes et où les cafés et bistrots étaient interdits dans les grands ensembles.

Que voulons-nous offrir aux futurs habitants de cette extension urbaine de l'Estagnol ? En face, de l'autre côté de l'avenue de la Mer, la ville sera dédiée à la consommation et aux divertissements, avec le projet du groupe Frey. Dans notre civilisation, saturée de sollicitations, de surenchères, de tentations, n'allons-nous pas enfermer des habitants dans un quotidien astreignant et routinier ? N'allons-nous pas créer des frustrations ? Nous devons penser à donner aux nouveaux quartiers un sens, un signal qui apporterait la preuve à la jeunesse parfois découragée, aux parents souvent inquiets, aux prochains habitants, que tout est toujours possible et que tout reste à découvrir à qui fait confiance à la vie et aux forces vives de l'homme. Cet esprit, cette âme, ce signal, s'ils n'apparaissent pas aujourd'hui dans le SCoT parce que ce n'est pas le document pour ça, il ne faudra pas les oublier dans le prochain PLU et dans l'élaboration de ces futurs quartiers. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Fourcade. Madame Gianiel.

### **Isabelle GIANIEL**

Monsieur le Président, chers collègues, l'affaire n° 1 qui nous intéresse, nous passionne même, ce soir, est importante, primordiale même, et va engager notre Métropole, vous le rappeliez en préambule, en matière de politique publique et d'aménagement pour au moins les douze années à venir. C'est-à-dire, sans doute, qu'elle sera portée par d'autres élus que nous. S'il est heureux que le dossier SCoT aboutisse enfin, tant les besoins sont grands en matière d'accueil de population et d'activités économiques nouvelles, il est également heureux qu'il aboutisse tant la protection de nos zones naturelles et l'adaptation au changement climatique est une nécessité encore plus prégnante – engageante même. Ces nécessités ne s'opposent pas d'ailleurs, comme le détaille très bien la délibération qui nous est soumise ce soir, au contraire même. Montpellier continue d'attirer, du fait d'abord de son cadre de vie et de son environnement varié et de qualité. Le SCoT est donc là pour mettre en musique les graves et les aigus, trouver l'accord parfait, donner de la cohérence à ce que tout opposait au siècle dernier – je crois que ça a été exprimé par plusieurs de mes collègues – : d'un côté l'économie, le logement, la construction, les infrastructures ; de l'autre l'environnement, la santé, la qualité de vie. Le tout, aujourd'hui, dans un contexte environnemental de changement climatique et un contexte social de mal-être profond de la population vis-à-vis des institutions et des politiques. Il nous est donc demandé de statuer ce soir sur un document dont la vocation est d'être intégratrice et assemblée, et un document dont la portée est supérieure à celle du PLUi, et donc supérieure à celle des PLU des communes. Pourtant, je suis certaine que, sur différentes communes par le passé, des projets urbains ou immobiliers ont pu voir le jour, qui étaient non conformes et non compatibles avec le SCoT. Il y a donc l'outil de planification intelligent et harmonieux, respectueux de tous les usages et de l'environnement, et il y a le portage politique de cet outil dans le temps. Gageons que nous-mêmes ou ceux qui viendront après nous s'approprieront ce nouveau SCoT et le défendront au long de leur mandat.

Monsieur le Min... Monsieur le Président, nos administrés sont très attachés à la préservation du caractère villageois des communes de la Métropole.

### **Monsieur le Président**

Ça, c'est une promotion.

### **Isabelle GIANIEL**

Je répète. Monsieur le Président, nos administrés sont très attachés à la préservation du caractère villageois des communes de la Métropole. Le SCoT qui nous est soumis ce soir raconte cela. Il le traduit et je le voterai donc. De nouvelles trames vertes et bleues y sont identifiées, qui doivent permettre de graver dans le marbre la préservation des espaces naturels, entre les villages notamment. Je souhaite que cette ambition vive dans le temps et que la ville-centre, bien que fortement rapprochée par le tramway, laisse très longtemps s'ouvrir nos fenêtres péroliennes sur des espaces naturels intacts. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Merci, Mme Gianiel. Merci beaucoup pour vos propos, qui vont vraiment dans l'esprit et dans le sens que nous avons voulu collectivement pour ce document, qui est fondamental pour le développement de la Montpellier Méditerranée Métropole dans les vingt à trente ans à venir. Monsieur Revol.

**René REVOL**

Très rapidement, parce que beaucoup d'arguments ont été avancés dans la discussion, sans rentrer dans le détail de telle ou telle commune, je voudrais juste préciser que le Conseil municipal de Grabels a mis à son ordre du jour le SCoT. Il y a eu de longues discussions à ce sujet. Il a adopté une méthode pour se prononcer à ce sujet. C'est que nous avons pu avoir des reproches sur tel ou tel aspect du SCoT qui concerne d'autres communes. Mais nous nous sommes refusés à nous en saisir en faisant confiance aux débats de chacune de ces communes. Quant à nous, concernant notre commune, nous nous félicitons de la façon très collaborative qui a fonctionné, notamment sur le secteur Piémont-Garrigues avec les quatre collègues, où nous avons travaillé en détail tous ces projets. Nous nous félicitons, en ce qui concerne Grabels, que par rapport au SCoT 2006, non seulement il n'y a pas d'extension de zones urbaines par rapport aux espaces classés comme naturels et agricoles, mais il y a une régression, puisqu'on diminue les zones à urbaniser de 60 % par rapport à celles de 2006, tout en maintenant le même rythme d'habitat pour répondre aux objectifs du PLH. C'est un exercice qui suppose, disons, une vraie maîtrise des différentes contraintes et de mettre au centre justement la lutte contre le changement climatique, la préservation des trames vertes et des trames bleues. D'ailleurs, les derniers textes de loi nous précisent qu'il faudra qu'on rajoute la trame turquoise, c'est-à-dire le lien entre la trame verte et la trame bleue, pour prendre en compte les écoulements d'eau qui ont lieu et qui nourrissent directement la trame bleue. Tout ça, c'est des éléments positifs. La commune de Grabels a 16 km<sup>2</sup> et sur ces 16 km<sup>2</sup>, il y en a 14,5 qui sont des espaces naturels et agricoles, et il y en a 3,5 qui sont des espaces urbanisés, ce qui n'empêche pas, quand même, d'avoir plus de 8 500 habitants aujourd'hui. Ce qui signifie que nous comptons continuer à jouer ce rôle de poumon vert pour le compte de tous, de la Métropole, et pas seulement des habitants de Grabels.

Dernière remarque : je ne vois pas l'intérêt de polémiquer. Il nous est arrivé ici en séance de proposer des amendements sur tel ou tel sujet. Et vous preniez la responsabilité, comme Président, d'accepter ces amendements dès lors qu'ils paraissaient raisonnables et non contradictoires avec le document. Donc même si l'amendement n'a pas été déposé à l'avance, il peut parfaitement, par décision du Président, être intégré dans le document. Donc je ne vois pas l'intérêt de chercher à nourrir une polémique à ce sujet. Il faut respecter ce que chacune des communes a pu élaborer, même si, comme commune voisine, on peut ne pas être d'accord. C'est à mon avis le minimum d'une intercommunalité.

**Monsieur le Président**

Je vous rejoins sur 90 % de votre intervention. Mais les dix derniers pour cent, je ne peux pas les cautionner, Monsieur Revol. Parce que, quand on accepte un amendement en séance sur un SCoT, ça veut dire qu'on influence toute la méthode de travail sur tout le reste du SCoT. Ça veut dire qu'il faut refaire, selon la nature de l'amendement, tous les ateliers. Si on change les règles...

**René REVOL**

Si c'est le Conseil municipal qui s'est exprimé, pourquoi ne pas l'accepter ?

*Interventions hors micro*

**Monsieur le Président**

Attendez, le SCoT, ce n'est pas seulement l'addition des Conseils municipaux. Vous ne pouvez pas prêcher collectif et penser perso.

*Interventions hors micro*

**Monsieur le Président**

Mais je dirais que les dix derniers pour cent...

**Jean-Pierre GRAND**

*Intervention hors micro*

**Monsieur le Président**

Avec plaisir, Monsieur Grand.

**Jean-Pierre GRAND**

Je trouve qu'il ne faut pas rajouter du formalisme au formalisme. Comme vient de le dire le Maire, notre collègue, Revol, il y a des moments où nous savons régler des problèmes, surtout quand ce sont des problèmes qui ne touchent pas à l'essentiel.

Concernant ce que je vous ai demandé, ça touche en gros 24 hectares. Je viens de relire attentivement l'amendement de Monsieur Rouilleault. Il n'est pas acceptable. Pourquoi il n'est pas acceptable ? Parce qu'il remet totalement en cause...

*Interventions hors micro*

**Jean-Pierre GRAND**

Non, mais écoutez. Il remet totalement en cause l'urbanisation prévue – ou va dire prévue – autour de la halte de TER et, pire que tout, il va à l'encontre de ce que souhaitent les personnes qui habitent dans cette vingtaine d'hectares, parce que nous, nous proposons, moi, j'ai proposé de passer d'une densité supérieure pour ce petit morceau à une densité inférieure. Monsieur Rouilleault propose une densité...

**Monsieur le Président**

Monsieur Grand, Monsieur le Sénateur, si vous permettez, ça, c'est un travail de commission. Ce n'est pas un travail qu'on peut faire en séance.

**Jean-Pierre GRAND**

Laissez-moi finir, Monsieur le Président, deux secondes.

**Monsieur le Président**

Il y a eu une enquête publique, il y a eu des commissaires enquêteurs, il y a eu les avis de toutes les collectivités. Si vous ne voulez pas voter le SCoT aujourd'hui, dites-le. Dites-le, que vous ne le votez pas.

**Jean-Pierre GRAND**

Monsieur le Président, dans la loi, il y a aussi des avis du Conseil d'État. Quand la loi vient, on peut changer diverses choses. Qu'est-ce que je vous propose ? Je vous propose : un, qu'il ne serait absolument pas acceptable sur le plan de la démocratie locale et du fonctionnement de notre intercommunalité, qui, je le rappelle, n'est pas une collectivité de plein exercice, qu'un amendement déposé par un membre de l'opposition communale soit accepté par la Métropole.

**Monsieur le Président**

Eh bien voilà.

**Jean-Pierre GRAND**

La deuxième chose, c'est le fonctionnement. Je ne vais pas vous reparler...

**Monsieur le Président**

Chassez le naturel, il revient au galop.

**Jean-Pierre GRAND**

En revanche, ce que je vous propose, et votre parole me suffira amplement...

**Monsieur le Président**

Ah bon ?

**Jean-Pierre GRAND**

Ce que vous direz, oui. C'est vous qui présidez, Monsieur le Président. Encore quelques mois, c'est vous qui présidez.

**Monsieur le Président**

Vous vous avancez un peu, Monsieur Grand. Vous vous avancez un peu.

**Jean-Pierre GRAND**

Ce que je vous demande simplement...

**Monsieur le Président**

Vous me faites trop confiance.

**Jean-Pierre GRAND**

Ce que je vous demande simplement, c'est de prendre acte de la demande de la Ville de Castelnau et qu'ensuite, avec les services, de façon technique, ces choses-là soient examinées techniquement.

**Monsieur le Président**

Ce n'est pas possible.

**Jean-Pierre GRAND**

Je demande bien naturellement que la demande de la Ville de Castelnau soit, comme je l'ai dit, circonscrite au « *hameau des Jardins* », mais qu'en aucun cas ça n'impacte le périmètre autour de la halte TER et sur le bord, naturellement, de l'avenue de l'Europe. Je dis ça parce qu'il faut que je le dise. Je le dis en plein accord, naturellement, avec l'ensemble du Conseil municipal de Castelnau, dont je suis en cette occasion le porte-parole, jusqu'à la fin.

**Monsieur le Président**

Monsieur Rouilleault. Eh oui, qu'est-ce que vous voulez ? À croire qu'il n'y a pas de débat démocratique à Castelnau puisqu'ils trouvent l'enceinte de la Métropole pour se fritter.

**Henri ROUILLEAULT**

Non, mais attendez, on débat aussi au Conseil municipal de Castelnau.

**Monsieur le Président**

Vous êtes à la maison, vous pouvez y aller. Allez-y. Vous êtes libres. Vous êtes à la maison ici.

**Henri ROUILLEAULT**

Rassurez-vous, on débat aussi au Conseil municipal de Castelnau.

**Monsieur le Président**

Ça, vous auriez dû le régler à Castelnau, Monsieur Rouilleault.

**Henri ROUILLEAULT**

Je ne suis pas d'accord.

**Monsieur le Président**

Parce que vous l'imposez à tout le monde.

**Henri ROUILLEAULT**

Je ne suis pas d'accord, parce qu'il faut reprendre l'historique. Là, nous débattons après l'enquête publique, nous débattons après le rapport des commissaires enquêteurs. Moi, mon amendement soulève le fait que, sur deux points, les préconisations des commissaires enquêteurs ne sont pas intégrées dans le SCoT révisé. Ce que je vous demande là-dessus, c'est de reprendre cette idée de concomitance, qui veut dire qu'on n'urbanise pas pour le moment, mais qu'on urbanisera à terme quand il y aura la halte TER. Ça, c'est le premier point. Deuxième point : qu'on le fasse de façon modérée – et il n'y a pas de désaccord avec mon voisin de derrière là-dessus. Bien évidemment, de façon modérée. Ça ne veut pas dire la même chose selon les différents espaces de ces 65 hectares au total. À l'intérieur du hameau, l'amendement que je propose dit « *préserver le hameau* ».

**Jean-Pierre GRAND**

Ça ne veut rien dire !

**Henri ROUILLEAULT**

En tout cas, je suis tout à fait d'accord pour dire qu'à l'intérieur du hameau, bien évidemment, ça reste une urbanisation de densité inférieure, et en moyenne, que ça soit une densité intermédiaire – je dis en moyenne – parce qu'il est très clair qu'il ne s'agit pas de faire au Sud de la voie ferrée un double de la 113, avec des immeubles, des immeubles et des immeubles. Le tout béton de Jean-Pierre Grand, les gens en ont marre à Castelnau. Et ça, il faut bien l'entendre.

**Monsieur le Président**

Vous comprenez, je suis très gêné par ce qui se passe dans cette enceinte ce soir. Très gêné, parce qu'on sert de réceptacle à un certain nombre de débats qui auraient dû se passer ailleurs et qui aurait dû se passer avec les commissaires enquêteurs pendant l'enquête publique, etc., et qui se passe là parce que, ce soir, vous avez trouvé un lieu où vous pouvez aborder les vrais sujets. Un espace de liberté, en somme.

**Henri ROUILLEAULT**

*Intervention hors micro.* ...c'est comme ça, par exemple, qu'on évite de faire des gares et, en même temps, trois ans après, le tram qui la relie. Il y a besoin d'une cohérence.

**Monsieur le Président**

Monsieur Rouilleault, vous me parlez de la base TER de Sablassou. Elle est prévue pour quand ?

**Henri ROUILLEAULT**

*(Hors micro.)* Justement, il n'y a pas de date. Nous n'aurons pas d'immeuble tant qu'il n'y a pas un processus cohérent sur une halte TER et un bus en site propre.

**Monsieur le Président**

Monsieur Rouilleault, qui est chargé de faire ce projet ?

**Henri ROUILLEAULT**

Nous avons besoin là-dessus de la Région, de la Métropole et de la SNCF.

**Monsieur le Président**

Comment la Région peut faire circuler plus de TER ?

**Henri ROUILLEAULT**

Je pense que vous le savez très bien. Justement, à la deuxième ligne...

**Monsieur le Président**

... de TGV. Si vous voulez faire des trains du quotidien, il faut faire la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan.

**Henri ROUILLEAULT**

Je suis d'accord avec ça.

**Monsieur le Président**

Bien sûr. Donc c'est les calendes grecques. Bon, on va revenir au débat qui nous occupe. Je crois qu'il y a un dernier interlocuteur : Monsieur Meunier.

**Cyril MEUNIER**

Monsieur le Président, mes chers collègues, j'espère que vous n'êtes pas trop fatigué et que vous allez pouvoir m'écouter. On va le faire en deux temps. On va répondre déjà sur le SCoT. Bien sûr que je félicite les services pour la qualité des...

**Christophe COUR**

*Intervention hors micro*

**Cyril MEUNIER**

Monsieur Cour ? Monsieur Cour ?

**Monsieur le Président**

Ils ne sont pas toujours contre vous, les services, alors.

**Cyril MEUNIER**

Non. Bien sûr que non, ils ne sont pas contre nous et on travaille très bien avec eux.

**Monsieur le Président**

Ah bon.

**Cyril MEUNIER**

Donc merci à eux d'avoir porté ce développement. La seule chose que je puisse regretter, comme nombre d'entre nous, c'est que ce SCoT, on ait mis autant de temps à le faire. Mais c'est vrai qu'il y avait un manque de moyens. Je m'en étais ouvert auprès de vous en séance il y a deux ans. C'est vrai que le changement d'élue responsable, qui était Stéphanie Jannin, qui n'a jamais été réellement remplacée, n'a pas facilité les choses.

*Interventions hors micro.*

Je remercie encore Stéphanie pour tout ce qu'elle a apporté. Non, je n'ai pas honte. Je n'ai jamais honte. Je pense que certains devraient avoir honte.

**Monsieur le Président**

Chers collègues, ne cédez pas à la provocation de *la République En Marche*.

**Cyril MEUNIER**

Je suis quoi maintenant ? Non. Il va falloir que tu m'offres un certain nombre de pin's, parce qu'à chaque fois tu me mets des pin's différents. Je continue.

**Monsieur le Président**

Mais celui-là, il est vrai.

**Cyril MEUNIER**

Je regrette aujourd'hui...

**Monsieur le Président**

Tu as été soutenu par un bon député.

**Cyril MEUNIER**

D'accord. Je regrette aujourd'hui... Tu me donneras le nom du député qui me soutient, ça me fera plaisir de le rencontrer.

**Monsieur le Président**

Tu le connais, tu es allé le voir.

**Cyril MEUNIER**

Bon, je peux y aller, oui ? Je continue. Je regrette qu'aujourd'hui ce SCoT, on ait mis plus de six ans à le réaliser. Moi, je me rappelle que, quand on a fait le SCoT précédent, et pourtant c'était pour la première fois un exercice sur lequel on n'avait aucune feuille de route...

**Monsieur le Président**

Plus de six ans, avez-vous dit, Monsieur Meunier ? Mais moi, il y a plus de six ans, je n'étais pas là.

**Cyril MEUNIER**

Non, on va avoir mis plus de six ans. Oui, le temps passe. On vieillit.

**Monsieur le Président**

Vous êtes arrivés à dire des bêtises.

**Cyril MEUNIER**

On a tous vieilli, Monsieur Saurel. C'est vrai que vous ne vous en êtes peut-être pas rendu compte, vous n'avez pas fait grand-chose, mais six ans sont passés depuis que vous avez été élu. Et c'est la réalité des choses.

**Monsieur le Président**

La haine et la jalousie vous aveuglent.

**Cyril MEUNIER**

Philippe, je peux y aller, oui ?

**Monsieur le Président**

C'est très mauvais, en politique. Gardez votre sérénité, votre aspect zen, que vous avez.

**Cyril MEUNIER**

C'est bien pour ça que j'en appelle, par votre prénom, à votre sérénité également. Est-ce que je peux continuer ?

**Monsieur le Président**

Ne surfez pas sur la jalousie, la haine, le dénigrement.

**Cyril MEUNIER**

Je continue ? Très bien.

**Monsieur le Président**

La politique, c'est une mission. Il faut aimer les gens.

**Cyril MEUNIER**

Il n'y a pas de problème : j'aime les gens et j'ai la patience de vous écouter. Le premier SCoT, alors qu'on n'avait aucune feuille de route, on a mis quatre ans à le sortir entre le moment où on l'a lancé et le moment où il a été opposable. Le SCoT qu'on passe aujourd'hui, on ne fait que l'approuver et il y a encore un long chemin. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que le PLUi ne va pas sortir d'ici longtemps, qu'aujourd'hui on n'a pratiquement plus aucun lot à vendre sur la zone de Montpellier, qu'on reçoit toujours 5 000 habitants par an et que les prix des locations... Parce qu'il faut que les gens qui nous écoutent se rendent compte de ce que ça veut dire. Ce n'est pas seulement de la guéguerre politicienne, c'est le retard qu'on a pris à élaborer le SCoT et le PLUi, c'est les loyers qui explosent partout dans la Métropole, et c'est le prix d'achat des appartements ou des maisons qui explose également, y compris maintenant dans l'ancien puisqu'on le constate depuis six ans. Et c'est aussi la part belle donnée aux propriétaires de terrain qui se voient offrir par les promoteurs peu scrupuleux – et il n'y en a pas beaucoup qui sont scrupuleux en la matière – des prix d'achat de terrain qui vont nous rendre de plus en plus difficiles...

**Monsieur le Président**

Vous tapez sur les promoteurs, maintenant.

**Cyril MEUNIER**

Oui, je tape sur les promoteurs. Oui, Monsieur Saurel, je tape sur le fait que les promoteurs ne sont pas responsables entre eux et qu'aujourd'hui il y a une surenchère sur l'achat des terrains.

**Monsieur le Président**

Vous pouvez me dire des noms, s'il vous plaît ?

**Cyril MEUNIER**

Tous. Aujourd'hui, ils n'ont plus de terrain pour construire. Vous m'écoutez, Président, ou cela ne vous intéresse pas ?

**Monsieur le Président**

Bien sûr. Franchement, je vous écoute tout le temps.

**Cyril MEUNIER**

Donc aujourd'hui, les promoteurs font exploser les prix du terrain, ce qui va nous rendre de plus en plus difficiles les objectifs qu'on a mis au PLH, et en particulier à la création de mixité, de logements sociaux, de logements abordables pour nos jeunes et nos plus âgés, et de création de logements libres à des prix acceptables.

Tout à l'heure, quand on a parlé du SCoT, on s'est satisfaits, et à juste titre, d'avoir écouté la Chambre d'agriculture et qu'un certain nombre de communes aient rajouté des hectares qui étaient rendus à l'urbanisme. Je pense qu'on avait tous fait des efforts, et je rappelle que, rien que pour la Commune de Lattes, c'est 83 hectares qu'on a retirés des zones à urbaniser et qui sont revenus aux niveaux naturel et agricole. C'est notre fierté dans ce nouveau SCoT.

Tout à l'heure, je crois que c'est Jean-Luc Meissonnier qui a dit, dans une discussion qu'il avait, ou une volonté d'apostropher, malgré le fait que ce soit son anniversaire, Jean-Pierre Grand aujourd'hui, une fois de plus : « *Il faut adapter les réseaux à l'urbanisation ?* » C'est ce que nous avons fait à Lattes, dans le cadre de la création de l'Urban Park et de l'aménagement des sièges sociaux le long de l'avenue de la Mer, car il était prévu qu'une station de tram vienne s'installer au droit de Boirargues. Nous l'attendons toujours. Elle a été prévue pour 2016. Vous n'avez jamais donné droit à cette demande.

#### **Monsieur le Président**

Vous avez une ligne de tramway qui est très fréquentée.

#### **Cyril MEUNIER**

Bien sûr. Et cette station-là nous permettrait de donner accès aux gens qui travaillent maintenant le long de l'avenue de la Mer avec les installations, et aux 700 logements qui sont sur l'Urban Park. Ce n'est pas mille logements, Monsieur Fourcade.

Maintenant, revenons aux sujets qui ont été soulevés tout à l'heure par Monsieur Fourcade. D'abord, on va rappeler une chose. Le projet de l'Estagnol, comme le projet des Hauts de Lattes, c'est dans Ode à la Mer. Je vous remercie, Monsieur le Président, parce qu'en qualité de Président de la Métropole et en qualité de Président de la SA3M, vous assurez votre soutien et votre engagement sur la réalisation de ces projets, et en particulier celui des Hauts de Lattes. Quand on explique que c'est un projet de la commune de Lattes, c'est un projet de la commune de Lattes, mais dans le programme de la Métropole qui est Ode à la Mer.

#### **Monsieur le Président**

Voilà l'exemple type, je le dis pour les journalistes : le discours des Maires sur leur commune vis-à-vis de la Métropole, et le discours à la Métropole des mêmes Maires. Voilà l'exemple qui vient de se produire. « *Ce n'est pas moi, c'est la Métropole.* »

#### **Cyril MEUNIER**

Mais pas du tout.

#### **Monsieur le Président**

À Lattes, on dit... Mais c'est ce qu'il vient de dire !

#### **Cyril MEUNIER**

Ce n'est pas du tout ce que je viens de dire.

#### **Monsieur le Président**

Je l'entends d'ici, je l'entends dans les faubourgs. « *Ce n'est pas nous. Nous, on ne voulait pas le faire. C'est la faute de la méchante Métropole.* »

#### **Cyril MEUNIER**

Philippe Saurel, je viens de dire l'inverse. C'est un projet de la commune, intégré à un programme qui s'appelle Ode à la Mer, dont vous savez que j'en suis un des initiateurs. Donc les Hauts de Lattes font partie d'Ode à la Mer. C'est un programme, non seulement de la commune, mais porté par la SA3M, heureusement pour nous, vu le retard qu'on prend, et qui est porté par la Métropole. Je viens de vous remercier, Philippe Saurel. Ne tournez pas mon discours en racontant n'importe quoi. Je viens de vous remercier pour le soutien que vous donnez à ce projet. Et c'est un projet communal, porté à l'intérieur de la ZAC d'Ode à la Mer. D'ailleurs, ce projet des Hauts de Lattes a été validé en juin 2016 par la DRÉAL et la DDTM, dont faisait référence tout à l'heure Monsieur Fourcade, parce qu'à leur demande, nous l'avons modifié. Le projet, qui était un projet de 2008, on l'avait modifié pour qu'il rentre dans les conditions de réalisation acceptables, et il n'est pas intégré à un parc, ni à un mas, comme il a été dit tout à l'heure.

Quant à l'Estagnol, la réflexion sur l'aménagement de l'Estagnol, nous la faisons de façon conjointe avec la SA3M et la commune de Pérols, puisque c'est un périmètre commun qui nous appartient. Évidemment, je tiens à rassurer tout le monde : que ce soit Jean-Pierre Rico ou moi-même, on a prévu évidemment d'y mettre une école avec l'ensemble des services publics. On ne pourra à terme, dans une deuxième partie de la réalisation du SCoT, y mettre cette population sans y mettre les services publics.

Revenons maintenant sur un dernier point sur les Hauts de Lattes. La modification de PLU que nous portons, Métropole et commune, conjointement, parce que le travail de la commune de Lattes et de la Métropole est excellent et complémentaire sur ce sujet...

### **Monsieur le Président**

Mais comment voulez-vous qu'on vous croie ? Vous tapez comme un sourd sur la Métropole, et maintenant vous dites : « *C'est excellent.* »

### **Cyril MEUNIER**

Sur ce sujet-là, Philippe Saurel... Je parle un peu plus fort, parce que je commence à me dire qu'avec la seule oreille que vous m'attribuez, vous ne m'entendez pas très bien. La modification du PLU a été validée par le tribunal administratif. Il nous a donné raison. D'ailleurs, l'appel, nous l'attendons dans les semaines qui viennent. Quant aux deux projets des deux promoteurs qui avait déposé leurs projets, d'abord, ils n'étaient pas dans des corridors verts, et deuxièmement ils n'ont été que partiellement annulés par le tribunal administratif et n'ont pas retoqués, comme il a été dit tout à l'heure.

Voilà, j'en ai terminé avec les propos généraux sur le SCoT et l'explication que je me devais de faire rapidement. Si je n'avais pas été autant coupé, je l'aurais faite plus rapidement, je vous prie de m'excuser.

Dernier point sur l'Estagnol : j'ai oublié de citer, pour Jean-Pierre et pour moi, que nous avons quand même un problème avec le Plan d'Exposition aux Bruits (PEB) et nous attendons que la position sur le PEB soit un peu moins rude pour nous permettre de remplir nos obligations, car je rappelle que toutes les communes de la Métropole ont des plans de charge donnés par l'État, et la commune de Lattes a 2 100 logements à créer tous les six ans. Et si on ne crée pas ces 2 100 logements sur des programmes écologiques comme peuvent l'être les Hauts de Lattes et les programmes qu'on porte avec la Métropole de concert sur Ode, il faudra faire ces immeubles dans les lotissements. Je ne pense pas que c'est ce qu'attendent nos concitoyens. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Moi, si je regarde avec un œil un peu décalé ce qui se passe ce soir, à Lattes, ça se *fight*, opposition-majorité, à Castelnau, ça se *fight*. Nous, à Montpellier, on est cool. En tout cas, si vous voulez vous défiez en combat singulier, essayez de trouver une autre enceinte, parce que franchement ça ne nous intéresse pas. Si vous vous frittez entre vous, vous vous donnez rendez-vous, vous allez au bistrot, vous mangez un morceau, vous vous frittez, quand c'est fini vous repartez chez vous, voilà.

Je mets aux voix le SCoT. Qui est contre ?

### *Interventions hors micro*

### **Monsieur le Président**

Attendez, vous avez parlé quinze fois. Madame Dardé, écoutez, je vous aime bien, vous le savez. Je vous donne la parole une dernière fois. Mais soyez synthétique, soyez précise et soyez brève.

### **Catherine DARDÉ**

Merci, Monsieur le Président. Qui aime bien, châtie bien. Donc je vais juste vous demander de rajouter à l'avis de Castelnau-le-Lez que vous avez mis dans la délibération une précision complémentaire qui concerne le « *hameau des Jardins* ». Pour le « *hameau des Jardins* », nous demandons la suppression de la notion de densité supérieure au profit du niveau de densité inférieure. C'est tout ce que je vous demande, simplement.

### **Monsieur le Président**

Mais, Madame Dardé, vous me demandez dans la même délibération de faire des transports collectifs et de dédensifier les programmes. Ça veut dire quoi ? Que vous voulez faire un tramway pour trois copains ?

**Jean-Pierre GRAND**

C'est un scandale, ce que vous dites. C'est scandaleux.

**Monsieur le Président**

C'est ce que vous voulez dire.

**Jean-Pierre GRAND**

*Intervention hors micro*

**Monsieur le Président**

Eh oui, eh oui !

**Jean-Pierre GRAND**

*Intervention hors micro*

**Monsieur le Président**

Vous débattrez à Castelnau. Moi, j'ai un SCoT. Il est passé par le Président. Il est passé par les Maires. Il est passé par les commissaires enquêteurs. Il est passé par toutes les administrations possibles.

**Henri ROUILLEAULT**

*Intervention hors micro*

**Monsieur le Président**

Par contre, Monsieur Rouilleault a déposé légalement son amendement. Donc je vais mettre aux voix l'amendement de Monsieur Rouilleault. Qui est pour ? Un. Qui s'abstient ?

**Henri ROUILLEAULT**

*Intervention hors micro*

**Monsieur le Président**

Ah, il n'était pas là ? Pardon. Alors mettez l'amendement de Monsieur Rouilleault. Oui, on va refaire le vote, vous avez raison, je croyais qu'il était là. C'est la régie qui ne suit pas. Salut, la régie. Amendement proposé par Monsieur Rouilleault. Voilà. Je vous laisse quelques secondes pour le lire. Voilà, vous l'avez lu, vous en avez pris connaissance.

**Henri ROUILLEAULT**

Je peux le lire. Si le Conseil de Métropole retient le principe d'une extension urbaine au sud de la voie ferrée Castelnau-Sablassou, si la Métropole, la Région et la SNCF confirment, après étude des différentes options, la création envisagée d'un pôle multimodal, et si cette extension intervient de façon concomitante à la création de la halte TER, d'un bus en site propre, etc. Dans ce cas, et après les études et concertations nécessaires, l'urbanisation ne sera de densité supérieure, mais en moyenne intermédiaire, pour prendre en compte le risque de remontée de la nappe phréatique, les nuisances sonores de la voie ferrée, la préservation des hameaux existants, qui resteront bien sûr de densité inférieure, le paysage et la biodiversité remarquables de ce secteur.

**Monsieur le Président**

Bon, vous avez lu et entendu. Qui est pour ? Monsieur Rouilleault, il faut voter. Un pour. Qui s'abstient ? Attendez, on recommence. On dirait des sémaphores. On recommence. Qui s'abstient ? Attendez, je vais dire les noms. Si, c'est un vote public. Je suis désolé. Moi, je dis les noms. Qui s'abstient ? Monsieur Dewintre s'abstient. Madame Dardé ne s'abstient pas. Je ne comprends pas. À Castelnau, il y en a qui s'abstiennent sur l'opposition ? Ce n'est pas possible. Ils font ça, puis ils font ça. Je ne peux pas compter. Je vais commencer par l'autre côté, c'est plus simple. Vous avez le temps de réfléchir. Qui s'abstient ? Monsieur Martin, Monsieur Audrin, Madame Frêche, Monsieur Moure, Madame Vassas Mejri. Elle n'est pas là ? Qui c'est ? C'est Monsieur Moure qui n'a pas levé deux fois ? Vous n'avez que levé une fois ? Monsieur Cour. Monsieur Moure a voté pour Madame Hart aussi. Monsieur Larue. Ça s'est arrêté. Ça s'est affaissé d'un coup. Monsieur Vera, Monsieur Raymond, Monsieur Caizergues, Madame Brissaud, Monsieur Fourcade, Madame Gianiel, Madame Bouallaga, Monsieur Bonnal qui vote pour Madame Panos, Monsieur Grand et Madame Dardé qui, ce coup-ci, s'abstient, et Monsieur Dewintre. Qui est contre ? Les autres. Donc l'amendement n'est pas adopté.

*A l'issue d'un vote à main levée, l'amendement a été rejeté à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 1 voix*

*A voté pour : M. Henri ROUILLEAULT.*

*Abstentions : 21 voix.*

*Se sont abstenus : M. Jean-François AUDRIN, Mme Anne BRISSAUD, M. Pierre BONNAL, M. Roger CAIZERGUES, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Julie FRECHE, Mme Isabelle GIANIEL, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Jean-Pierre MOURE, M. Éric PETIT, M. Joël RAYMOND, Mme Claudine VASSAS-MEJRI, suppléante de Monsieur Gilbert PASTOR, M. Joël VERA.*

*Contre : 66 voix.*

Donc je fais voter le SCoT sans l'amendement. Qui est contre le SCoT ? Monsieur Rouilleault, Monsieur Fourcade. C'est normal, quand on est dans l'opposition, on s'oppose. Qui s'abstient ? Madame Brissaud, Monsieur Larue. Et... Vous venez tellement peu souvent que je ne me souviens plus. Madame Lledo. Trois. Qui est pour ? Voilà. Le SCoT est approuvé à l'immense majorité.

*Le projet de SCoT proposé initialement est soumis au vote.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 81 voix*

*Contre : 2 voix*

*Ont voté contre : M. Jean-Noël FOURCADE, M. Henri ROUILLEAULT.*

*Abstentions : 5 voix*

*Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Alex LARUE, Mme Audrey LLEDO, M. Éric PETIT.*

**Henri ROUILLEAULT**

Vous n'avez pas dit combien il y a eu d'abstentions sur l'amendement.

**Monsieur le Président**

On va vous le dire. 19 [21 avec les procurations, NDR], Monsieur Rouilleault.

**AFFAIRE N° 2 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE - REVISION DU PLAN CLIMAT EN PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL - PRESENTATION DE LA STRATEGIE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE "VERS UN TERRITOIRE NEUTRE EN CARBONE" - APPROBATION**

*Mme P. DANAN entre en séance, le pouvoir accordé à M. H. DE VERBIZIER est annulé.*

*Mme I. SANTARELLI et M. B. TRAVIER entrent en séance.*

*Mme J. FRECHE et MM. F. ABERT, G. BALAZUN, JL. COUSQUER, A. MOYNIER et R. YOUSSEUS sortent de séance.*

*M. JP. GRAND sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.*

**Monsieur le Président**

Affaire n° 2 : révision du Plan climat en Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) présentation de la stratégie de Montpellier Méditerranée Métropole. Madame Jannin.

## **Stéphanie JANNIN**

Monsieur le Président, chers collègues, la transition est toute trouvée après ce vote à une large majorité du Schéma de Cohérence Territoriale, puisque je tenais à rappeler que le Plan climat s'inscrit dans une démarche beaucoup plus large, qui est menée depuis le début de ce mandat, pour engager notre territoire dans sa transition écologique. La transition écologique nécessite des allers et retours entre la grande échelle, la petite échelle, entre la vision prospective comme celle du SCoT et les réalisations opérationnelles que nous pouvons voir au quotidien, et implique des modifications de fond parallèlement à ces réalisations opérationnelles immédiates. Pour ces modifications de fond, nous avons mis en place, depuis 2014, une transformation totale des politiques publiques autour de la transition écologique, en révisant sur le mandat l'ensemble des grands documents de planification, et nous venons de le voir au travers du Schéma de Cohérence Territoriale.

Pour mémoire, nous avons démarré le mandat en 2014 par la démarche *Montpellier Métropole Territoires*, une démarche unique, non obligatoire, de coconstruction menée dès 2014 avec les Maires de la Métropole, afin de poser collectivement le socle des transformations des politiques publiques en cours de mandat, et pour engager solidement notre territoire dans sa transition écologique, en reconnaissant ses particularités, ses spécificités, à savoir une très forte croissance démographique, une biodiversité remarquable et, également, une grande vulnérabilité au changement climatique de ce territoire. A ce moment-là, il y a cinq ans et demi, nous nous sommes collectivement posé la question : « *Quelles sont les grandes valeurs que nous partageons pour ce territoire à l'heure du défi climatique ?* » C'était en 2014. Donc je suis très profondément heureuse et satisfaite d'entendre, aujourd'hui, dans la plupart des interventions qui sont faites, la question de l'écologie et de la transition climatique.

Et puis, s'en est suivi le Schéma de Cohérence Territoriale – on l'a largement rappelé – avec la préservation des deux tiers d'espaces naturels et agricoles. Et c'était la première fois que, dans l'histoire de cette collectivité, district, Agglomération, Métropole, nous fermions à l'urbanisation des hectares – en l'occurrence, plus de 400 hectares, qui ont été fermés à l'urbanisation. Puis le Plan Local de l'Habitat, qui va être présenté, je crois, par la suite, par mon collègue Noël Ségura, le Schéma Directeur des Mobilités Actives, avec ses 80 millions d'euros mobilisés pour la Métropole sur dix ans, la mise en place du fonds d'urgence climatique et enfin *le Manifeste de Montpellier*, qui a rassemblé l'ensemble de ces éléments en les présentant sous l'angle des dix-sept objectifs de développement durable des Nations unies, ce qui permet de défendre cette approche territoriale au niveau international.

Ce Plan climat, finalement, c'est le petit dernier de tous ces documents de planification, et c'est celui dont nous allons parler aujourd'hui. Si l'ONU, l'UNESCO ou le Pacte de Milan s'intéressent à Montpellier, ce n'est pas pour une action isolée ; c'est bien parce que nous montrons une transformation solide, depuis longtemps, de l'ensemble des politiques publiques au travers d'une approche territoriale, d'une approche locale, dont on commence à se rendre compte aujourd'hui qu'elle va être très importante, et peut-être beaucoup plus efficace que les grands accords internationaux, dont on commence de plus en plus à douter des réalisations concrètes.

Merci, Monsieur Rouilleault, d'avoir rappelé que la tonalité du SCoT révisé était bien plus écologique que le SCoT de 2006. Je vous en remercie.

## **Monsieur le Président**

Ce n'est pas gentil pour les camarades. C'est un règlement de compte à *OK Corral*, ça. Enfin, vous, au moins, vous ne bourrez pas les urnes. Ça fait plaisir d'en trouver un. Allez-y, Madame Jannin. Excusez-moi, je vous ai interrompue. J'ai mis les prix que nous avons obtenus ces six derniers mois : BFMTV Business, Madame Jannin sur l'écologie, Madame Yague sur la solidarité, le BIC dans les cinq mondiaux. Allez-y.

## **Stéphanie JANNIN**

C'est un ensemble, tout ça.

Je rappelle quelques éléments de concertation et de collaboration, qui ont permis de fonder ce Plan climat : des comités des partenaires ; un forum climat en mars dernier qui a rassemblé des citoyens, des citoyennes, des associations, du grand public ; plusieurs Conférences des Maires ; deux séries d'ateliers de secteur, dans chacun des secteurs du SCoT ; les ateliers partenariaux avec les services de la Métropole, les services des 31 communes et les acteurs du territoire, pour construire notamment le plan d'action selon différentes thématiques. Je rappelle aussi, avec beaucoup de plaisir, tout le travail qui a été fait avec les enfants de l'écolothèque et du Conseil municipal des enfants pour bâtir le Plan climat des enfants, dont nous reparlerons sans doute ultérieurement.

Je vais passer de manière synthétique, je vous rassure, quelques éléments fondamentaux de ce Plan climat. On parle quand même de la transition écologique, d'un territoire de 450 000 habitants pour les années à venir. Un changement climatique qui est déjà perceptible, avec des pluies plus intenses, 6 cm environ d'élévation du niveau de la mer depuis vingt-cinq ans, plus d'épisodes de fortes chaleurs, de périodes de sécheresse, enfin, ce quotidien que vous connaissez tous et qui, pour nous, ici, à Montpellier, n'est pas une théorie ou une projection, mais bien déjà une réalité. Et puis des projections inquiétantes à l'horizon 2100, s'il n'y avait aucun infléchissement des politiques publiques, d'où notre empressement à le faire. Plus 4°C de température en moyenne, plus d'épisodes cévenols, plus 60 cm d'élévation du niveau de la mer en 2100, plus 90 jours de fortes chaleurs par an, telles que celle que nous avons connue le 28 juin. Bref, un changement total de cadre de vie.

Il est important de rappeler qu'à Montpellier, sur le territoire de la Métropole, ce sont les secteurs du résidentiel, donc le bâti et les déplacements qui sont responsables de 90 % des émissions de gaz à effet de serre. C'est donc sur ces postes, particulièrement, que l'on doit agir, bien entendu.

Ce Plan climat, que l'on devrait plutôt appeler une stratégie... Je trouve qu'il porte mal son nom, c'est plutôt une stratégie d'adaptation au changement climatique. Nous avons collectivement, avec les Maires, fixé l'objectif de la neutralité carbone en 2050. C'est un objectif qui est précis, clair. Nous n'avons pas retenu les objectifs de territoires à énergie positive, qui nous semblent beaucoup moins pertinents, puisqu'énergie positive veut dire qu'on produit plus d'énergie qu'on en consomme, mais si on la produit mal, on n'a pas résolu le problème. Et puis, territoires zéro carbone, par exemple, que j'ai pu entendre récemment, ça n'existe pas. Nous avons donc...

**Monsieur le Président**

Qui a dit cette bêtise ?

**Stéphanie JANNIN**

Nous avons donc fixé...

**Monsieur le Président**

Je le connais ?

**Stéphanie JANNIN**

Je ne sais pas. Donc zéro carbone, ça n'existe pas, à moins qu'on aille tous vivre dans une grotte – et encore.

**Monsieur le Président**

Et encore !

**Stéphanie JANNIN**

Et encore. Donc nous avons fixé cet objectif de neutralité carbone en 2050. Cet objectif de neutralité, il vise à mettre en équilibre les émissions que nous faisons, de carbone, et la compensation que nous faisons face à ces émissions jugées indispensables.

Dans ce Plan climat, il y a deux volets, qui sont le volet de l'atténuation et de l'adaptation. Dans un premier temps, on atténue autant qu'on peut, avec un changement de comportement et de politique publique, les émissions carbone, et dans un second temps, nous nous adaptons pour pouvoir compenser ce qu'on n'a pas pu éviter totalement.

Cette stratégie que je vais vous présenter, de manière synthétique, touche toutes les grandes politiques publiques...

*Interventions hors micro*

**Monsieur le Président**

Joyeux anniversaire, joyeux anniversaire Jean-Pierre, joyeux anniversaire.

**Jean-Pierre GRAND**

*Intervention hors micro*

**Stéphanie JANNIN**

Monsieur le Sénateur, quand même, quand on parle de la transition écologique et de la stratégie d'adaptation au changement climatique d'un territoire pour les quarante ans à venir, je trouve que vous pourriez quand même rester jusqu'à la fin.

*Interventions hors micro*

**Stéphanie JANNIN**

Franchement, cher Jean-Pierre, cela me déçoit.

**Jean-Pierre GRAND**

*Intervention hors micro*

**Monsieur le Président**

Mais je ne suis pas candidat. Quand est-ce que vous allez comprendre ça ? Je ne suis pas candidat. Je sais que ça vous agace, que ça vous énerve, que vous êtes obligé de boxer entre vous.

*Interventions hors micro*

**Stéphanie JANNIN**

Je suis déçue, parce qu'on voit au quotidien beaucoup, encore, malheureusement, d'incohérences entre ce qui est dicté par le haut et la réalité d'application dans les territoires locaux. Donc je trouve dommage qu'un parlementaire sorte au moment où l'on est en train de...

**Monsieur le Président**

Et oui !

**Stéphanie JANNIN**

Voilà, c'est idiot.

Bref, continuons, si vous en êtes d'accord.

**Monsieur le Président**

Madame Jannin, on voit bien là la différence entre l'écologie politique et l'écologie qui travaille, du quotidien, pragmatique, celle qui fait les choses, celle qu'on n'utilise pas que comme une arme politique. Là, c'est utilisé de façon un peu pernicieuse.

**Stéphanie JANNIN**

Passée ma déception, je vais continuer mon exposé, si vous le permettez.

Cette stratégie est une trajectoire qui fixe cet objectif de neutralité carbone à 2050, et qui instaure des actions à mener à court, moyen et long termes. Dans les différents domaines que je vais passer, je commencerai par la question de la rénovation de l'habitat.

La rénovation de l'habitat va devenir, je le pense, centrale dans les politiques publiques qui seront menées dans les années à venir. Même si cela illustre ce que je venais de dire, il y a encore un peu un décalage entre l'incantation au niveau national de réhabiliter 500 000 logements par an, et la réalité des outils qui nous sont aujourd'hui donnés. Alors, avec Montpellier Méditerranée Métropole, on a mis les mains dans le moteur depuis quelques années sur cette question de rénovation thermique, et nous pouvons faire remonter un certain nombre de choses. En tout cas, dans le cadre de ce Plan climat, nous avons fixé d'atteindre à 2050 90 % du parc résidentiel rénové. C'est impossible de réussir la transition écologique des territoires et au niveau national sans prendre des virages à 90° en ce qui concerne la rénovation thermique. Vous avez d'ailleurs créé ce fonds d'urgence climatique, notamment pour accompagner la mise en œuvre de cette politique publique, qui est complexe, puisqu'il s'agit d'une politique qui dépend d'une décision qui est prise dans la sphère privée, c'est-à-dire celle de la collectivité. Donc ça ne ressemble pas tout à fait aux autres politiques publiques. Dans ce cadre-là, nous avons réussi à engager quatre copropriétés sur la ville de Montpellier (118, 190, 192 et 183 logements), qui se sont engagées dans la rénovation thermique, en partenariat avec la Métropole, et nous avons pu essayer ces dispositifs dans le concret, dans le quotidien. Je peux aussi citer l'engagement des bailleurs sociaux concernant la rénovation thermique du parc social, avec la rénovation par ACM de la résidence Cap Dou Mail, préalablement au projet ANRU, enfin de manière concomitante avec le projet ANRU, à la Paillade, pour 173 logements, et puis la mise en place du dispositif Rénov'Énergie, qui rencontre un très grand succès et que nous allons renforcer pour réaliser notre objectif de 1 300 logements rénovés en trois ans. Nous avons déjà, la première année, atteint plus du tiers de cet objectif. Donc cela nous conduit très concrètement, après observation de ce qui se passe réellement, à poursuivre cet engagement pour ce dispositif.

Concernant les énergies renouvelables, il s'agit de faire monter en puissance Montpellier comme Métropole solaire, pour atteindre 100 % d'énergies renouvelables dans la consommation du territoire, dont 25 % produites localement, en 2050, avec dès aujourd'hui plus de trente centrales photovoltaïques qui sont en fonctionnement, pour une surface de 40 000 m<sup>2</sup> de panneaux solaires. Le réseau de chaleur et de froid va également être amplifié, pour atteindre un approvisionnement 100 % énergies renouvelables en 2050. Ce réseau de chaleur et de froid, il existe déjà aujourd'hui à Montpellier. Il alimente 1,6 millions de mètres carrés. Il a une croissance moyenne de 5 % par an, avec une chaleur renouvelable à 65 %, un froid renouvelable à 98 %. Nous sommes particulièrement avancés sur ces thématiques. À titre d'indication, pour les personnes qui bénéficient de l'accès à ce réseau de chaleur, notamment sur tout le quartier Port Marianne, par exemple, on se trouve avec des factures de 36 euros TTC par mois, pour 68 m<sup>2</sup>, qui intègrent le chauffage et l'eau chaude. Donc c'est une réelle avancée pour le porte-monnaie. C'est important.

Enfin, sur le volet transport, il sera principalement marqué par la « *vélorution* », avec l'atteinte de 9 % de part modale vélo en 2025, l'engagement pour la zone à faibles émissions, la réalisation de la ligne 5 de tram, l'extension de la ligne 1, le développement du réseau de bus et des quatre lignes MétroNomes. L'extension des horaires sur le réseau de bus est déjà particulièrement appréciée et permet à beaucoup d'habitants d'utiliser plus largement les bus, alors qu'ils ne pouvaient pas le faire avant, quand les horaires s'arrêtaient trop tôt le soir, avec un objectif en 2050 de supprimer le véhicule carboné individuel en centre urbain.

Pour la question de politique publique des déchets, la question va principalement s'orienter sur l'augmentation du tri, une meilleure valorisation du tri, pour atteindre le zéro déchet non-valorisé ou recyclé en 2050. Ma collègue Valérie Barthas a pu présenter récemment un certain nombre de propositions qui vont dans ce sens.

Dans le volet adaptation – après avoir atténué, nous adaptons –, il va y avoir une thématique qui va devenir aussi récurrente dans les années à venir, qui est celle du zéro artificialisation nette, ou alors de la désimperméabilisation, des thèmes dont on a déjà parlé un certain nombre de fois dans cette enceinte. À ce sujet, ça nous permet de remettre aussi en perspective ce qui vient de se dire sur le SCoT. On a vraiment engagé un véritable virage à 90°, avec deux tiers des espaces naturels préservés sur la Métropole, fermeture à l'urbanisation de plus de 400 hectares, qui étaient prévus à l'urbanisation dans le SCoT de 2006. Cette désimperméabilisation, elle peut se réaliser également sur les quartiers. Je peux par exemple citer le cas de la Restanque à Montpellier, qui est un grand quartier de 125 hectares, en renouvellement urbain qui, aujourd'hui, est 100 % imperméable, et qui, au travers des nouvelles prescriptions, oblige chaque parcelle à 50 % de perméabilité. Ça veut dire qu'on est vraiment dans des exemples de renouvellement urbain où, après rénovation, après renouvellement urbain, certes on a créé du logement, on a créé des équipements, et on a aussi désimperméabilisé à, peu ou prou, 50 %, la surface.

### **Monsieur le Président**

Je le dis pour les journalistes qui nous font la joie de rester avec nous : le quartier de la Restanque, je l'ai présenté au forum des projets urbains sous une forme un peu atypique. Je m'explique. J'ai présenté le projet avant *le Manifeste de Montpellier*, et j'ai proposé le projet, revu et corrigé, après *le Manifeste de Montpellier*. Et ce sont deux formes urbaines complètement différentes, avec la récupération des voies ferrées pour le dernier kilomètre du MIN. C'est tout ça. Ça fera l'objet d'une conférence de presse spécifique, pour montrer comment le réchauffement climatique et *le Manifeste de Montpellier*, qui le conjugue dans toute une série de mesures, pragmatiques, concrètes, vont modifier l'urbanisme et l'aménagement d'un quartier. D'un quartier qui était prévu d'une certaine façon, on le passe à travers le filtre, et il ressort complètement différent. Je l'ai présenté à Paris, vous ne m'en voudrez pas, en premier lieu. Mais on le présentera bientôt à Montpellier. Pardonnez-moi, Madame Jannin.

### **Stéphanie JANNIN**

Je vous en prie. Donc cette désimperméabilisation, elle va aussi se réaliser à l'échelle des espaces publics et des espaces extérieurs de manière générale, ce que nous avons déjà mis en œuvre dans le cadre du Plan campus, où nous avons aussi totalement repassé au crible la définition des espaces publics prévus, pour voir comment garder un maximum de surfaces perméables. Cette désimperméabilisation, elle va aussi se jouer au niveau des écoles, et dans le cadre du Plan climat, nous postulons pour un appel à projets de l'Agence de l'eau pour la désimperméabilisation des écoles, et nous le faisons sous deux aspects : un premier dossier, qui est sur la mise en œuvre d'un Schéma de cohérence générale sur la désimperméabilisation des cours d'école sur l'ensemble de la Métropole, avec des réalisations à court, moyen et long termes, donc une vision prospective ; et également une vision opérationnelle, avec l'engagement de la désimperméabilisation immédiate et opérationnelle d'un certain nombre de cours d'école, dont deux sur la Ville de Montpellier et d'autres sur les communes de la Métropole. On en a discuté au cours de différents ateliers et beaucoup de communes sont intéressées pour intégrer cette démarche. Certaines l'avaient déjà prévue ; d'autres ont déjà engagé ce type de travaux. Ça nous fait un retour d'expérience particulièrement intéressant.

Je croyais que vous vouliez ajouter quelque chose.

### **Monsieur le Président**

Oui, j'allais dire qu'on commence à s'occuper des cours...

### **Stéphanie JANNIN**

Sur le volet de l'agroécologie, l'agroécologie est une quasi-nouvelle politique publique qui a été mise en place en 2014, et qui fait partie des sept piliers de fondation de la Métropole. Nous intégrons donc naturellement au Plan climat toute la politique publique de l'agroécologie qui a été prévue, avec la Charte métropolitaine présentée dans le cadre du Pacte de Milan et l'engagement à 2050 de 100 % des parcelles agricoles du territoire en agroécologie, engagées selon cette Charte, qui a été coconstruite, qui ne vient pas d'ailleurs, qui a vraiment été réalisée de manière collaborative sur le territoire. Et puis quelques exemples, notamment au domaine de Viviers – d'ailleurs une affaire suivante traite de cette question. Je pense aussi au domaine de la Condamine, avec quatre jeunes qui testent de nouvelles méthodes de production aujourd'hui, bio, sans intrant. Sur les terrains de la Métropole, le passage à l'agroécologie est déjà entamé et sert aussi de manière expérimentale pour la suite.

Concernant l'utilisation des produits bio dans les cantines scolaires, qui est un sujet qui touche énormément l'ensemble des Maires, nous avons eu différentes discussions à ce sujet, pour acter du 100 % bio et local à échéance 2030 dans l'ensemble des communes.

L'engagement des entreprises du territoire est aussi inclus dans ce Plan climat, notamment avec la création du Conseil d'industrie positive.

Et puis, pour conclure sur ces questions d'aménagement et d'organisation du territoire, le rafraîchissement de la ville et la séquestration carbone. Pour séquestrer, pour compenser nos émissions de carbone, presque une seule solution : la plantation d'arbres, que nous avons engagée tout d'abord avec la préservation du parc Montcalm, un parc dans chaque quartier, la plantation d'arbres aux côtés de l'association « *1 million d'arbres* », qui est engagée maintenant depuis deux années avec la végétalisation, le micro-fleurissement. Bien sûr, le micro-fleurissement, ce n'est pas tant sur la question de la séquestration carbone du micro-fleurissement. Mais le micro-fleurissement, il montre bien comment on embarque tout un territoire, une population, qui est avide de pouvoir s'engager.

Il y a aussi beaucoup de lien social qui se crée autour de cela, et c'est un ensemble qui est très important. D'ailleurs, ce projet, cette proposition, rencontre un véritable succès, qui est grandissant.

Et puis la mise en place de politique publiques sur la biodiversité, c'est-à-dire sur l'efficacité réelle de cette désimperméabilisation, de ces plantations : qu'est-ce qu'on plante ? Où ? À quel endroit ? Pour quel objectif ? À quelle échéance ? Pour cela, nous nous sommes engagés sur trois partenariats très importants : l'un avec le CEFE (Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive), qui est l'entité pour laquelle l'Université de Montpellier est classée numéro un au classement de Shanghai en écologie ; avec le CEN (Conservatoire des espaces naturels), qui va nous accompagner sur cette question spécifique de la gestion foncière des espaces naturels et agricoles ; enfin avec la LPO (Ligue de protection des oiseaux) pour tout le suivi de la petite faune sur les questions du changement climatique. En ce sens et à ce sujet, le retour que nous avons pu avoir de leur part et l'échange à la suite de la journée du 28 juin ont aussi été très éloquentes et nous accompagnent dans la prise en compte et la prise en charge de ces questions.

Sur le CEFE, je ferai une parenthèse aussi, en signalant que notre partenariat nous a conduits à gagner un très grand appel à projets de recherche, aux côtés du CEFE, avec un consortium très important d'instituts et de laboratoires de recherche, qui placera Montpellier comme l'un des quatre territoires pilotes au niveau national pour étudier de près ce qu'on appelle la trame brune, c'est-à-dire les sols. On connaissait jusque-là la trame verte, la trame bleue. Maintenant est au cœur du sujet la trame brune, qui parle de toute cette richesse de composition des sols avec les insectes, la qualité des sols. Donc dans l'appel à projets remporté, Montpellier va être l'un des quatre territoires pilotes au niveau national pour étudier tout ça.

Enfin, pour conclure, la question de la sensibilisation de la population au changement climatique, qui fait partie intégrante des volets du Plan climat, avec l'objectif d'avoir sensibilisé en 2030 100 % de la population aux écogestes. Je citerai par exemple le programme GD6D qui est en cours, et qui permet aujourd'hui d'accompagner 6 700 foyers dans leurs gestes quotidiens – on parle de réduction d'énergie, de transport, de tri des déchets –, qui sont aujourd'hui accompagnés au quotidien pour s'améliorer. On a beaucoup de retours très positifs et de réalités des changements des gestes après passage du dispositif.

Concernant le planning – je conclurai là-dessus –, nous présentons aujourd'hui la stratégie du Plan climat. Est en cours de réalisation le Plan d'actions, qui va être réalisé notamment avec le retour de toutes les communes, qui est en train de se faire actuellement, commune par commune, pour insérer leurs propres actions dans ce Plan climat global. Une mise à disposition du public, qui est prévue mi-décembre, pour un bilan de la concertation qui se fera jusqu'à mi-janvier, et enfin, une délibération pour arrêter le projet fin janvier, début février, lors de ce qui sera sans doute le dernier Conseil métropolitain, et puis après le passage aux avis des diverses autorités environnementales, personnes publiques associées, etc.

Dans ce cadre, j'ai effectivement eu l'honneur de pouvoir recevoir, en votre nom et au nom de la Métropole, le Prix Énergies citoyennes il y a quelques semaines à Paris, qui a illustré le travail de la Métropole au travers de trois projets, le dispositif Rénov'Énergie, le dispositif GD6D dont je viens de parler, et le quartier Eurêka, parmi plus de quatre-vingt collectivités qui avaient présenté leurs actions en matière de transition écologique. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame Jannin. Qui demande la parole ? Monsieur Cour.

**Christophe COUR**

Vu qu'il reste encore 138 affaires, je ne vais pas m'étendre, bien qu'il y ait pas mal de questions sur cette affaire qui semble un peu... Enfin, bon. Je vais me concentrer sur le numéro 5. Il est marqué « *viser le zéro déchet non valorisé ou recyclé en 2050, dont 80 % en 2030* », c'est-à-dire dans onze ans. J'ai deux questions. Est-ce les produits qui sont envoyés dans la décharge de Castries et qui se mettent à flamber tout seuls sont considérés comme valorisés et recyclés ? Et deuxième question : est-ce que les produits qui sont envoyés à Lunel-Viel pour être brûlés sont aussi considérés comme valorisés ou recyclés, car ils produisent des fumées qui ne sont pas très agréables, visiblement, pour les riverains ? Merci de répondre à ces deux questions.

**Monsieur le Président**

Madame Barthas-Orsal.

**Valérie BARTHAS-ORSAL**

J'aurais apprécié que vous soyez présent à la commission, Monsieur Cour. Donc je vous rappelle que nous allons dans le sens du Plan régional de prévention et de gestion des déchets, qui établit les équilibres. Je vous le répète à chaque Conseil pratiquement.

**Christophe COUR**

Ce n'était pas ma question.

**Valérie BARTHAS-ORSAL**

Je vous rappelle que nous n'avons plus le droit d'installer de nouveaux casiers. Et puis, dites-vous qu'actuellement nous n'envoyons absolument rien à Lunel-Viel. C'est tout. On vous le dit, mais vous n'entendez pas. Et puis quand vous entendez, vous ne comprenez pas. Je suis désolée.

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? Monsieur Bonnal.

**Pierre BONNAL**

Oui, j'ai une question simple. C'est très bien, félicitations à ce qui a été dit, préparé. On connaît l'oratrice. J'ai une simple question à poser. Au Nord du Crès, il y a Teyran. Au Sud du Crès, il y a Saint-Aunès. Comment travailler avec nos voisins ? On a parlé de pluie. Stéphanie a parlé de pluie, elle a raison. La pluie ne s'arrête pas sur le chemin de la Vieille Poste, ou la RD 65.

**Stéphanie JANNIN**

Le Plan climat est travaillé, effectivement, vous avez raison de le souligner, avec les voisins, puisque toutes ces questions liées au défi climatique et à la transition écologique touchent des notions qui ne s'arrêtent pas aux limites de la ville. C'est d'ailleurs pour ça que nous avons, en 2014, mis en place cette démarche *Montpellier Métropole Territoires*, pour parler du défi climatique « à la bonne échelle ». Mais vous avez raison : même l'échelle de la Métropole n'est pas, quelque part, la bonne échelle, puisqu'on n'arrête pas, aux limites administratives. Donc nous avons travaillé avec les collègues des intercommunalités voisines au travers de différents comités de pilotage et en étant présents aussi, les uns les autres, aux présentations importantes et stratégiques du Plan climat des voisins. J'ai pu assister aux présentations des plans climat des collectivités voisines – Pic Saint-Loup notamment. Ces communautés ont envoyé toujours systématiquement des représentants à tous les comités de pilotage, comités des partenaires ou autres que nous avons. Et il est vrai que ça permet vraiment de forger une culture commune, une conscience des objectifs des voisins. Mais je dirai que nos objectifs sont très communs. Ce qui est important aujourd'hui, c'est de pouvoir coordonner toutes ces politiques publiques qui sont dictées par des entités administratives différentes. Et ce travail de collaboration, notamment pendant le Plan climat, mais qui avait eu lieu aussi beaucoup pendant le Schéma de Cohérence Territoriale, ça a commencé là, et aussi pendant l'étude *Montpellier Territoires*, je reviens encore, j'insiste sur le fait que toute cette transformation de politique publique, elle ne se fait pas en un claquement de doigts à six mois de la fin du mandat. On a posé, brique après brique, tous les grands documents de planification qui auront été révisés. Et à chaque étape, cela a été concerté avec les collectivités voisines.

**Monsieur le Président**

Merci, Madame Jannin. Monsieur Meunier.

**Cyril MEUNIER**

Excusez-moi, Monsieur le Président, et je m'excuse par avance si je n'ai pas bien compris ce qu'a dit Valérie Barthas-Orsal. Valérie, tu as répondu qu'on n'envoyait plus, qu'on n'utilisait plus l'incinérateur de Lunel-Viel. Depuis combien de temps ?

**Valérie BARTHAS-ORSAL**

Depuis que le contrat s'est arrêté, c'est-à-dire depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier. Tout simplement.

**Cyril MEUNIER**

D'accord. C'est quand même bizarre qu'on ne l'utilise plus, parce qu'il faut se rappeler quand même qu'OCREAL a été créée par les communes qui nous ont rejoints lors de l'Agglomération. C'était Castries, c'était le syndicat... Quelqu'un peut me rappeler le nom du syndicat, parce que je ne l'ai pas en tête ? Vène et Mosson, c'est ça ? Normalement, on avait 30 000 tonnes par an, un droit de 30 000 tonnes par an, et du jour au lendemain, ils ont annulé ça. Comment ça s'est passé ? C'est une étape qui m'a échappé.

**Monsieur le Président**

C'était un marché.

**Cyril MEUNIER**

Non. Enfin, c'était un marché, mais c'était un droit, puisqu'il venait comme étant dans le Plan de gestion des déchets dans le cadre du fait que Vène et Mosson, les communes avaient rejoint notre Agglomération, maintenant devenue Métropole. Est-ce que, Christian, tu peux nous expliquer ? Donc on a perdu cette capacité de traitement de 30 000 tonnes.

**Christian FINA**

Donc dans le cadre du syndicat qui avait été mis en œuvre, effectivement, les communes avaient, je dirais, un droit d'entrée. À partir du moment où le transfert s'est fait à la Métropole, l'Agglomération, à l'époque, n'est absolument pas rentrée dans le syndicat. Et donc on avait effectivement une capacité, mais qui était une capacité par marché, qui était passé avec les prestataires, qui sont toujours les mêmes d'ailleurs, puisque c'était Suez qui était à la manœuvre. Donc c'était une capacité de 30 000 tonnes qui était offerte, mais dans le cadre d'un marché. Ce marché, il est venu à terme. On souhaite son renouvellement. Actuellement, il y a un certain nombre de discussions qui sont en cours pour essayer de retrouver cette capacité, alors que nous n'avons aucun droit légal par rapport au syndicat. On n'en faisait pas partie.

**Cyril MEUNIER**

Corrigez-moi si je dis une ânerie. Dans le financement à OCREAL, Vène et Mosson, le syndicat qui a rejoint l'Agglomération, avait participé. C'était de là qu'on avait les 30 000 tonnes d'acquises, non ? Que ça se passe par marché, je veux bien, mais à l'origine, les communes de Vène et Mosson avaient participé au programme.

**Christian FINA**

Oui, elles y avaient participé. Mais je rappellerai que dans la discussion de l'époque entre les élus en charge du Département et de l'Agglomération, la négociation n'avait pas abouti au transfert des parts des communes qui y participaient. Mais c'est un sujet qui fait l'objet...

**Cyril MEUNIER**

On ne s'était pas substitués ?

**Christian FINA**

... aujourd'hui, d'une recherche juridique.

**Cyril MEUNIER**

D'accord. Merci pour ces explications.

**Monsieur le Président**

C'est l'époque Frêche-Saumade, pour ceux qui n'ont pas compris. Madame Galabrun.

**Jackie GALABRUN-BOULBES**

Juste un petit mot à Stéphanie, pour la remercier, du fait que ton exposé est très clair et qu'on comprend bien. Et te dire que je te remercie, parce que j'ai découvert ce soir une trame brune que je ne connaissais pas. Ça en fait une de plus. Donc merci beaucoup pour ce travail que tu as fait.

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? C'est vachement important, la transition écologique. Pour la guéguerre, vous êtes bons, mais là, il n'y a plus personne. Monsieur Meunier.

**Cyril MEUNIER**

La transition écologique, comme le maintien des engagements écologiques, comme par exemple à Maera. Tout est important, en écologie. Il y a des objectifs, le zéro carbone défendu par Stéphanie, et le Plan climat est très important. Il va être très lourd et très difficile à mettre en œuvre, mais je suis sûr qu'on est tous hyper motivés et qu'on va y arriver. Même si les objectifs à 2050 sont particulièrement flippants à l'origine, par rapport à la prétention qu'on a, mais il faut toujours avoir de fortes prétentions. On avait une prétention de ne plus polluer le Lez ; il faudrait qu'on continue. J'attends encore le texte de la réponse que vous m'avez faite, Monsieur le Président, et la réunion, pour qu'on essaie de trouver des moyens de ne pas arrêter cette procédure.

Merci.

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? Alors, qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention : Madame Brissaud. Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 81 voix.*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. Éric PETIT.*

**AFFAIRE N° 3 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE - DEMARCHE CIT'ERGIE - APPROBATION DU PLAN D' ACTIONS**

*M. JL. COUSQUER entre en séance.*

*M. G. LANNELONGUE sort de séance.*

*M. JL. MEISSONNIER sort de séance, le pouvoir de Mme A. DESTAILLATS accordé à M. JL. MEISSONNIER est temporairement annulé.*

*M. R. REVOL sort de séance, le pouvoir de M. I. TOUZARD accordé à M. R. REVOL est temporairement annulé.*

**Monsieur le Président**

Affaire 3 : démarche Cit'ergie. Madame Jannin.

**Stéphanie JANNIN**

Cit'ergie, c'est l'appellation française d'un label européen qui est mis en œuvre dans plusieurs pays européens (Allemagne, Autriche, Italie, France, Luxembourg, Lichtenstein, Monaco et Suisse), et qui est diffusé en France par l'ADEME. Il récompense le processus de management de la qualité de la politique énergétique et climatique de la collectivité. Les enjeux sont doubles : faire reconnaître au niveau national et européen la qualité de sa politique et de ses actions en matière de climat, d'air et d'énergie à l'échelle de son territoire et au regard de ses compétences ; et s'engager dans un processus interne, je dirais, d'amélioration continue conduit dans le cadre d'un projet qui est partagé par l'ensemble des services, directions et élus de la collectivité, parce qu'évidemment, toutes ces transformations de politiques publiques entraînent des transformations de fonctionnement interne des budgets alloués.

Et pour répondre à Monsieur Meunier, sur sa dernière intervention, oui, les objectifs à 2050 peuvent paraître ambitieux si on fonctionne comme on a fonctionné depuis trente ans. Ils le sont moins quand on commence à engager un certain nombre de modifications. Je prends l'exemple des transports. Quand on annonce 80 millions d'euros de budget sur dix ans pour engager des grandes transformations profondes de politiques publiques sur les transports, les résultats à 2050 dans l'objectif de neutralité carbone se font aisément. C'est pour ça que j'attirais l'attention sur la question de la rénovation thermique, qui est aujourd'hui un sujet très complexe, pour lequel il va vraiment falloir beaucoup avancer pour engager des virages à 90° qui seront absolument nécessaires si on veut atteindre nos objectifs. D'où la création de ce fonds d'urgence climatique, qui vise quelque part, un petit peu, à pallier aussi les manques d'outils que nous avons au niveau national, pour pouvoir répondre à cette demande, à cette nécessité.

Nous avons donc souhaité engager cette démarche, qui avait été abandonnée en 2013 – il faut le préciser –, et nous avons souhaité engager la Ville et la Métropole, compte tenu, d'une part, de la mutualisation des services qui étaient largement engagés, d'autre part, de la priorité affichée par les deux collectivités d'agir en faveur de la transition écologique et énergétique. Cela n'aurait pas eu de sens de candidater séparément ou que l'une des deux collectivités ne candidate pas. La première étape de la démarche de labellisation a consisté à établir un état des lieux des politiques énergie-climat transversales de la Métropole et de la Ville, à travers l'analyse de soixante mesures standardisées concernant six thématiques – ça, c'est obligatoire. Donc la planification du développement territorial, on en a largement parlé dans les précédentes affaires, le patrimoine de la collectivité, l'approvisionnement en eau, énergie et assainissement, la mobilité, l'organisation interne et enfin la communication et la coopération.

Cette première étape a permis d'identifier les acquis, les actions exemplaires, mais aussi les axes de progrès au regard du potentiel. Et à la suite de cet état des lieux, c'est un Plan d'action à quatre ans qui préfigure les pistes d'amélioration et d'évolution de la politique énergie-climat, telle qu'identifiée par les services, qui a été proposé. Cette grille d'action préfigure le Plan d'action du PCAET, du Plan climat, qui est en cours d'élaboration.

Le vendredi 11 octobre 2019 s'est tenue une audition, sous forme d'un oral que j'ai réalisé en vous représentant, Monsieur le Président, aux côtés de ma collègue Éliane Lloret en charge de la politique énergétique, ainsi que les membres des services – que je remercie pour leur implication dans cette audition qui était très importante. Nous avons donc été auditionnés dans le cadre d'une audition obligatoire pour obtenir cette labellisation. L'auditrice a pris connaissance du dossier qui avait été établi et a souligné sa qualité pour une première labellisation, puisque finalement nous en sommes à la première demande de labellisation. Et nous avons obtenu un score provisoire de 58 %. Pour obtenir la labellisation, il faut 50 %. Je citerai par exemple le score à 62 % avant labellisation de la planification territoriale, au regard de tout ce que nous avons pu expliquer jusqu'à maintenant dans l'enchaînement des politiques publiques en faveur de la transition écologique depuis 2014, et qui a été largement remarqué par l'auditrice. Résultat attendu en janvier, où nous saurons donc si nous avons obtenu cette labellisation.

**Monsieur le Président**

Merci, Madame Jannin. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 79 voix.*

**AFFAIRE N° 4 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE - PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LE COLLEGE DU SCOUTISME FRANÇAIS DE L'HERAULT ET MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE KAYAK DANS LE CADRE D'ACTIONS PEDAGOGIQUES DE SENSIBILISATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE PROTECTION DU TERRITOIRE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire suivante. Il s'agit d'une subvention de 1 500 euros qui est prévue pour le partenariat entre la Métropole, le Collège du scoutisme français de l'Hérault et Montpellier canoé kayak. Qui demande la parole ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 79 voix.*

**AFFAIRE N° 5 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE - STRATEGIE BIODIVERSITE ET TRANSITION AGROECOLOGIQUE DU TERRITOIRE - CONVENTION OPERATIONNELLE DE GESTION AGROECOLOGIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DE L'ESPACE AGRONATUREL DU DOMAINE DE VIVIERS AVEC LE CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS DU LANGUEDOC-ROUSSILLON (CEN L-R) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. G. LANNELONGUE entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 5. Il s'agit de la biodiversité et transition agroécologique du territoire, convention opérationnelle de gestion agroécologique et environnementale de l'espace agronaturel du Domaine de Viviers avec le Conservatoire des espaces naturels du Languedoc-Roussillon, dont parlait Madame Jannin tout à l'heure et pour lequel nous avons signé une convention. Pas de demande d'intervention ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 80 voix.*

**AFFAIRE N° 6 : TRANSPORTS ET MOBILITE - TRAMWAY 5EME LIGNE - DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE MODIFICATIVE DE LA LIGNE 5 DE TRAMWAY ET A LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTPELLIER - APPROBATION**

*Mme L. ACQUIER et M. J. RAYMOND sortent de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 6. Monsieur Rico vous propose, de lancer le dossier d'enquête publique pour la déclaration d'utilité publique de la ligne 5 et la mise en conformité du PLU de la Ville de Montpellier. Qui veut des explications particulières ? Madame Brissaud.

**Anne BRISSAUD**

Monsieur le Président, chers collègues, avec Éric Petit, nous intervenons régulièrement sur les affaires concernant la ligne 5, car nous ne sommes pas fatalistes et nous maintenons qu'il est encore temps d'opter pour des solutions de déplacement sur Montpellier, qui sont à la fois bien moins coûteuses, bien plus efficaces, tout aussi écologiques et qui, en plus, pourraient être même plus rapides à mettre en place. Donc sur l'affaire du jour et sur la DUP de façon plus globale, nous aurons une question qui vous permettra peut-être de réfléchir à nos propositions sous un angle différent, et d'envisager aussi une issue différente, respectable et aussi républicaine.

Prenons un point précis : le tracé de la ligne 5 sur lequel porte la DUP. Je ne sais pas si vous l'avez ou si vous pouvez l'afficher ; dans tous les cas, nous aurons cette question, qui porte vraiment sur le tronçon, qui n'est pas exactement celui de la DUP, mais qui est juste à la sortie ou à l'entrée, selon de quel côté on le prend. Il s'agit du quartier des Bouisses. Sachant que chaque kilomètre coûte 22 millions minimum en investissement, je me dis que ce n'est pas idiot de regarder ce tracé plus précisément à cet endroit-là, parce qu'on fait une pointe, comme ça, un aller-retour, vous voyez ?

**Monsieur le Président**

Oui. Je suis d'accord avec vous.

**Anne BRISSAUD**

C'est bien.

**Monsieur le Président**

Je suis d'accord avec vous. Je vais vous expliquer pourquoi. Parce que la branche dont vous parlez, c'est une branche annexe à la ligne. La ligne 5 est comme ça, et le petit bec dont vous parlez, c'est la branche annexe qui vient...

**Anne BRISSAUD**

Un aller-retour.

**Monsieur le Président**

Voilà, qui vient, si vous voulez, organiser le futur quartier des Bouisses.

**Anne BRISSAUD**

Tout à fait.

**Monsieur le Président**

Mais on peut très bien envisager ce TCSP (Transport Collectif en Site Propre) d'une autre façon.

**Anne BRISSAUD**

Ah, voilà, on évolue quand même.

**Monsieur le Président**

Mais ce n'est pas obligatoire, à ce jour.

**Anne BRISSAUD**

Ce n'est pas obligatoire, mais là, c'était un exemple.

**Monsieur le Président**

Regardez Monsieur le Maire de Lavérune, par exemple. Il a dit : à partir du rond-point Genevoux, on peut très bien envisager une desserte de Lavérune, avec un TCSP.

**Anne BRISSAUD**

Tout à fait.

**Monsieur le Président**

Et nous, on a dit : à le faire jusqu'à Lavérune, il faut le faire jusqu'à Saussan.

**Anne BRISSAUD**

Donc vous voyez bien qu'on arrive à trouver des solutions alternatives, qui coûtent moins cher.

**Monsieur le Président**

Mais on est d'accord. Quand c'est intelligent, on prend.

**Anne BRISSAUD**

Donc on supprime ce tronçon-là sur la prochaine DUP, c'est ça ?

**Monsieur le Président**

Non, il faut garder le transport en site propre, pour que ça aille vite. Parce que si vous mettez les bus au milieu de la circulation, ils vont à deux à l'heure.

**Anne BRISSAUD**

Ah, donc vous voulez dire, en fait, que sur d'autres parties de la ligne 5, on pourrait envisager d'autres solutions ?

**Monsieur le Président**

C'est ce qu'on dit depuis le début avec le Maire de Lavérune. On l'a déjà dit quatre fois.

**Anne BRISSAUD**

Sur Lavérune, mais sur Montpellier ?

**Monsieur le Président**

Mais, Madame Brissaud, on l'a déjà dit dix fois ici. C'est des bouts de lignes.

**Anne BRISSAUD**

C'est le bout de ligne sur Les Bouisses, mais ailleurs, ce n'est pas forcément...

**Monsieur le Président**

Lavérune aussi.

**Anne BRISSAUD**

Très bien.

**Monsieur le Président**

Donc on est d'accord.

**Anne BRISSAUD**

OK. C'est déjà pas mal.

**Monsieur le Président**

Mais cela vous... ?

**Anne BRISSAUD**

Non, pas du tout, ça ne me coupe pas. Parce qu'en fait, ce n'était pas là-dessus, ma question.

**Monsieur le Président**

Ah ?

**Anne BRISSAUD**

Les Bouisses, c'est un quartier qui est envisagé depuis 2012. On est d'accord ? Donc, sous l'ancienne mandature. Mais aujourd'hui, il n'y a pas de nouvelle densification de la population à cet endroit-là.

**Monsieur le Président**

Mais les Bouisses...

**Anne BRISSAUD**

Alors dites-nous quand cette population est censée arriver.

*Interventions hors micro*

**Anne BRISSAUD**

Attendez, on a déjà sept ans de retard sur ce qui a été soi-disant projeté.

**Monsieur le Président**

Vous avez commencé de façon très constructive, et vous tombez dans votre plus grand travers.

**Anne BRISSAUD**

Attendez, ce n'est pas parce qu'on n'est pas d'accord sur la forme que...

**Monsieur le Président**

C'est-à-dire mettre la charrue avant les bœufs.

**Anne BRISSAUD**

Non. Ça fait cinq ans, depuis 2012, ça fait sept ans qu'il a été envisagé cette ZAC, la ZAC des Grèzes, avec Les Bouisses. Il devait y avoir une densification de la population. Est-ce que c'est quelque chose que vous maintenez et que vous allez poursuivre, si vous êtes candidat et donc si vous êtes réélu ?

**Monsieur le Président**

Écartez-ça du discours.

**Anne BRISSAUD**

Donc vous êtes candidat.

**Monsieur le Président**

Ne pensons qu'aux Montpelliérains et à l'intérêt de la ville. Quel est l'intérêt de Montpellier ? Je vous fais une petite explication. Quel est l'intérêt de Montpellier ?

**Anne BRISSAUD**

L'intérêt des Montpelliérains, c'est de pouvoir se déplacer de façon efficace, de ne pas passer des heures dans les embouteillages, par exemple, et de pouvoir avoir le choix de leur transport en fonction de leurs besoins.

**Monsieur le Président**

Quel est l'intérêt des Bouisses et des Montpelliérains qui y vivront ? Répondez-moi précisément.

**Anne BRISSAUD**

Non, attendez, ce n'est pas moi qui réponds. C'est moi qui vous pose une question. Excusez-moi, on ne va pas inverser les choses.

**Monsieur le Président**

Vous ne connaissez pas le PLU. Vous ne connaissez pas le zonage. On ne peut pas parler, on n'a pas les mêmes unités.

**Anne BRISSAUD**

Ça y est. À chaque que nous ne sommes pas d'accord, vous finissez par dire que je ne connais pas.

**Monsieur le Président**

Mais je suis d'accord avec vous sur le TCSP.

**Anne BRISSAUD**

Vous êtes d'accord avec moi sur le tronçon qui est inutile en tram ?

**Monsieur le Président**

Oui. Sur le TCSP, je suis d'accord avec vous. Votre réflexion est intelligente. Mais après, sur les Bouisses, vous ne connaissez pas le dossier.

**Anne BRISSAUD**

Non, je vous demande si c'est quelque chose que vous poursuivez.

**Monsieur le Président**

Je vous ferai un cours particulier sur l'urbanisme des Bouisses, parce qu'on ne va pas le faire là. On ne va pas saouler tout le monde.

**Anne BRISSAUD**

Saouler ? Non, je pense que ça intéresse les gens, quand même.

**Monsieur le Président**

Mais pas les zonages. Il faut le faire parcelle par parcelle. Vous connaissez les habitats des Bouisses ? Vous connaissez la forme de l'habitat ? Moi, je ne fais pas d'explication de texte magistrale ici.

**Anne BRISSAUD**

Votre ligne 5 ne sert pas, en fait, aux Montpelliérains actuels, on le sait. Elle est là pour résoudre les problèmes à venir, pas les problèmes actuels.

**Monsieur le Président**

Je suis d'accord avec vous sur l'usage de la ligne.

**Anne BRISSAUD**

On voit bien que le tram ne résout pas les problèmes de circulation et de déplacement des Montpelliérains actuels.

**Monsieur le Président**

Je ne suis pas en désaccord sur votre solution sur la ligne.

**Anne BRISSAUD**

Mais sur la logique non plus. Je vous propose une solution de sortie. Dites juste que vous ne savez pas encore, que ça va être amélioré et suspendez en fait vos réflexions sur ce sujet de la ligne 5.

**Monsieur le Président**

C'est-à-dire ? On fait sauter la ZAC ?

**Anne BRISSAUD**

Non, pas du tout, ce n'est pas ce que j'ai dit.

**Monsieur le Président**

Qu'est-ce que vous proposez ?

**Anne BRISSAUD**

Je propose que vous mettiez dans vos propositions de campagne ce que vous comptez faire. Et on verra si les Montpelliérains...

**Monsieur le Président**

Mais je ne suis pas candidat ! Mais combien de fois il faut vous le dire ?

**Anne BRISSAUD**

Si vous n'êtes pas candidat... C'est dans quatre mois les élections.

**Monsieur le Président**

Et alors ? Mais je fais ce que je veux. Vous n'allez pas m'expliquer quand je dois être candidat ou pas quand même ?

**Anne BRISSAUD**

Pourquoi vous m'expliquez, vous, ce que je dois faire ?

**Monsieur le Président**

Mais vous me posez une question sur les Bouisses. Expliquez-moi ce que vous proposez pour les Bouisses.

**Anne BRISSAUD**

Je pense que ça peut faire l'objet d'un débat municipal, vous voyez. Je ne suis pas pour le tram gratuit. Je suis pour le débat et pour que les Montpelliérains choisissent. On est à quatre mois des élections. Je vous dis : n'allez pas plus loin ; laissez les Montpelliérains choisir.

**Monsieur le Président**

Mais vous faites de la politique tout le temps, Madame Brissaud.

**Anne BRISSAUD**

Pas vous ?

**Monsieur le Président**

Pas du tout.

**Anne BRISSAUD**

Comment ça, pas vous ?

**Monsieur le Président**

Moi, je m'occupe des Bouisses. Je connais les zonages, je connais le nom des gens qui y habitent, je connais les trames vertes, les trames bleues et l'irrigation en termes de circulation.

**Anne BRISSAUD**

Enfin, c'était une proposition. Regardez, on a bien commencé, et vous finissez mal.

**Monsieur le Président**

Monsieur Meunier, relevez le niveau, s'il-vous-plaît.

**Cyril MEUNIER**

Non, je voulais juste blaguer. Tout à l'heure, vous vous êtes ravis de ne plus avoir d'opposition à Montpellier qui vienne vous embêter dans cette enceinte. Je me rends compte que vous vous étiez réjoui un peu trop vite.

**Monsieur le Président**

Mais on est d'accord.

**Cyril MEUNIER**

C'était une blague. C'était juste pour détendre l'atmosphère.

**Monsieur le Président**

Mais, Monsieur Meunier, on est d'accord sur la ligne, avec Madame Brissaud, comme je suis d'accord avec Monsieur Caizergues sur la réalité d'une réflexion autre jusqu'à Gennevaux. Je l'ai déjà dit dix fois. Et vous n'écoutez pas. Enfin, ce n'est pas grave.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Véronique PEREZ.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 74 voix*

*Abstentions : 3 voix*

*Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, Mme Audrey LLEDO, M. Éric PETIT.*

**Monsieur le Président**

Adopté à l'unanimité des exprimés, le lancement de l'enquête publique préalable et la déclaration d'utilité publique de la ligne 5. Ça, vous pouvez sortir le champagne, quand même. Ou alors, pour ceux qui n'en boivent pas, du jus de pomme.

**AFFAIRE N° 7 : LOGEMENT - PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH) 2019-2024 - ADOPTION**

*Mme L. ACQUIER et MM J. RAYMOND et R. YOUSSEF entrent en séance.*

*M. R. REVOL avec le pouvoir de Mme I. TOUZARD entre en séance.*

*Mme S. BOUALLAGA sort de séance.*

*Mme S. KERANGUEVEN sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme M. DRAY-FITOUSSI.*

**Monsieur le Président**

Affaire 7 : Programme Local de l'Habitat. La parole est au Vice-président Noël Ségura.

**Noël SEGURA**

Monsieur le Président, mes chers collègues, pour la troisième fois consécutive, je vous présente ce PLH pour une adoption définitive. En effet, le premier arrêt de ce PLH en Conseil de Métropole a eu lieu le 21 février 2019. Il a été adopté à l'unanimité des voix exprimées. La transmission du projet de PLH arrêté aux 31 communes pour consultation durant deux mois. 31 avis favorables, dont six tacites. Ensuite, il y a le deuxième arrêt du projet de PLH qui a été soumis au Conseil de Métropole le 23 mai 2019. Nous avons eu l'avis de l'État et du CRRH, qui nous a d'ailleurs félicités. Le troisième arrêt du PLH soumis au Conseil de Métropole le 23 juillet 2019. Donc on a transmis à nouveau ce projet arrêté aux 31 communes pour une consultation de deux mois, en août et septembre. 31 favorables, dont 22 tacites. Donc je vous propose d'adopter définitivement en ce Conseil le PLH 2019-2024.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Ségura. Et là je signe, en live, l'ouverture de l'enquête publique pour la ligne 5, demande à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Monsieur Witkowski. Parce que, je rappelle, sur la DUP, on a modifié qu'un tronçon de la DUP. On a conservé de Clapiers à Lavérune la première DUP. Parce que sinon elle tombait et on perdait cinq ans. Voilà.

Qui demande la parole à Monsieur Ségura ? Monsieur Rouilleault et Monsieur Martin. Monsieur Rouilleault.

**Henri ROUILLEAULT**

Merci, Monsieur le Président. Je vais aller vite, mais je suis désolé de voter contre ce PLH, tout en partageant l'essentiel des principes qui sont posés par le texte, et tout en félicitant du gros travail qui a été fait autour de Noël Ségura et par les services. Je parle au nom d'une commune qui a une croissance de 5,5 % par an sur la période qui est référencée, alors que la croissance moyenne de la population sur l'ensemble des 31 communes, c'est 1,9 %. Donc ça a été un effort tout à fait considérable, et ça pose un certain nombre de problèmes, d'autant plus que nous sommes passés vite de 15 000 à 20 000 habitants, et que dans les tuyaux de ce qui est actuellement en construction à Castelnau, il y a potentiellement 25 000 habitants. Donc vous comprenez qu'il y a forcément, dans ce contexte-là, une attention particulière des habitants sur le caractère maîtrisé ou non maîtrisé de l'urbanisation. Et c'est là où on touche deux problèmes.

J'avais demandé la modification de la fiche Castelnau, des quatre pages de la fiche Castelnau, et en particulier les pages 2 et 3. Et elles n'ont pas été modifiées. Donc il est toujours dit qu'il y a une opération programmée sur le site du *Netto*, alors que Monsieur le Maire dit qu'il n'y a rien de programmé, que le propriétaire n'est pas vendeur, alors que c'est un secteur extrêmement sensible, puisque c'est l'épicentre de tous les bouchons qu'il y a matin et soir à Castelnau à proximité du passage à niveau, que nos concitoyens sont très intéressés par le maintien de ce commerce de proximité. Donc ça, c'est la première raison.

La deuxième raison, plus générale, on l'a évoquée la fois dernière. C'est tout à fait important. C'est qu'il faut requalifier les trois kilomètres de l'avenue de l'Europe. Il est temps d'arrêter d'y délivrer des permis de construire pendant douze mois ou dix-huit mois, et de façon à pouvoir repenser avec les habitants, et repenser avec l'aide d'un urbaniste, qu'est-ce qu'on peut faire sur cette avenue de l'Europe pour qu'il y ait davantage de parkings, pour qu'il y ait davantage d'espaces verts, pour qu'il y ait une piste cyclable continue.

Donc c'est les deux raisons pour lesquelles je voterai contre.

**Monsieur le Président**

Je ne veux pas dire, mais l'urbaniste, il doit agir en amont, quand même. Pas une fois que tout est construit.

**Henri ROUILLEAULT**

Oui, mais l'ancien-Maire avait refusé à Georges Frêche, sur cette avenue de l'Europe, la création d'une ZAC, et c'est très dommage.

**Monsieur le Président**

Oui, mais vous pourrez faire ce que vous voulez : quand il y a une voie de tramway, deux voies de circulation et des immeubles partout, à ras de la voie, et pas de parking, vous pourrez mettre n'importe quel urbaniste, à moins de faire des parkings en gratte-ciel, je ne vois pas comment on peut faire.

**Henri ROUILLEAULT**

Il y a des gens plus imaginatifs que vous à qui je pense.

**Monsieur le Président**

Pour l'instant, il n'y a rien qui est fait. Vous savez, pour être imaginatif, ce qu'il fallait faire, Monsieur Rouilleault ? Proposer au Conseil municipal de Castelnau la création d'un périmètre d'étude d'urbanisme. Et là, vous aviez la possibilité de surseoir à statuer sur les permis de construire.

**Henri ROUILLEAULT**

*Intervention hors micro*

**Monsieur le Président**

Oui, mais je ne l'ai pas lu, moi, dans la presse. Je ne vous ai pas vu vous enchaîner à la Mairie de Castelnau : « *Je veux un périmètre d'étude.* » Bon, ce n'est pas grave. Maintenant, vous allez dérouiller, parce que, pour arriver à le faire, c'est difficile. À moins de supprimer la voie de tramway, et de faire un TCSP, sur pneu, façon Brissaud. Si vous enlevez le tramway, vous mettez un truc sur pneu. Parce qu'il y a combien de voyageurs sur le tramway de Castelnau, sur la branche, combien il y en a ?

**Henri ROUILLEAULT**

*Intervention hors micro*

**Monsieur le Président**

C'est 100 000 par jour ? Ah bon. 60 000 par mois ?

**Henri ROUILLEAULT**

*Intervention hors micro*

**Monsieur le Président**

Vous êtes sûr ? Monsieur Martin. Vous n'avez pas les bons chiffres.

*Intervention hors micro*

### **Monsieur le Président**

Je vous parle du tronçon Castelnau-Montpellier. Il y a combien, aller-retour, sur une voie ? Allez-y, Monsieur Martin.

### **Hervé MARTIN**

Merci, Monsieur le Président. Comme Monsieur Ségura l'a rappelé, c'est le troisième passage au vote de cette délibération au Conseil de Métropole. Donc pour la troisième fois je vais voter contre, vous vous en doutez, pour une raison essentielle, qui est que je ne partage pas du tout les grands ensembles, je dirais, de ce PLH. Je suis d'ailleurs particulièrement étonné à la lecture du magazine de la Métropole du mois de novembre, que nous avons sur les tables, où il est écrit que la Métropole connaît une démographie importante, et, je cite, « *cela nécessite de créer toujours plus de logements dans un contexte de forte demande locative sociale* ». À la lecture de cette phrase, on pourrait croire, du coup, qu'on va faire plus de logements sociaux. Or la réalité, c'est que ce nouveau PLH propose une diminution de la production de logements sociaux, une diminution de 6,5 % de la production de logements sociaux par rapport aux objectifs du PLH précédent. Donc le contexte dont on parle ici, de forte demande locative sociale, il n'en est absolument pas tenu compte, bien au contraire. Et je trouve ça absolument extraordinaire.

Parce que nous vivons quand même là, on vient de fêter en quelque sorte l'anniversaire – un an – d'un mouvement social qui avait pour racine des problèmes de pouvoir d'achat, très essentiellement, et on connaît le poids du logement dans le budget des ménages. On espère souvent qu'il ne soit que de 30 % ; en réalité, dans la Métropole, il est souvent de beaucoup plus (50, 70 %). On sait qu'en 2018, il y a eu en France – mais Montpellier et la Métropole ne sont pas épargnées par la pauvreté – 200 000 pauvres supplémentaires. D'ailleurs, ce n'est pas le nouveau régime d'indemnisation des chômeurs qui est mis en place en ce moment même qui va arranger les choses, au contraire, des centaines de milliers d'autres personnes vont basculer ou descendre encore plus profondément dans la pauvreté. Ce moment, que nous choisissons nous, ici, à la Métropole, pour diminuer pour la première fois dans l'histoire de notre intercommunalité, la production de logements sociaux, ce n'est absolument pas entendable de mon point de vue.

Dans le même temps, par contre, sera augmenté de 22 % la production immobilière privée. C'est-à-dire que, si on diminue de 6,5 % le logement social, et d'ailleurs si on met aussi dedans, pour ne pas prendre que le logement social, mais l'ensemble de la production à prix maîtrisés, si on prend en compte aussi l'accession aidée, c'est une baisse en tout de 8 % de la production qui concerne les prix maîtrisés. Par contre, on augmente de 22 %, donc, la production immobilière privée. Au final, dans les six prochaines années, ce qu'on propose là aux habitants de la Métropole, c'est de payer plus cher leur logement qu'aujourd'hui. En moyenne, les logements nouveaux qui sortiront de terre pendant les six prochaines années coûteront plus chers qu'actuellement, comme si les prix de la Métropole n'étaient pas déjà excessivement élevés. Donc encore une fois, je ne peux pas comprendre qu'on vote actuellement ces grandes masses-là : - 6,5 % de logement social, + 22 % de logement privé. C'est un non-sens quand on voit la situation sociale des habitants de la Métropole actuellement. Je vous remercie de m'avoir écouté.

### **Monsieur le Président**

Monsieur Ségura, puis Monsieur El Kandoussi.

### **Noël SEGURA**

Juste, je veux rappeler à Monsieur Martin que Monsieur Macron a fait voter le PSLA dans les logements sociaux, et donc, on active le parcours résidentiel, ce qui permet d'en libérer d'autres. C'est comme ça qu'on fonctionne. Voilà, Monsieur Martin. Moi, je ne vais pas vous répéter chaque fois la même chose. Si vous pensez – et vous êtes le seul d'ailleurs – qu'on ne fait pas assez de logements sociaux, on n'a qu'à voir les résultats qui ont été fait pendant ce mandat.

### **Monsieur le Président**

$36 + 6 = 42 \%$ . 36 % logements sociaux, 6 % PSLA. Ça fait 42. Monsieur Martin, puis Monsieur El Kandoussi.

### **Hervé MARTIN**

Effectivement, vous faites chaque fois la même réponse et je vous fais du coup la même réponse à la même réponse, c'est-à-dire que les objectifs du précédent PLH, c'était 40 % de logements sociaux et 20 % d'accession à la propriété. En plus, le débat politique qui consiste à dire que, maintenant, l'accession à la propriété rentre dans le compte de la loi SRU, c'est pour moi un véritable scandale.

Attention, ce n'est pas parce que ça rentre dans le comptage de la loi SRU que c'est du logement social. Le logement social diminue de 6,5 %. Après, vous arrangez les chiffres comme vous voulez, parce que la nouvelle loi Macron vous permet de rentrer l'accession à la propriété, le PSLA, dans la loi SRU. Il n'empêche, pour les gens qui vont payer leur loyer, ce n'est pas du logement social.

**Monsieur le Président**

Mais, Monsieur Martin, on n'a jamais caché la réalité des chiffres. On a toujours dit 36 % de logements sociaux, + 6 % de PSLA.

**Hervé MARTIN**

D'abord, ce n'est pas toujours ce que vous avez dit, mais peu importe, c'est ce qu'il dit maintenant. D'ailleurs, quand on lit le magazine de la Métropole, je pense que la personne qui a tenu le stylo a tourné sept fois le stylo dans sa main avant d'écrire la phrase que j'ai citée tout à l'heure, parce que, quand on la lit, on pourrait croire qu'on augmente le logement social, alors qu'encore une fois on le diminue. Mais très bien : vous faites bien de l'assumer politiquement. Moi, je le dénonce.

**Monsieur le Président**

Mais je ne suis pas d'accord du tout avec ce que vous dites.

**Hervé MARTIN**

Ah bon ? Vous ne diminuez pas le logement social dans les politiques qui sont fixées là ?

**Monsieur le Président**

Pas du tout. Non.

**Hervé MARTIN**

Si, de 6,5 %. Quand on passe d'un objectif de 2 000 par an en moyenne, à 1 872 par an en moyenne, ça fait une diminution de 6,4 % pour être exact. Je suis désolé.

**Monsieur le Président**

Monsieur El Kandoussi.

**Abdi EL KANDOUSSI**

Monsieur Martin, vous semblez être un professionnel des chiffres. Vous avez même parlé d'accession aidée. J'ai cru que vous parliez de l'accession de Madame Ollier à la primaire des Verts à Montpellier. Je ne vous ai pas entendu aujourd'hui, ni dans la presse, condamner ces méthodes de l'ancien monde. Vous êtes colistier de ces gens qui ont participé à ces manœuvres. Alors si vous voulez parler de chiffres, moi je vais parler de chiffres aussi. Cette centaine d'anciens camarades du Parti socialiste qui interviennent dans cette élection : vous trouvez ça normal ? Si vous voulez qu'on parle de chiffres, on va parler de chiffres. Mais moi, à votre place, je la jouerais discret en ce moment.

**Hervé MARTIN**

Vous êtes hors sujet. Les Montpelliérains apprécieront la réponse.

**Monsieur le Président**

Eh bien, mon vieux ! Il faut éviter de donner des leçons.

**Noël SEGURA**

Monsieur le Président, juste, je voudrais remercier les services...

**Monsieur le Président**

Vous avez raison.

**Noël SEGURA**

... y compris les services de l'État, qui ont trouvé... Parce qu'on m'avait traité de menteur. Comme je passais devant Monsieur le Préfet, il a bien validé et il nous a félicités. Donc en vous représentant, c'est toute l'Assemblée qui est félicitée.

**Hervé MARTIN**

*Intervention hors micro*

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur. Mais cela ne veut pas dire qu'on est dupes sur les diminutions de certaines aides d'État, Monsieur Martin. On n'est pas dupes.

**Hervé MARTIN**

*Intervention hors micro*

**Monsieur le Président**

Mais non. Mais on n'est pas dupes des choses. Quand il y a des baisses importantes, on le dénonce. Moi, il y a des choses qui ne me vont pas. Mais il y a des choses qui me vont. Moi, j'ai la chance de ne pas être dans un parti politique. Donc forcément j'ai la parole libre. Je ne suis pas inféodé. Je vois certains républicains, voire socialistes, qui, chaque fois qu'il y a une mesure faite par leur cadre, ils disent « *c'est beau, c'est magnifique, c'est le sommet, c'est le nirvana* », parce qu'ils font partie du même club. Mais il n'y a rien de plus bête que ça dans ce monde. Vous croyez que les gens sont couillons ? Monsieur Ségura.

**Noël SEGURA**

Monsieur le Président, je voudrais rajouter que, dans la réhabilitation de la commission logement amélioration de l'habitat, c'est une enveloppe de l'État de plus de 2 657 000 euros.

**Monsieur le Président**

Mais oui.

**Noël SEGURA**

Et que là-dessus, ces logements vacants qui ont été rénovés s'ajouteront en plus de ceux que nous construirons.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Ségura. Mais oui. Bon allez, je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 77 voix.*

*Abstentions : 5 voix.*

*Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Alex LARUE, Mme Audrey LLEDO, M. Éric PETIT.*

**AFFAIRE N° 8 : LOGEMENT - PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE ET D'INFORMATION DES DEMANDEURS DE LOGEMENTS SOCIAUX 2020-2025 - APPROBATION A LA SUITE DE L'AVIS DES COMMUNES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

*Mme S. BOUALLAGA et M. F. ABERT entrent en séance.*

*M. J.L. MEISSONNIER avec le pouvoir de Mme A. DESTAILLATS entre en séance.*

*Mme M.H. SANTARELLI et M. J. VERA sortent de séance.*

*Mme I. GIANIEL sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.*

**Monsieur le Président**

Affaire suivante. Monsieur Breysse vous propose le Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs de logements sociaux. Allez-y, Monsieur Breysse.

**Thierry BREYSSE**

Chers collègues, comme vous le savez, depuis la loi Alur 2014...

**Monsieur le Président**

On vous distribue le PLH, pendant ce temps.

## **Thierry BREYSSE**

... qui a été renforcée par la loi Egalité et Citoyenneté en 2017, puis la loi Elan en novembre 2018, les EPCI, à travers la conférence intercommunale du logement, définissent la politique intercommunale d'émission de logements sociaux avec un objectif de développer la mixité sociale et d'améliorer la transparence du dispositif pour les demandeurs, en favorisant la coopération entre les acteurs concernés (les bailleurs, les abatteurs et les communes). Ainsi, maintenant depuis une année, nous travaillons ensemble pour répondre à ces objectifs et construire à l'échelle métropolitaine une politique de gestion de logements sociaux, en lien avec la stratégie du PLH que vient de présenter Noël Ségura, dans un contexte de fortes tensions puisqu'on recense actuellement près de 25 000 demandeurs pour environ 3 300 attributions par an.

Ce Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs, qu'on appelle PPGID, que nous avons coconstruit, s'articule autour de deux axes. Le premier : organiser la gestion partagée de la demande locative sociale. Le deuxième : satisfaire le droit à l'information du demandeur. Il prévoit notamment la mise en place d'un fichier commun de la demande locative sociale, qui repose sur le système national d'enregistrement et qui va permettre aux demandeurs d'être informés de l'état d'avancement de leur dossier. Ensuite, un service d'information et d'accueil demandeurs, dit SIAD, qui vise à mettre en réseau les différents lieux d'accueil des bailleurs, des communes, et aussi de certaines associations, en harmonisant la formation délivrée par les outils de communication partagés, et aussi en formant les agents d'accueil par la Métropole, et avec la mise en place d'une charte qualité.

Dans ce cadre, différents niveaux d'accueil ont été identifiés. Accueil de niveau 1, qui délivre une information de base générale, nationale, avec règle d'accès au parc locatif social, des dépôts de la demande. Huit communes ont adhéré à ce projet, à ce niveau 1, qui a déjà un rôle essentiel. Ensuite, l'accueil de niveau 2 : même information que le niveau 1, plus des éléments spécifiques aux territoires. Dix-huit communes se sont positionnées comme accueil de niveau 2. Ensuite, il y a l'accueil de niveau 3 : c'est le niveau 1, plus le niveau 2 ; en plus, on enregistre les demandes sur le système nationale d'enregistrement. À ce titre, on informe l'usager sur le suivi de la demande, sur l'instruction, la décision de la commission attribution, le rang du demandeur. Les guichets enregistreurs de la demande sont actuellement les bailleurs sociaux, auxquels vont s'ajouter cinq communes qui entendent conventionner avec l'État pour devenir guichets. Je les cite : Castelnau-le-Lez, Castries, Grabels, Lattes et Le Crès. Ensuite, le dernier accueil, l'accueil de niveau 4, ce serait donc un lieu d'accueil commun, métropolitain, mutualisé, qui est en cours de préfiguration et qui assurera les missions qu'on vient d'indiquer du niveau 3, et il aura aussi pour mission de consolider le fichier partagé des 25 000 demandes, et si besoin, pourra conseiller les agents du niveau 1 et des communes, notamment sur la situation complexe, afin d'examiner et éventuellement de les orienter.

La présente délibération de ce Plan partenarial est proposée à l'issue d'une longue procédure de consultation officielle des partenaires. Et je souhaite souligner que notre PPGID, qui va jusqu'en 2025, a reçu l'avis favorable de la conférence intercommunale du logement du 4 juillet 2019. Je rappelle qu'il y a les Maires, les bailleurs et différentes associations qui sont dans cette conférence.

## **Monsieur le Président**

Et le Préfet.

## **Thierry BREYSSE**

Bien sûr, le Préfet qui, lui aussi, a souligné que notre projet est adapté aux territoires, parfaitement adapté aux territoires. C'est important de souligner. Nous avons aussi, au sein des communes, au sein des délibérations, tous été consultés formellement. Toutes les communes ont répondu favorablement, dont cinq tacitement. Ces avis favorables témoignent de la volonté locale et partagée de tous les partenaires de rendre les processus d'attribution de logements sociaux plus transparents, dans le but de favoriser le parcours résidentiel des administrés. Bien sûr, cette mise en œuvre du Plan partenarial fera l'objet d'un bilan annuel, qui sera présenté chaque année en Conseil métropolitain, après avis de la conférence intercommunale du logement. Ainsi, je vous propose d'approuver ce Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs 2020-2025 de Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Breysse. Qui demande la parole ? Madame Dardé.

**Catherine DARDÉ**

Merci, Monsieur le Président. Bien évidemment, nous sommes favorables à la mise en place de cette organisation par rapport à la gestion de la demande et d'information des demandeurs pour le logement social. Mais vu l'importance de la pression de cette demande sur la commune de Montpellier, j'ai une question, par pure curiosité. Je voudrais savoir pour quelle raison la Commune de Montpellier ne s'est pas positionnée au niveau 3 et est restée au niveau 2, sachant que le niveau 3, comme vous le savez, est un niveau qui permet d'accompagner beaucoup plus la demande du demandeur et de l'informer et de faire un suivi de cette demande. Pour quelle raison la Commune de Montpellier, qui dispose d'une forte pression au niveau du logement social, et qui a une politique, il faut le dire, assez dynamique en ce domaine, s'est positionnée au niveau 2 ?

**Monsieur le Président**

Monsieur Breysse.

**Thierry BREYSSE**

Monsieur le Président, effectivement, c'est le cas. Montpellier est au niveau 2.

*Intervention hors micro d'un conseiller.*

En fait, il y aura un lieu d'accueil niveau 4, qui sera un lieu d'accueil métropolitain, qui sera mutualisé, et qui aura pour mission de consolider ce fichier partagé des 25 000 demandes. Je crois que cet accueil de niveau 4 aura un rôle essentiel, et Montpellier y participera largement.

**Monsieur le Président**

Mais Montpellier participe très largement. Parce que les douze quartiers politiques de la ville, ils sont sur Montpellier, ils ne sont pas sur les communes. C'est tout simple. Je mets aux voix.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Véronique DEMON, M. Abdi EL KANDOSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Mustapha MAJDOUL, M. Jérémie MALEK, Mme Patricia MIRALLES, M. Yvon PELLET, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEF.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 67 voix.*

**AFFAIRE N° 9 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE LE CRES - COMPLEMENT A LA DELIBERATION N°M2019-478 DU 30 SEPTEMBRE 2019 - APPROBATION**

*M. J. VERA entre en séance.*

*M. H. MARTIN sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 9. Il s'agit de la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de la Commune du Crès. Qui demande la parole ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix.*

**AFFAIRE N° 10 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE FABREGUES - ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION DU PLU ET DU ZONAGE PLUVIAL**

*Mme J. FRECHE et MM. G. BALAZUN et A. MOYNIER entrent en séance.*

*MM. SAVY et JP. MOURE sortent de séance, le pouvoir de Mme C. HART accordé à M. JP. MOURE est temporairement annulé.*

**Monsieur le Président**

Affaire 10. Commune de Fabrègues. Il s'agit de l'élaboration du PLU. Là, il y a deux affaires un peu similaires : Montaud et Fabrègues. Montaud et Fabrègues n'avaient pas de PLU. Pour faire le PLU, il faut que les communes aient un PLU. Donc nous avons financé le PLU, nous avons aidé au financement du PLU de chacune des communes. Sinon, elles retombaient dans le régime national, c'est-à-dire dans le RNU, le régime national d'urbanisme. Et c'était beaucoup plus compliqué pour, après, concevoir le Plan local d'urbanisme intercommunal. Oui ? Madame Fourcade.

**Mylène FOURCADE**

Bonsoir, Monsieur le Président, chers collègues. Je voudrais, au nom de Monsieur Martinier, le Maire de Fabrègues, exprimer notre grande satisfaction de voir inscrit ce soir ce sujet, dont l'approbation de notre PLU. Effectivement, comme vous l'avez indiqué, avec Montaud, nous étions les deux communes toujours en Plan d'occupation des sols, avec cette épée de Damoclès du RNU au 1<sup>er</sup> janvier. Le délai était très serré, puisqu'il fallait l'approuver avant le 31 décembre. Donc cela a été le cas, puisqu'il n'était pas question pour nous de retomber en Règlement national d'urbanisme. Donc je voudrais remercier la Vice-présidente, Chantal Marion, remercier le cabinet d'étude qui a travaillé, et plus particulièrement le service dirigé par Yves Nurit, Caroline Friol, avec un merci appuyé à Marianne Toly, notre chargée de secteur, qui, avec les services de la Commune, a fait un travail remarquable, qui a abouti à un avis favorable sans réserve de la Commissaire enquêteur, qui a notamment souligné que nous restituons 130 hectares qui étaient prévus en urbanisation future aux espaces agricoles. Donc elle a également indiqué qu'il y avait un équilibre dans le développement de l'urbanisme, en prenant en compte les espaces agricoles et naturels que l'on souhaite toujours et encore valoriser. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci, Madame Fourcade. Qui demande la parole ? Je mets aux voix le PLU de Fabrègues.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix.*

**AFFAIRE N° 11 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE MONTAUD - ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION DU PLU, DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES ET DU ZONAGE PLUVIAL**

**Monsieur le Président**

Affaire 11. C'est la même chose pour Montaud. Qui demande la parole ? Je mets aux voix l'affaire 11.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix.*

**AFFAIRE N° 12 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE MONTPELLIER - PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC DE LA RESTANQUE - APPROBATION**

*M. H. MARTIN entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 12. Madame Marion vous propose, pour la Commune de Montpellier, le programme des équipements publics de la ZAC de la Restanque.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Jean-Marc LUSSET, M. Cyril MEUNIER, M. Éric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 77 voix*

**AFFAIRE N° 13 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) COUSTOULIES - SCCV LA ROSELIERE - COMMUNE DE BAILLARGUES - PERIMETRE D'APPLICATION DE LA CONVENTION DE PUP - CONVENTION DE PUP - CONVENTION DE REVERSEMENT A LA COMMUNE - CONVENTION DE REVERSEMENT AU SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 13 : projet urbain partenarial Coustouliès, La Roselière, Commune de Baillargues. Qui demande la parole ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Geniès BALAZUN, Mme Aline DESTAILLATS, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUL, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSET, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 74 voix.*

**AFFAIRE N° 14 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE JACOU - ZONE D'ACTIVITES CLEMENT ADER - INSTAURATION D'UN PERIMETRE DE PRISE EN CONSIDERATION AU TITRE DE L'ARTICLE L. 424-1 DU CODE DE L'URBANISME - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 14. Commune de Jacou, zone d'activités Clément Ader. Instauration d'un périmètre de prise en considération au titre de l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme. Pas de demande d'intervention ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix.*

**AFFAIRE N° 15 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER (EPF) - RACHAT ANTICIPE DE PROPRIETES ACQUISES DANS LE CADRE DE CONVENTIONS OPERATIONNELLES - SECTEUR DE ROQUEFRAISSE COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - QUARTIER CABCERES COMMUNE DE MONTPELLIER - SITE CABCERES ECONOMIQUE COMMUNES DE LATTES ET MONTPELLIER - APPROBATION**

*Mme MH. SANTARELLI entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Quinze. Établissement public foncier (EPF). Rachat anticipé de propriétés acquises dans le cadre de la convention opérationnelle du secteur de Roquefraisie sur la commune de Saint Jean de Védas. Madame Jannin et Madame Marion ne prennent pas part au vote. Contre ? Si vous voulez une explication, vous m'arrêtez.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix.*

**AFFAIRE N° 16 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - QUARTIER MOSSON - ACQUISITION DES LOCAUX DE L'URSSAF - 35 RUE DE LA HAYE A MONTPELLIER - PARCELLE CADASTREE LS 22 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 16. Quartier Mosson. Acquisition de locaux de l'URSSAF. Très important. Cinq mille mètres carrés, 2 millions d'euros, pour y installer des entreprises, des artisans, des commerces, des startups. Tout le milieu économique que nous pourrions installer à la Mosson. Contre ? C'est dans le cadre du projet ANRU.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Mustapha MAJDOUL, M. Cyril MEUNIER, Mme Patricia MIRALLES, M. Éric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 72 voix.*

**AFFAIRE N° 17 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE GRABELS - SECTEUR CROIX DE GUILLERY - CONVENTION D'ANTICIPATION FONCIERE AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER (EPF) D'OCCITANIE ET LA COMMUNE DE GRABELS - AVENANT N°1 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix.*

**AFFAIRE N° 18 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - AMENAGEMENT DE LA ZAC CHARLES MARTEL EXTENSION - CESSIION DE DIVERSES PARCELLES A L'AMENAGEUR - APPROBATION**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, Mme Chantal MARION, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 79 voix.*

**AFFAIRE N° 19 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - LATTES - SECTEUR DE BOIRARGUES - CONSERVATION DU PRODUIT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT MAJOREE PAR MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 78 voix.*

**AFFAIRE N° 20 : AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION - CONVENTION DE PARTENARIAT ET ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS A MONTPELLIER SUP AGRO, A L'INRA ET AU CIRAD - AUTORISATION DE FINANCEMENT - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 20. Madame Fourcade vous propose de signer la convention de partenariat et l'attribution de subventions par la Métropole à Montpellier Sup Agro, à l'INRA et au CIRAD.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Chantal MARION, Mme Béatrice MICHEL, Mme Isabelle TOUZARD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N° 21 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - REVITALISATION ET ANIMATION DES COMMERCES DU CENTRE-VILLE - CONVENTION AVEC L'ETAT ET CONVENTIONS DE GESTION DES FLUX FINANCIERS ENTRE LES PARTENAIRES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 21. Madame Marion vous propose, dans le cadre de la revitalisation et animation des commerces du centre-ville, la convention avec l'État. Et encore merci à la Secrétaire d'État, Madame Pannier-Runacher. Et merci infiniment au Préfet de Région, qui nous a permis de nous intégrer dans le protocole de financement de l'animation des centres-villes. Madame Perez ne prend pas part au vote. Monsieur Étienne Guyot. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Véronique PEREZ.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 22 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - OUVERTURE DOMINICALE DES COMMERCES DE DETAIL POUR L'ANNEE 2020 - AVIS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Monsieur le Président**

Madame Marion, sur l'affaire 22, vous propose l'ouverture dominicale des commerces de détail. Chaque commune et chaque Maire choisit avec les commerçants, on le rajoute, et ça fait la proposition finale. Donc c'est consensuel. Il n'y a pas de problème.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix.*

**AFFAIRE N° 23 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - ATTRIBUTION DE SUBVENTION ASSOCIATION FRENCH TECH MEDITERRANEE MONTPELLIER-NIMES - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Jean-Marc LUSSET, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 78 voix.*

**AFFAIRE N° 24 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS DU NUMERIQUE - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Eric PETIT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 25 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - ASSOCIATION AIRDIE - CONCOURS OSONS LES ENTREPRENEURS ENGAGES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme I. GUIRAUD sort de séance.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 26 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - ATTRIBUTION D'UN APPORT EN COMPTE COURANT A LA SOCIETE D'ACCELERATION DE TRANSFERT TECHNOLOGIQUE (SATT) AXLR - CONVENTION AVEC LA REGION OCCITANIE - CONVENTION AVEC LA SATT AXLR - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Gérard LANNELONGUE.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.*

**AFFAIRE N° 27 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET SENSECUBE - MAKESENSE - SOCIAL CUP - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. JP. MOURE avec le pouvoir de Mme C. HART entre en séance.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 85 voix.*

*Contre : 1 voix.*

*A voté contre : Mme Audrey LLEDO.*

**AFFAIRE N° 28 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CITE INTELLIGENTE - HALLE TECHNOLOGIQUE OBJ LAB : IMAGINER, CONCEVOIR, FABRIQUER LES OBJETS CONNECTES - UNIVERSITE DE MONTPELLIER / IUT MONTPELLIER-SETE - CONVENTION DE PARTENARIAT EN RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT - APPROBATION**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Chantal MARION.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 29 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - MONTPELLIER CAPITAL SANTE - EXTRACTEUR D'INNOVATION DU CHU DE MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Vingt-neuf. Montpellier Capital Santé. Il s'agit de l'extracteur d'innovation du CHU. Ça fait partie de tout le travail que nous faisons avec le CHU.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Rabii YOUSSEUS.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

**AFFAIRE N° 30 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - MONTPELLIER CAPITAL SANTE - PACTE METROPOLITAIN D'INNOVATION - AVENANT A LA CONVENTION DE SUBVENTION AU CHU DE MONTPELLIER POUR LE PROJET CYBORG - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Trente. Montpellier capital santé. Pacte métropolitain d'innovation. Avenant à la convention de subvention avec le CHU de Montpellier pour le projet Cyborg. C'est un incubateur pour les technosciences, les nouvelles technologies, technologies médicales, biotechnologies, c'est ça. Quand même, au niveau du financement, c'est important. C'est 800 000 euros. C'est le contrat financier avec l'État sur la santé du futur.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Rabii YOUSSEUS.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix.*

**AFFAIRE N° 31 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - MONTPELLIER CAPITAL SANTE - PACTE METROPOLITAIN D'INNOVATION - AVENANT A LA CONVENTION DE SUBVENTION AU CHU DE MONTPELLIER POUR LE PROJET NEURORADIOLOGIE INTERVENTIONNELLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Même chose sur l'affaire suivante. C'est Capital Santé. Pacte métropolitain d'innovation. Avenant à la convention de subvention au CHU de Montpellier pour le projet Neuroradiologie interventionnelle. C'est plus de 300 000 euros qui sont investis par la Métropole pour le CHU.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Rabii YOUSSEF.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix.*

**AFFAIRE N° 32 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - MONTPELLIER CAPITAL SANTE - PACTE METROPOLITAIN D'INNOVATION - AVENANT A LA CONVENTION DE SUBVENTION A L'INSTITUT DU CANCER DE MONTPELLIER POUR LE PROJET SUNFAIR - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 33 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET D'ÉTABLISSEMENTS (COMUE - LRU) - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. E. PASTOR sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme M. CASSAR, le pouvoir de Mme C. DONADA accordé à M. E. PASTOR est annulé.*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal MARION, M. Philippe SAUREL, Mme Isabelle TOUZARD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 79 voix*

**AFFAIRE N° 34 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET D'ÉTABLISSEMENTS (COMUE - LRU) - RENOUVELLEMENT DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Trente-quatre. Toujours pareil : COMUE. Renouvellement de subvention. Il s'agit de 38 300 euros de subvention.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 35 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CITE INTELLIGENTE - MISSION BARCELONE - SMART CITY EXPO WORLD CONGRESS DU 19 AU 21 NOVEMBRE 2019 - PARTICIPATION - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Trente-cinq. Cité intelligente. Mission Barcelone. Smart City Expo. C'est 2 000 euros.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 84 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.*

**AFFAIRE N° 36 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - EXTENSION DE L'ACCORD D'AMITIE ET DE COOPERATION ENTRE LA VILLE DE RIO DE JANEIRO, LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. A. LARUE sort de séance, le pouvoir de M. P. DUDIEUZERE accordé à M. A. LARUE est temporairement annulé.*

**Monsieur le Président**

Trente-six. Monsieur Pastor vous propose l'extension de l'accord d'amitié avec la Ville de Rio de Janeiro. Rio de Janeiro est jumelée avec la Ville de Montpellier. On vous propose d'étendre le jumelage à la Métropole, avec l'avis positif du Maire de Rio, qui m'a envoyé un joli courrier pour nous remercier. Est-ce que je l'ai, ce courrier ? Il est là. Voilà le beau courrier du Maire de Rio, qui m'écrit en français : « Je voudrais vous remercier », etc. Marcelo Crivella, un ami de Madame Santarelli. C'est vrai. Qu'elle a rencontré à Rio, dans le cadre du Pacte de Milan.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix.*

*Abstention : 1 voix.*

*S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.*

**AFFAIRE N° 37 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNE DE LE CRES - PARC D'ACTIVITES ECONOMIQUES (PAE) "RUE PIC SAINT LOUP / MAUMARIN" - PRISE EN CONSIDERATION D'UN PROJET D'AMENAGEMENT ET DELIMITATION DES TERRAINS AFFECTES A CE PROJET - APPROBATION**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix.*

**AFFAIRE N° 38 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - PARC D'ACTIVITES ECONOMIQUES ZAC CHARLES MARTEL EXTENSION - AVENANT N°3 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 39 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - SALON DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE (SIMI) 2019 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA SA3M ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jean-Marc LUSSET, M. Jérémie MALEK, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 72 voix*

**AFFAIRE N° 40 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION MAISON MONTPELLIER CHENGDU - DESIGNATION DES DEUX REPRESENTANTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION MAISON MONTPELLIER CHENGDU - EXERCICE 2019 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Quarante. Attribution d'une subvention à l'Association maison de Chengdu à Montpellier. On vous propose de renouveler les représentants. Moi, on m'avait dit que Monsieur Penso voulait arrêter. Mais c'était une fausse information, une *fake news* interne. Donc j'ai remis Monsieur Penso.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Robert COTTE, Mme Perla DANAN, Mme Titina DASLYVA, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal MARION, Mme Patricia MIRALLES, M. Gilbert PASTOR, M. Éric PENSO.*

*Il est proposé de désigner deux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'Administration de l'Association Maison Montpellier Chengdu.*

*Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :*

- Gilbert PASTOR*
- Éric PENSO*

*Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.*

*Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée, ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 73 voix*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. Éric PETIT.*

**AFFAIRE N° 41 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. JL. SAVY entre en séance.*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Chantal MARION, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix.*

**AFFAIRE N° 42 : LOGEMENT - DELEGATION DE COMPETENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE - CLOTURE DE L'EXERCICE 2019 - AVENANT N°7 A LA CONVENTION SIGNEE AVEC L'ÉTAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. A. LARUE avec le pouvoir de M. P. DUDIEUZERE entre en séance.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 85 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.*

**AFFAIRE N° 43 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 32 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LE JARDIN DES GRENADIERS », LOT 27 A1 ZAC ROQUE FRAISSE A SAINT JEAN DE VEDAS - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Rabii YOUSSEUS.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 84 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.*

**AFFAIRE N° 44 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LE TEDENAT », 9 RUE DU PROFESSEUR TEDENAT A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 84 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.*

**AFFAIRE N° 45 : LOGEMENT - OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2019-2024 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE 50 LOGEMENTS SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 46 : LOGEMENT - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 - QUARTIERS "COURREAU / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON" - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE DEUX LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 47 : LOGEMENT - LOGEMENT D'ABORD - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE ACCELEREE DU PLAN GOUVERNEMENTAL LOGEMENT D'ABORD SUR MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - EXERCICE 2019 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Annie YAGUE.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 85 voix*

**AFFAIRE N° 48 : LOGEMENT - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS AIVS ET FACE HERAULT POUR L'ANNEE 2019 - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Clare HART.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 84 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.*

**AFFAIRE N° 49 : LOGEMENT - EXERCICE DE LA COMPETENCE GESTION DU FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT (FSL) METROPOLITAIN - CONVENTION DE CONTINUITE DE GESTION INFORMATIQUE AVEC LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT POUR LE 1ER TRIMESTRE 2020 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Quarante-neuf. Exercice de la compétence de gestion du fonds de solidarité logement (FSL) métropolitain. Convention de continuité de la gestion informatique avec le Département de l'Hérault pour le premier trimestre 2020. On remercie le Président Mesquida d'avoir accepté trois mois de plus. On aurait préféré six, mais bon, trois, c'est déjà bien. On aurait pu faire aussi un groupement de commandes. C'est encore mieux. Nous, on est favorable au groupement de commandes avec le Département.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 50 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - PROTOCOLE D'ENGAGEMENTS RENFORCES ET RECIPROQUES (PERR) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. C. COUR sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 30. Affaire 50, oui. C'est Katif : il m'a donné envie de sauter la barricade, d'aller cueillir la cocarde et les ficelles, le gland et les ficelles. Il faut connaître le vocabulaire, pour la course libre. Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce n'est pas le sénateur qui a fait un exposé sur le gland ? Si. Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Protocole d'engagements renforcés et réciproques (PERR).

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 84 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.*

**AFFAIRE N° 51 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ATTRIBUTION ET MODIFICATION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A DES ASSOCIATIONS - APPROBATION**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix.*

**AFFAIRE N° 52 : ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE - VENTE PAR MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE DE CERTIFICATS D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix.*

**AFFAIRE N° 53 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - ASSOCIATION "RE CYCLES ET VOUS" - CHANTIER D'INSERTION LA FABR'HC A VELO - ATTRIBUTION DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix.*

**AFFAIRE N° 54 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - CCAS DE MONTPELLIER - CHANTIER D'INSERTION MULTI-ACTIVITES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix.*

**AFFAIRE N° 55 : CULTURE - CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS AVEC LE MINISTERE DE LA CULTURE, LA REGION OCCITANIE, LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT, LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'OPERA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER OCCITANIE PYRENEES-MEDITERRANEE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Y. PELLET sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 55. Convention pluriannuelle d'objectifs avec le ministère de la Culture, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, la Ville de Montpellier et l'Opéra orchestre national, qui fête magnifiquement ses quarante ans d'existence, avec un concert formidable (Rachmaninov, Prokofiev). Ce n'est pas une équipe de double de tennis, Prokofiev et Rachmaninov. Félicitations d'ailleurs à l'équipe de France féminine qui a battu les Australiennes et gagné la Fed Cup. Formidable exploit.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, Mme Véronique PEREZ, M. Bernard TRAVIER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 77 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.*

**AFFAIRE N° 56 : CULTURE - CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS AVEC LE MINISTERE DE LA CULTURE, LA REGION OCCITANIE, LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT ET LA SOCIETE THEATRE DES 13 VENTS, CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme I. GUIRAUD entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Cinquante-six. Convention pluriannuelle d'objectifs avec le ministère de la Culture, la Région Occitanie, et la société Théâtre des 13 vents. Contre ? Abstention ? Une abstention. Adoptée.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bernard TRAVIER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.*

**AFFAIRE N° 57 : CULTURE - CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS AVEC LE MINISTERE DE LA CULTURE, LA REGION OCCITANIE, ET L'ASSOCIATION INSTITUT CHOREGRAPHIQUE INTERNATIONAL (ICI) - CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER OCCITANIE PYRENEES-MEDITERRANEE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, M. Bernard TRAVIER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.*

**AFFAIRE N° 58 : CULTURE - CONVENTION CADRE DE MISE A DISPOSITION INSTITUTIONNELLE AVEC L'INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL (INA) - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Cinquante-huit. Madame Lloret vous propose la convention cadre de mise à disposition institutionnelle avec l'INA. Là je m'adresse à Madame la représentante de Monsieur Gudin de Vallerin. J'aimerais bien signer la convention avec l'INA. Je vais vous expliquer pourquoi. Je fais voter et je vous explique pourquoi.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Marc ALAUZET, M. Guy BARRAL, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 76 voix.*

**Monsieur le Président**

L'INA, c'est l'Institut national de l'audiovisuel. C'est la mémoire archivistique de toutes les images, les films, les reportages depuis le début de la télévision et depuis le début du cinéma. C'est très important pour l'actualité et il y a très peu de villes en France qui possèdent une antenne de l'INA. Nous en faisons partie. Et nous sommes en train de renégocier un certain nombre de conventions avec l'INA. Donc j'attends impatiemment de signer la convention avec eux. Parce que c'est une mine formidable.

**AFFAIRE N° 59 : CULTURE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIETE LIVE NATION FRANCE FESTIVALS DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DU FESTIVAL "I LOVE TECHNO 2019" - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Cinquante-neuf. Monsieur Travier. Convention de partenariat avec la société Live Nation France Festivals dans le cadre de l'organisation du festival « I Love Techno ».

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 84 voix*

*Contre : 1 voix*

*A voté contre : Mme Audrey LLEDO.*

**Monsieur le Président**

Vous êtes contre le festival « I Love Techno », Mademoiselle Lledo ? Bon, d'accord.

**AFFAIRE N° 60 : CULTURE - ADHESION A LA FONDATION DU PATRIMOINE - APPROBATION**

*M. C. COUR entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Soixante. Adhésion à la Fondation du patrimoine. Très important. La Métropole n'était pas adhérente à la Fondation du patrimoine. Par cette délibération, nous le devenons.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 61 : CULTURE - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS DE PARTENARIAT - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme M. DRAY-FITOUSSI sort de séance, le pouvoir de Mme S. KERANGUEVEN accordé à Mme M. DRAY-FITOUSSI est temporairement annulé.*

**Monsieur le Président**

Soixante-et-un. Affectation de subventions. Conventions de partenariat. Approbation et autorisation de signature. Toujours Monsieur Travier. C'est pour l'association Ekho- Chœur de chambre, l'association Culture et sport solidaires, et l'annulation de la subvention attribuée à l'association Zigzag.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 62 : CULTURE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE, LA DIRECTION TERRITORIALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DE L'HERAULT ET LA DRAC ET ENTRE LE MUSEE FABRE, LA DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES, LE SERVICE PENITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION DE L'HERAULT ET LA DRAC - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

*Contre : 1 voix*

*A voté contre : Mme Audrey LLEDO.*

**AFFAIRE N° 63 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Soixante-trois. Monsieur Travier vous propose le Musée Fabre, convention de partenariat avec le Centre hospitalier CHU, dans le cadre de... C'est Fabre. Pour les publics éloignés et les malades d'Alzheimer du CHU.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Rabii YOUSSEUS.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N° 64 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LE GROUPEMENT D'ENTRAIDE MUTUELLE LESSEPS, L'ASSOCIATION VIA VOLTAIRE, LE CENTRE D'AIDE AUX DEMANDEURS D'ASILE ELISA ET L'ASSOCIATION CENTRE ABC - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix*

*Contre : 1 voix*

*A voté contre : Mme Audrey LLEDO.*

**AFFAIRE N° 65 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LES ASSOCIATIONS IPEICC ET LA CIMADE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme M. DRAY-FITOUSSI avec le pouvoir de Mme S. KERANGUEVEN entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Soixante-cinq. Musée Fabre. Conventions de partenariat avec les associations IPEICC et la CIMADE. Dans ce cadre-là, je vous informe que la Ville de Montpellier proposera la signature de la charte en tant que ville accueillante pour les migrants, nous engageant à trois choses. Premièrement, créer un groupe de travail sur le sujet, à la Métropole, politique de la ville. Deuxième point, en demandant à limiter les prélèvements osseux au CHU. Troisième engagement : c'est aider pour dé-dubliner, pour ceux qui savent ce que ça veut dire, cas par cas. Les migrants, lorsqu'ils arrivent, ils ont, d'après la loi de Dublin... La responsabilité incombe au pays où ils accostent. Donc nous avons beaucoup de migrants qui arrivent d'Italie. Et on a la possibilité... Théoriquement, il faut les renvoyer en Italie. Mais si on dé-dubline – c'est le langage qui est utilisé – et en fonction des cas par cas, on peut demander au Préfet si la personne est en voie d'insertion de les garder sur le territoire. Ce sont les trois engagements que j'ai pris pour Montpellier. Mais je proposerai à la Métropole de voter la même chose.

Évidemment, les Maires feront après ce qu'ils veulent. Les Maires s'exprimeront. Elle sera présentée, cette charte, en conférence des Maires.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 85 voix.*

*Contre : 1 voix.*

*A voté contre : Mme Audrey LLEDO.*

**AFFAIRE N° 66 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC NANTES METROPOLE ET L'ASSOCIATION FRAME DEVELOPPEMENT RELATIVE A LA PRESENTATION A NANTES DE L'EXPOSITION "L'ART ET MATIERE - PRIERE DE TOUCHER" AU MUSEE D'ARTS DE NANTES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bernard TRAVIER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 85 voix.*

**AFFAIRE N° 67 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION "LES AMIS DU MUSEE FABRE" - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Sonia KERANGUEVEN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 85 voix.*

**AFFAIRE N° 68 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONTRAT DE CESSION DE DROITS POUR LE FILM "NOIR-LUMIERE. LA PEINTURE DE PIERRE SOULAGES EN DIALOGUE AVEC LA SCIENCE" - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme C. CLARAC sort définitivement de séance, donnant pouvoir à M. N. SEGURA.*

**Monsieur le Président**

Monsieur Travier, affaire 68. Contrat de cession de droits pour le film « Noir-lumière. La peinture de Pierre Soulages en dialogue avec la science ». Vous pouvez nous expliquer, Monsieur Travier, les manifestations pour le centenaire de Pierre Soulages ?

**Bernard TRAVIER**

Oui, Monsieur le Président, chers collègues, les manifestations s'étaleront sur une certaine durée, puisque Monsieur Soulages doit atteindre l'âge de cent ans le 24 décembre 2019. Je lui ai rendu visite il y a quelques jours avec Michel Hilaire pour lui soumettre tout ce que nous voulions faire, obtenir son accord, qu'il nous a d'ailleurs donné sans réserve. Il y aura donc une partie des manifestations au Musée Fabre, avec un nouvel accrochage des salles, qui a été validé par Monsieur et Madame Soulages. Il y aura des conférences, un certain nombre d'opérations menées. L'Opéra orchestre fêtera aussi les cent ans de Monsieur Pierre Soulages, si je me souviens bien, lors du concert de fin d'année. Et on a soumis un programme à Pierre Soulages, qui a reçu son accord. Il y aura les publications, il y aura un tas de choses.

**Monsieur le Président**

Voilà. Sur l'accrochage, sur le ré-accrochage des salles Soulages au Musée Fabre, nous aurons aussi la possibilité d'avoir des échanges de quelques toiles entre Rodez et Montpellier.

**Bernard TRAVIER**

Et nous avons prêté au Louvre, aussi.

**Monsieur le Président**

Et nous avons prêté au Louvre, où sera la proposition centrale. Nous avons également pu obtenir le tableau qui s'est vendu à la cote maximum chez Christie's, je crois.

**Bernard TRAVIER**

Chez Christie's, qui a dû faire 11 millions de dollars, 9,5 millions d'euros.

**Monsieur le Président**

Qui est exposé désormais pour les cent ans de Pierre Soulages au Musée Fabre.

**Bernard TRAVIER**

Il restera exposé pendant deux ans.

**Monsieur le Président**

Il restera pendant deux ans. Donc c'est un bel anniversaire. Je remercie Bernard Travier, Michel Hilaire, parce que nous sommes allés rencontrer Pierre et Colette Soulages à plusieurs reprises et ils ont été très coopératifs.

**Bernard TRAVIER**

Ils sont très désireux de nous aider pour réaliser cet anniversaire. Et en ce qui concerne Paris, il y aura une différence entre l'exposition et la nôtre, dès lors qu'à Paris il n'y aura que les autres noirs, tandis qu'à Montpellier, on a souhaité garder aussi de la couleur – ce qu'ils ont accepté.

**Monsieur le Président**

L'affiche, d'ailleurs, sera un tableau, les grands traits noirs, avec quelques traces de rouge. Je mets aux voix l'affaire 68. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix.*

**AFFAIRE N° 69 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION "LES MUSES EN DIALOGUE" - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix.*

**AFFAIRE N° 70 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE SYNDICAT DE L'AOC LANGUEDOC « GRES DE MONTPELLIER » - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix.*

**AFFAIRE N° 71 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION LINE UP - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix.*

**AFFAIRE N° 72 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION ZONTA CLUB MONTPELLIER - MARIE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire suivante, 72. Convention de partenariat avec le Zonta Club, qui a fêté ses cent ans. Et merci à sa Présidente, mon amie Yvette Peridier, ancienne conseillère municipale de Montpellier en 77, avec Georges Frêche, fille du sénateur Peridier, qui recevra la médaille de la Ville. Socialiste.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 85 voix.*

**AFFAIRE N° 73 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ECOLE DE DESIGN, D'ARTS APPLIQUES ET DE COMMUNICATION DE MONTPELLIER (ESDAC) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix.*

**AFFAIRE N° 74 : CULTURE - MUSEE FABRE - DEMANDES DE SUBVENTIONS 2020 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Soixante-quatorze. Musée Fabre. Demandes de subventions 2020. Il s'agit de la programmation 2020 du Musée. Fonds régional d'acquisition pour les musées (FRAM), le fonds régional de restauration pour les musées (FRAR) et la DRAC Occitanie et Région Occitanie, en soutien au dispositif éducatif.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix.*

**AFFAIRE N° 75 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - CONVENTION DE PARTENARIAT ARTISTIQUE ET PEDAGOGIQUE AVEC L'OPERA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER OCCITANIE (OONMO) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, Mme Véronique PEREZ, M. Bernard TRAVIER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix.*

**AFFAIRE N° 76 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - AFFECTATION DE SUBVENTION AUX ECOLES ASSOCIEES - CONVENTIONS DE PARTENARIAT - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Soixante-seize. Conservatoire. Affectation de subvention aux écoles associées (67 988 euros). Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix.*

**AFFAIRE N° 77 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION BEAUX-ARTS MUSIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix.*

**AFFAIRE N° 78 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIETE MISTER IBE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme S. JANNIN sort de séance.*

**Bernard TRAVIER**

Monsieur le Président, je peux signaler que c'est un moment exceptionnel pour nos élèves, puisqu'Ibrahim Maalouf donne un grand concert le 28 ou 29 novembre au Zénith, et il donnera gratuitement une *master class* à nos élèves et les fera jouer au Zénith avec lui. Donc, on peut dire que ce n'est pas tous les jours.

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix.*

**AFFAIRE N° 79 : CULTURE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA, MUSEE HENRI PRADES - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES OCCITANIE POUR LA CO-PRODUCTION D'EXPOSITIONS SUR L'ACTUALITE DE LA RECHERCHE ARCHEOLOGIQUE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix.*

**AFFAIRE N° 80 : CULTURE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA MUSEE HENRI PRADES - CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT AVEC L'ÉCOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE MONTPELLIER (ENSAM) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Marie-Hélène SANTARELLI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 84 voix.*

**AFFAIRE N° 81 : CULTURE - RESEAU DES MEDIATHEQUES - CONVENTION DE COOPERATION NUMERIQUE ENTRE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE (BNF) ET LA MEDIATHEQUE CENTRALE ÉMILE ZOLA DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Quatre-vingt-un. Réseau des médiathèques. Convention de coopération numérique entre la Bibliothèque nationale de France (BNF) et la médiathèque centrale Émile Zola. Et merci à Bernard Travier d'avoir supervisé, avec Monsieur Gudin de Vallerin, les travaux de la médiathèque Jules Verne à Saint Jean de Védas, qui a été inaugurée la semaine dernière.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix.*

**AFFAIRE N° 82 : CULTURE - RESEAU DES MEDIATHEQUES - RENCONTRES D'AUTEURS - PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DEPLACEMENT - APPROBATION**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix.*

**AFFAIRE N° 83 : CULTURE - COMEDIE DU LIVRE 2020 - PRISE EN CHARGE DE FRAIS - DEMANDES DE SUBVENTIONS - APPROBATION**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix.*

**AFFAIRE N° 84 : CULTURE - AGORA DES SAVOIRS SAISON 11 - CYCLE DE CONFERENCES 2019-2020 - PARTENARIATS AVEC DIVERGENCE FM ET LA MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME DE MONTPELLIER**

**Monsieur le Président**

Affaire 84. Agora des savoirs. Cycle de conférences. Partenariats avec Divergence FM et la Maison des sciences de l'Homme. C'est comme chaque année.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 84 voix.*

**AFFAIRE N° 85 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - RESEAU DES PISCINES - OPERATION TELETHON 2019 DANS LES PISCINES ALEX JANY ET JEAN VIVES - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION FRANÇAISE CONTRE LES MYOPATHIES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix.*

**AFFAIRE N° 86 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - INFRASTRUCTURE NUMERIQUE - APPLICATION MOBILE VOGO SPORT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix.*

**AFFAIRE N° 87 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - ASSOCIATIONS ET CLUBS SPORTIFS - AFFECTATIONS DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix.*

**AFFAIRE N° 88 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - BASSIN VERSANT DU VERDANSON - RENFORCEMENT DE LA PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS - CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE CHU DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme S. JANNIN entre en séance.*

*Mme C. VASSAS MEJRI suppléante de M. G. PASTOR, et MM. JM. DI RUGGIERO sortent de séance.*

*M. A. MOYNIER sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.*

**Monsieur le Président**

Quatre-vingt-huit. Monsieur Lussert vous propose, dans le cadre du bassin versant du Verdanson, le renforcement de la protection contre les inondations, la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et le CHU. Très important. C'est la mise hors d'eau du CHU. Monsieur Lussert.

**Jean-Marc LUSSERT**

Monsieur le Président, chers collègues, effectivement, dans l'exercice de la compétence GEMAPI et l'élaboration des documents d'urbanisme en général, des études hydrologiques sont menées par la Métropole, en particulier sur le bassin du Verdanson, qui accueille en son sein le CHU de Lapeyronie et Arnaud de Villeneuve. Les modélisations ont été faites avec les modèles les plus performants, avec des données du terrain. Et ça a abouti à une nouvelle cartographie quant aux hauteurs d'eau générées pour une pluie centennale ou pour une pluie exceptionnelle, telle que celle enregistrée de triste mémoire en septembre 2014 sur le bassin versant voisin de la Mosson. Je pense à Grabels et Juvignac. Or compte tenu de la sensibilité des équipements hospitaliers, face à ce risque d'inondation, il faut modifier la protection du CHU pour ces événements très exceptionnels. Ça, c'est le rôle de la Métropole. Par contre, dans la solution qui a été proposée, le Val d'Aurelle, qui est un affluent du Verdanson et qui a été complètement busé, sert aussi d'écoulement des eaux pluviales. Donc l'idée, c'est de soulager ce Font d'Aurelle – pardon, j'ai dit Val d'Aurelle tout à l'heure. Pour soulager ce Font d'Aurelle, il faut faire un réseau pluvial pour les hôpitaux, qui soit autonome, qui ne passe plus par cet affluent. Or le réseau pluvial du CHU appartient au CHU. Donc il fallait une convention pour que, conjointement, la Métropole soit à la maîtrise d'œuvre d'aménagement, d'une part, comme je l'ai dit tout à l'heure, et aussi soit en charge des études du réseau pluvial du CHU et des connexions de ce réseau pluvial par rapport au Font d'Aurelle. Les travaux se font quasiment dans le même espace, quasiment dans le même esprit. Il était plus efficace de n'avoir qu'un seul maître d'œuvre : la Métropole. Donc cette convention propose de confier la maîtrise d'ouvrage. Le CHU confie sa maîtrise d'ouvrage et le suivi de la maîtrise d'œuvre à la Métropole. L'enjeu financier est de 409 205 euros, pour essentiellement réaliser des études dans un premier temps. Cette somme sera payée par la Métropole. Bien entendu, le CHU, avec les modalités qui sont inscrites dans la convention, remboursera la Métropole de ce montant. Donc il est demandé d'approuver ce projet de convention avec le CHU et de dire que les crédits sont au budget.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Lussert. Qui demande la parole ? Oui, Monsieur Revol.

**René REVOL**

Juste pour me féliciter de cette initiative, qui va être une première étape dans l'aménagement du Verdanson, qui est vital pour Montpellier. Et je signale que le Font d'Aurelle prend sa source à Grabels, et que donc nous avons déjà, sur le schéma pluvial de Grabels, intégré la nécessité de traiter cela à la source. Ainsi, on va pouvoir mener une opération d'ensemble sur l'ensemble du Font d'Aurelle. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Revol.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Rabii YOUSSEUS.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 79 voix.*

**AFFAIRE N° 89 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - ADHESION A L'ASSOCIATION CENTRE EUROPEEN DE PREVENTION DE RISQUE D'INONDATION (CEPRI) - DESIGNATION DE REPRESENTANTS - APPROBATION**

*M. JM. DI RUGGIERO entre en séance.*

*M. G. BALAZUN sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire quatre-vingt-neuf. Adhésion à l'association Centre Européen de prévention de risque d'inondation.

*Il est proposé de désigner au sein du Conseil d'administration de l'association CEPRI, un représentant de la Métropole et son suppléant.*

*Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :*

- Monsieur Philippe SAUREL, titulaire ;*
- Monsieur Jean-Marc LUSSERT, suppléant.*

*Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.*

*Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 81 voix.*

*Abstentions : 2 voix.*

*Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. Éric PETIT.*

**Monsieur le Président**

Merci de votre confiance.

**AFFAIRE N° 90 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - GESTION DES COURS D'EAU SUR LE BASSIN VERSANT DU LEZ - DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DECLARATION D'INTERET GENERAL - APPROBATION**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix.*

**AFFAIRE N° 91 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - FINANCEMENT DE POSTES - CHARGE(E) D'ANIMATION DES CAPTAGES PRIORITAIRES DU FLES - CHARGE(E) DE MISSION EAU ET AGROECOLOGIE ET RESTAURATION DES MILIEUX LAGUNAIRES - CHARGE(E) DE CONTROLE DES REJETS INDUSTRIELS ET DES DECHETS TOXIQUES - SOLLICITATION DES AIDES FINANCIERES AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE ET DE LA REGION OCCITANIE PYRENEES MEDITERRANEE - APPROBATION**

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix.*

**AFFAIRE N° 92 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - CONTRAT TERRITORIAL POUR LE MOBILIER USAGE (CTMU) 2019-2023 AVEC L'ECO-ORGANISME ECO-MOBILIER POUR LA REPRISE ET LA VALORISATION DES DECHETS D'AMEUBLEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix.*

**AFFAIRE N° 93 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - COOPERATION DECENTRALISEE - AIDE AUX COMMUNES FRAPPEES PAR LES INONDATIONS D'AOUT 2019 DANS LA VALLEE DE L'ARGHEN (MAROC) - AUTORISATION**

*Mme M. BODKIN sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Quatre-vingt-treize. Coopération décentralisée. Vous l'avez suivi, Madame Galabrun. Dites-nous-en un mot.

**Jackie GALABRUN-BOULBES**

Dans le cadre de la coopération décentralisée, nous avons une opération avec le Maroc, dans la vallée de l'Arghen. Ils ont subi au mois d'août 2019 une inondation, qui est arrivée sur le stade de foot : huit morts et des dégâts. Donc on a d'abord envoyé, avec le Président, une lettre de soutien à tous les Maires qui composent la vallée de l'Arghen. De là, nous avons regardé avec Experts-Solidaires qu'est-ce qu'on pourrait faire pour les aider. Ils nous ont donné le montant dont ils auraient besoin pour les accompagner. En fonction de ça, je vous propose de voter une subvention de 5 000 euros ce soir. On n'est pas les seuls partenaires à les accompagner. Voilà pourquoi le montant est de 5 000 euros.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 82 voix.*

**AFFAIRE N° 94 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "ENVIRONNEMENT" - EXERCICE 2019**

*MM. H. DE VERBIZER et R. COTTE sortent de séance, le pouvoir de Mme P. MIRALLES accordé à M. R. COTTE est temporairement annulé.*

**Monsieur le Président**

Quatre-vingt-quatorze. Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique « Environnement », exercice 2019. Madame Barthas.

**Valérie BARTHAS-ORSAL**

Monsieur le Président, cette subvention va être attribuée au Repair Café Grand Montpellier. C'est un signe fort de votre engagement en faveur du zéro déchet, comme le sont l'extension des consignes de tri, la rénovation de Demeter, ou l'implantation des composteurs. À noter que la SERD, la semaine européenne de réduction des déchets 2019 a commencé hier, et nous avons eu la joie, avec Isabelle Guiraud, Maire de Saint Jean de Védas, d'inaugurer un composteur de quartier. Il est à noter que, dimanche prochain, nous allons avoir, dans le cadre de cette SERD 2019, un geste fort aussi vis-à-vis des Montpelliérains. C'est-à-dire que nous allons fêter les dix ans du Repair'Café. Le Vieux Biclou va s'associer également à ce moment fort, car les Montpelliérains et les habitants de la métropole pourront venir avec leurs objets cassés, avec leur vélo abîmé, et nous allons les aider à réparer leurs objets. Ceci va leur permettre, un, de gagner en pouvoir d'achat, et deux, de réduire la production des déchets. Voilà.

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 79 voix*

**AFFAIRE N° 95 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - APPEL A PROJETS "FONDS MOBILITES ACTIVES - CONTINUITES CYCLABLES" - CONVENTIONS DE FINANCEMENT ENTRE L'ETAT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme M. BODKIN et M. R. COTTE avec le pouvoir de Mme P. MIRALLES entrent en séance.*

*Mme F. GABORIT, suppléante de M. E. PENSO et MM. JN. FOURCADE et B. TRAVIER sortent de séance.*

**Monsieur le Président**

Quatre-vingt-quinze, Appel à projets « Fonds mobilités actives – continuités cyclables ». Conventions de financement avec l'État, la Métropole. Ce sont les trois dossiers qui ont été retenus dans l'appel à projet vélo. Il y en a qui nous ont fait des articles complètement absurdes, en disant que l'on n'avait pas candidaté, etc. On a candidaté : on a eu trois projets, sur cinq. Les deux projets... Je laisserai la parole à Thierry Breysse, évidemment, mais il y a deux projets qui n'ont pas été retenus pour cet appel à projet – parce qu'il y en aura d'autres – : c'est la route de Toulouse et la piste cyclable entre Saint-Gély-du-Fesc et Montpellier, qui étaient les plus chers. Mais les trois premiers projets ont été retenus pour un financement partagé avec l'État. Monsieur Breysse.

**Thierry BREYSSE**

Monsieur le Président, chers collègues, je rappelle que la Métropole a établi en 2019 un Schéma directeur des mobilités actives, avec trois niveaux de réseau : le réseau magistral ou autoroute à vélo pour les principales voiries pénétrantes, dont le grand contournement de Montpellier et l'ancienne voie ferroviaire. On a prévu à terme 171 km de réseau. Actuellement, il existe 80 km. Ensuite, on a le réseau 2 de liaisons structurantes, qui dessert et relie les principaux pôles de la métropole. On a prévu à terme 114 km. On a 39 km existants. En même temps, le gouvernement a lancé le Plan vélo mobilités actives, qui soutient ces projets itinéraires cyclables continus.

Justement, comme vous l'avez dit, trois dossiers métropolitains ont été retenus par le ministère. Le premier, ça concerne Villeneuve-lès-Maguelone et Lattes. C'est le premier projet de création d'une passerelle pour le franchissement de la Mosson sur la RD986, et la subvention s'élève à 50 000 euros hors taxes. Le deuxième, ça va faire plaisir au Maire de Montferriez-sur-Lez, c'est la création d'une piste cyclable mixte le long de la RN17-E11. Subvention conséquente de 200 329 euros hors taxes. Troisième projet : le cheminement piéton cycliste le long de la rue François Joseph Gossec, sur le RM132. Subvention obtenue : 76 990 euros hors taxes. On vous demande d'approuver, bien sûr, ces trois conventions. Et notre Schéma directeur est parti.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Breysse. Qui demande la parole ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 79 voix.*

**AFFAIRE N° 96 : TRANSPORTS ET MOBILITE - MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE CYCLABLE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - VOYAGE D'ETUDES SUR LA POLITIQUE CYCLABLE A COPENHAGUE (DANEMARK) DU 22 AU 24 OCTOBRE - PRISE EN CHARGE DES FRAIS - AUTORISATION**

*Mmes F. GABORIT, suppléante de M. E. PENSO, C. VASSAS MEJRI suppléante de M. G. PASTOR, et MM. G. BALAZUN, JN. FOURCADE, et H. DE VERBIZIER entrent en séance.*

*Mme A. LLEDO sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.*

**Monsieur le Président**

Monsieur Rico, dans l'affaire 96, vous propose la mise en œuvre de la politique cyclable de la Métropole. Voyage d'études sur la politique cyclable à Copenhague, avec Monsieur Majdoul. Madame Cassar.

**Michelle CASSAR**

Monsieur le Président, vous nous demandez de prendre en charge les frais de mission...

**Monsieur le Président**

Oui.

**Michelle CASSAR**

... pour un déplacement du 22 au 24 octobre à Copenhague, d'un montant de 30 000 euros. Simplement, deux petites questions. Bien sûr, je voterai pour, il n'y a pas de souci. Mais deux questions se posent à moi. La première concerne une question sur la forme, à savoir : puisque nous avons des conseils de Métropole chaque mois, pourquoi on ne passe pas ce genre de rapport avant plutôt qu'après ?

**Monsieur le Président**

Parce que la date a été changée trois fois.

**Michelle CASSAR**

Parce que ces dates, elles sont fixées quand même relativement...

**Monsieur le Président**

Non. Justement, non. Sur ce cas, non. On a changé trois fois la date.

**Michelle CASSAR**

Bon, à la première, j'ai eu la réponse. Pour la deuxième question, c'est plus sur le plan juridique, à savoir : est-ce qu'une délibération peut avoir un effet rétroactif ?

**Monsieur le Président**

Oui.

**Michelle CASSAR**

Oui ? Je ne sais pas, je vous pose la question.

**Monsieur le Président**

Oui. Mais sachez que les 29 469 euros, ce n'est pas que pour M. Majdoul et moi.

**Michelle CASSAR**

Non, mais j'ai bien lu le rapport. Il y a des représentants, il y a deux représentants de Vélocité.

**Monsieur le Président**

Plus les fonctionnaires de la Métropole.

**Michelle CASSAR**

Ce n'est pas le problème. Simplement, c'est la question que je me posais par rapport à la date. C'est vrai, ce rapport, pourquoi ne pas l'avoir passé avant ? Mais bon, vous m'avez apporté une réponse. La deuxième concernait le plan juridique, à savoir si une délibération pouvait avoir un effet rétroactif.

**Monsieur le Président**

En fait, on a été reçus par une boîte qui s'occupe de la mise en place du vélo à Copenhague, qui s'appelle *Copenhagenize*, et dont le Président, et dont le Directeur, le Co-directeur, est l'ancien Maire de Copenhague, chargé des déplacements. Ensuite, on a eu un cours, carrément un cours, avec la fonctionnaire qui est chargée de la mise en place effective de la politique cyclable, qui s'appelle Marie Kastrup, et qui a fait une partie de ses études à Montpellier d'ailleurs, qui parle très bien français.

Monsieur Meunier, puis Monsieur Rouilleault.

**Cyril MEUNIER**

À l'instar de ma collègue Michelle Cassar, on va voter pour. Tout le monde, enfin toute personne qui a géré une collectivité sait que, parfois, on se retrouve avec des délibérations un peu postérieures, il ne faut pas tenir... Par contre, comme on a pris en charge des frais de personnes extérieures aux personnels et aux élus de la Métropole, est-ce qu'à ce titre-là ça ne nous pose pas un souci ? C'est la seule chose. Maintenant, le trésorier les paiera. Mais évitons, la prochaine fois qu'on emmène des personnes extérieures, soit élus, soit cadres de la Métropoles, de se mettre dans ces situations-là, parce qu'on pourrait avoir des problèmes avec la trésorerie.

**Monsieur le Président**

Mon épouse est venue avec moi. Je confesse. Mais c'est moi qui ai payé.

**Cyril MEUNIER**

Non, je ne parle pas du tout de votre épouse. Non, Philippe. Je parle de personnes extérieures. Là, c'est les gens de Vélocité, etc. Il fait faire gaffe, parce que ça peut arriver.

**Monsieur le Président**

Oui, mais je le dis clairement. Je n'ai rien à cacher.

**Cyril MEUNIER**

Ça peut arriver.

**Monsieur le Président**

Monsieur Rouilleault.

**Henri ROUILLEAULT**

Je n'ai aucun problème à régulariser un tel déplacement. Je trouve que c'est une très bonne idée d'aller à Copenhague. Ma seule demande, ce serait que nous puissions tous, comme les Danois sont très en avance et depuis longtemps sur ces sujets-là par rapport à nous, qu'on puisse avoir la note de synthèse du déplacement. Donc profitez tous de la leçon que vous avez pu avoir.

**Monsieur le Président**

Moi, j'ai déjà pris une leçon. C'est que Copenhague a un réseau viaire qui entoure la ville qui est de première catégorie. C'est-à-dire qu'il n'y a personne en bagnole qui traverse Copenhague, parce qu'il y a des voies de contournement. J'ai vu des huit voies, quand même. Donc tout ce qui va à l'aéroport, et tout ça, le port, l'aéroport, c'est lié par un système de contournement qui fait que Copenhague, finalement, ne peut recevoir que les gens qui ont quelque chose à faire à Copenhague ou les gens qui y vivent. Alors que nous, par exemple, on assure le transit en permanence de l'est à l'ouest et du nord au sud.

*Intervention hors micro***Monsieur le Président**

Oui, mais franchement. Après, la politique cyclable, elle est assez formidable. Comment dire... Tout a été fait pour le vélo. Les gens, ils roulent à vélo l'hiver, sous la neige, et tout ; c'est terrible. Mais bon, si tu as un genou comme le mien, tu ne peux pas aller à Copenhague. Parce qu'il n'y a pas de tramway. Madame Bouallaga.

**Sabria BOUALLAGA**

Du coup, quel intérêt d'y être allé ? Puisque Copenhague, on sait que c'est une ville qui est complètement multimodale, enfin, exclusivement cycliste. Du coup, quel intérêt d'y être allé, puisqu'on le savait déjà ? Si ce n'est que ça s'apparente à un voyage touristique.

**Monsieur le Président**

Ça s'apparente à quoi ?

**Sabria BOUALLAGA**

À un voyage touristique, puisque là, vous dites clairement que Copenhague n'est pas comparable. On va visiter des villes quand on sait qu'on peut comparer des choses. Là vous êtes allés dans une ville qui propose quelque chose d'impossible à envisager à Montpellier. Donc vous êtes en train de nous dire que vous êtes allés à Copenhague, que c'est super, que c'est magnifique, mais qu'on ne peut pas le transposer à Montpellier. Donc à quoi ça sert ?

**Monsieur le Président**

Comment je fais ? Je vous réponds de quelle façon ?

**Sabria BOUALLAGA**

Comme vous voulez. Moi, je vous dis ce que je pense, c'est tout. Moi je vous dis qu'il y a bien des villes en France sur lesquelles on peut comparer la circulation multimodale. Pas la peine d'aller à Copenhague. C'est juste ça que je veux dire. Alors évidemment que ça ne dérange pas, qu'on va voter pour, parce que ce n'est pas notre argent aujourd'hui, enfin, c'est l'argent de tout le monde.

**Monsieur le Président**

C'est donc votre argent.

**Sabria BOUALLAGA**

Mais si aujourd'hui on devait diviser les 30 000 euros, moi je suis d'accord, s'il faut le faire, je le ferai. Trente mille euros aujourd'hui divisés par quatre-vingt-douze personnes : faisons-le, si quelqu'un peut me faire l'opération. Posons-le aujourd'hui et disons que c'est notre argent qui sort. Ce n'est pas l'argent, ici, des élus, donc c'est facile de voter et de dire « OK ».

*Réaction de Pascal Krzyzanski.*

C'est bon, Pascal, t'arrêtes de couper la parole, OK ? Tu me laisses finir. Donc voilà, c'est facile de dire « OK on vote ». Ce que je veux dire simplement, c'est que c'est super, on va voir ce qui se passe ailleurs. Moi, je vous encourage à le faire, il n'y a pas de souci. Je dis juste que nous avons déjà en France et autour de la Méditerranée des villes qui fonctionnent de façon tout à fait remarquable, et même exemplaire, sur lesquelles on peut s'appuyer.

*Réaction de plusieurs conseillers.*

Pas la peine d'aller... Je vous laisse le soin de l'étudier.

**Monsieur le Président**

J'ai compris votre raisonnement, Madame Bouallaga.

**Sabria BOUALLAGA**

Compris ou pas, je vous ai dit ce que je pensais.

**Monsieur le Président**

Moi, je vous ai compris.

**Sabria BOUALLAGA**

Tant mieux, que vous m'ayez comprise. En tout cas, moi, je vous dis ce que je pense.

**Monsieur le Président**

Et je vous préfère dans l'opposition que dans la majorité, parce que vous êtes trop calme dans la majorité.

**Sabria BOUALLAGA**

Ah oui, c'est clair. Disons que...

**Monsieur le Président**

Vous animez bien la séance. Ça me va.

**Sabria BOUALLAGA**

Écoutez, vous me tendez la perche. Vous me tendez la perche, parce que, justement, dans la majorité, le débat, il n'y en a pas. Prenons un exemple : 95 affaires du Conseil municipal balayés en cinq minutes au profit de votre agenda qui, lui, a duré 45 minutes. Donc ne venez pas me donner des leçons de morale sur ma façon de parler.

**Monsieur le Président**

Non, mais vous êtes parfaite. Je ne vous donne pas de leçon de morale. Un coup vous êtes dans la majorité, un coup vous êtes dans l'opposition. Moi je m'y fais, je m'y habitue.

**Sabria BOUALLAGA**

Je n'ai pas de leçons à recevoir de quelqu'un qui est un coup En Marche, un coup avec les Bleus, un coup avec les Verts.

**Monsieur le Président**

Je n'ai jamais été En Marche, moi.

**Sabria BOUALLAGA**

Franchement, balayez devant votre porte.

**Monsieur le Président**

Jamais En Marche, moi.

**Sabria BOUALLAGA**

Oui, mais ça ne vous a pas dérangé d'inviter certaines personnes à venir En Marche, apparentés.

**Monsieur le Président**

Et alors ? Vous non plus.

**Sabria BOUALLAGA**

Moi, quand je fais quelque chose, je l'assume. Si demain je dis que je suis En Marche, je suis En Marche. Et si je le fais, je le fais. Quand j'étais socialiste, j'avais ma carte au Parti socialiste, et je n'en avais pas honte. J'en ai été exclue, mais aujourd'hui je ne dis pas que je suis un coup En Marche, un coup avec les Bleus, un coup avec les Verts, tout ça parce que ce sont des méthodes électoralistes. Donc ne venez pas me donner des leçons de morale sur mon positionnement.

**Monsieur le Président**

Mais ce n'est pas de la morale.

**Sabria BOUALLAGA**

Si.

**Monsieur le Président**

Moi, je vous préfère dans l'opposition que dans la majorité.

**Sabria BOUALLAGA**

Écoutez, moi, je me préfère aussi dans l'opposition, parce que là au moins je peux vous dire ce que je pense, parce que dans la majorité ce n'est pas possible.

**Monsieur le Président**

Je ne vous ai jamais empêchée de me dire ce que vous pensiez.

**Sabria BOUALLAGA**

Parce que le débat doit exister avant tout au sein d'une majorité.

**Monsieur le Président**

Mais vous habitez à Juvignac, maintenant.

**Sabria BOUALLAGA**

Il ne s'agit pas de ma vie privée.

**Monsieur le Président**

Vous n'habitez plus à Montpellier. Vous avez déménagé. C'est votre droit. Je mets aux voix.

**Sabria BOUALLAGA**

Ne parlez pas de ma vie privée, parce que là vous allez sur un terrain glissant. Et croyez-moi, vous risquez de le regretter. Faites attention. Ce n'est pas une menace.

**Monsieur le Président**

Ce n'est pas votre vie privée de dire que vous habitez à Juvignac.

**Sabria BOUALLAGA**

Ça ne vous regarde pas. Et là je suis à la Métropole.

**Monsieur le Président**

Vous n'habitez plus Montpellier.

**Sabria BOUALLAGA**

Ça ne vous regarde pas. J'habite à Montpellier, et j'ai une maison à Juvignac. Et alors ? Est-ce que ça vous pose un problème ? Est-ce que ça pose un problème, les gens qui réussissent, qui viennent des quartiers populaires et qui réussissent ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mustapha MAJDOUL, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 81 voix.*

**AFFAIRE N° 97 : TRANSPORTS ET MOBILITE - REGLEMENT DE L 'APPEL A IDEES POUR L'HABILLAGE DE LA LIGNE 5 DE TRAMWAY - DESIGNATION DES MEMBRES DU JURY - APPROBATION**

*Affaire reportée au prochain Conseil.*

**AFFAIRE N° 98 : TRANSPORTS ET MOBILITE - CHARTE DE SIGNALISATION ET SCHEMA DIRECTEUR DE SIGNALISATION DIRECTIONNELLE ROUTIERE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 99 : TRANSPORTS ET MOBILITE - CONTRIBUTION A LA STRATEGIE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DU VEHICULE AUTONOME - EXPERIMENTATION POUR DES DROÏDES AUTONOMES DE LOGISTIQUE URBAINE A MONTPELLIER - ACCORD DE CONSORTIUM - CONVENTION AVEC LE POLE DE COMPETITIVITE CARA - APPROBATION**

*M. B. TRAVIER entre en séance.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix.*

**AFFAIRE N° 100 : TRANSPORTS ET MOBILITE - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE ENVIRONNEMENT ET TRANSPORTS - EXERCICE 2019**

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Régine ILLAIRE.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 83 voix.*

**AFFAIRE N° 101 : TRANSPORTS ET MOBILITE - ADHESION A LA CENTRALE D'ACHAT DU TRANSPORT PUBLIC (CATP) - DESIGNATION D'UN REPRESENTANT - APPROBATION**

*Il est proposé de désigner un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'association Centrale d'Achat du Transport Public.*

*Monsieur le Président propose la candidature suivante :  
- Monsieur Jean-Pierre RICO.*

*Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.*

*Il est proposé de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. Éric PETIT.*

**AFFAIRE N° 102 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - INVESTISSEMENT - CONVENTIONS DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA METROPOLE ET LES COMMUNES DE RESTINCLIERES, SAINT JEAN DE VEDAS, CURNONSEC, CURNONTERRAL, SAINT GEORGES D'ORQUES ET MURVIEL-LES-MONTPELLIER - MODIFICATION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix.*

**AFFAIRE N° 103 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - PROGRAMMATION 2019 - TRAVAUX DE RENOVATION ET DE MISE EN CONFORMITE DE L'ECLAIRAGE PUBLIC - TRAVAUX DE DISSIMULATION DES RESEAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC SUR LA COMMUNE DE SAINT-DREZERY - MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT DES TRAVAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC DE LA COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRES D'HERAULT ENERGIES - AUTORISATION DE SIGNATURE- APPROBATION**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Marc ALAUZET, Mme Titina DASYLVA, Mme Aline DESTAILLATS, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 71 voix.*

**AFFAIRE N° 104 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTION TRIPARTITE DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE HERAULT ENERGIES, LE SYNDICAT D'ELECTRICITE DE LA REGION NORD-EST DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Marc ALAUZET, Mme Titina DASYLVA, Mme Aline DESTAILLATS, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 70 voix.*

**AFFAIRE N° 105 : HORS COMMISSION - PARC GERARD BRUYERE - ÉQUIPEMENTS D'INTERET METROPOLITAIN - TRANSFERT DU PARC - MODALITES - APPROBATION**

*Affaire reportée au prochain Conseil.*

**AFFAIRE N° 106 : HORS COMMISSION - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION ENSEMBLE CONTRE LE SIDA SIDACTION A L'OCCASION DE LA 16EME FETE DES VIGNES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix.*

**AFFAIRE N° 107 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE - SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) - RAPPORT SPECIAL 2018 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix.*

**AFFAIRE N° 108 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE (SA3M) - RAPPORT SPECIAL 2018 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix.*

**AFFAIRE N° 109 : HORS COMMISSION - COMMUNE DE CASTRIES - CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA REALISATION D'UNE LIAISON PIETONNE PROVISOIRE LE LONG DE LA RM26 - ROUTE DE BAILLARGUES ENTRE L'AVENUE DE LA GARE ET LE CIMETIERE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix.*

**AFFAIRE N° 110 : RESSOURCES HUMAINES - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE RESSOURCES HUMAINES - EXERCICE 2019**

*M. Y. PELLET entre en séance.*

*Mme S. BOUALLAGA sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? Oui, Monsieur Bonnal.

**Pierre BONNAL**

Je ne vote pas contre. Je voulais savoir pourquoi on augmente simplement de 2 %. Est-ce que les effectifs n'ont augmenté que de 10 % dans la Métropole ? C'est tout. Je n'ai pas les chiffres en tête.

**Monsieur le Président**

Madame Illaire. Qui peut répondre à Monsieur Bonnal ? Bon, on vous répond ultérieurement.

**Pierre BONNAL**

Je ne me contente pas de cette réponse.

**Monsieur le Président**

Je ne suis pas capable, moi, de vous répondre.

**Pierre BONNAL**

J'ai compris. Tu devrais y aller, peut-être, présider le CT ?

**Monsieur le Président**

Ah non, je ne peux pas tout présider.

**Pierre BONNAL**

Mais si. C'est amusant.

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

**Pierre BONNAL**

Non, je m'abstiens.

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? Une abstention.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Rosy BUONO, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Régine ILLAIRE, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 75 voix.*

*Abstention : 2 voix.*

*Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Marie-Christine PANOS.*

**AFFAIRE N° 111 : RESSOURCES HUMAINES - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET VILLE DE MONTPELLIER - ÉLARGISSEMENT DU SERVICE COMMUN DE LA DIRECTION DES RELATIONS INTERNATIONALES - AVENANT A LA CONVENTION DE SERVICE COMMUN - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Affaire reportée au prochain Conseil.*

**AFFAIRE N° 112 : RESSOURCES HUMAINES - REMUNERATION - INSTAURATION DE LA PRIME DE RESPONSABILITE DES EMPLOIS ADMINISTRATIFS DE DIRECTION**

*Affaire reportée au prochain Conseil.*

**AFFAIRE N° 113 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DES MODALITES DE REALISATION D'HEURES SUPPLEMENTAIRES ET DE MISE EN ŒUVRE DES COMPENSATIONS ET INDEMNISATIONS - APPROBATION**

*Affaire reportée au prochain Conseil.*

**AFFAIRE N° 114 : RESSOURCES HUMAINES - REGIME INDEMNITAIRE - MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA PART COMPLEMENTAIRE - APPROBATION**

*Affaire reportée au prochain Conseil.*

**AFFAIRE N° 115 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION**

*Affaire reportée au prochain Conseil.*

**AFFAIRE N° 116 : FINANCES - VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT (APCP) - REVISIONS - ADOPTION**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

## **AFFAIRE N° 117 : FINANCES - BUDGET 2019 - DECISION MODIFICATIVE N°1 - ADOPTION**

**Monsieur le Président**

Qui veut des précisions auprès de Max ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix.*

*Contre : 2 voix.*

*Ont voté contre : Mme Anne BRISSAUD, M. Éric PETIT.*

## **AFFAIRE N° 118 : FINANCES - ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2019 DEFINITIVE SUITE A LA CLETC DU 4 JUILLET 2019 - APPROBATION**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix.*

## **AFFAIRE N° 119 : FINANCES - FONDS DE CONCOURS 2019 AUX COMMUNES - APPROBATION**

*Mme S. BOUALLAGA entre en séance.*

*M. JL. SAVY sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme E. LLORET.*

**Monsieur le Président**

Affaire 119. Fonds de concours 2019. Qui demande des précisions ? Ça concerne les communes de Lavérune, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues. Oui, Monsieur le Maire de Montaud.

**Joël RAYMOND**

Monsieur le Président, mes chers collègues, je me réjouis de cette délibération, dans la mesure où la Métropole réinvestit, j'oserais dire, dans nos communes, et apporte un soutien financier. Du coup, je trouve que le terme de fonds de concours est inapproprié, puisqu'il faudrait plutôt le mentionner comme une subvention, si j'ai bien compris, de la Métropole, auprès de ces communes qui ont fait un investissement et donc qui reçoivent une certaine somme. Vous savez que le terme de fonds de concours aujourd'hui – Max pourra me contredire, mais – on l'utilise lorsque les AC sont insuffisantes et lorsque les communes ont besoin d'apporter un complément pour l'investissement. À ce moment-là, on désigne un fonds de concours. Or là, c'est l'inverse.

**Monsieur le Président**

Ce n'est pas faux.

**Joël RAYMOND**

Deuxième chose : j'aurais aimé savoir les critères, comment, aujourd'hui, parce qu'on est un peu sur un retour des PIC, visiblement, projets d'intérêt communautaire, quels sont les critères pour pouvoir...

**Monsieur le Président**

Ce qu'on a déterminé depuis le début, c'est-à-dire qu'ils soient utiles, les équipements, aux communes adjacentes et à une communauté d'agglomération voisine.

**Joël RAYMOND**

D'accord. Alors, ça m'avait grandement échappé, ces critères. Je vous remercie de me les préciser ce soir.

**Monsieur le Président**

On les a votés en début de mandat. Oui, Monsieur Meunier.

## Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, quand, en début de mandat, on a retiré les PIC, qui étaient un système qui créait beaucoup de questionnements, on va dire, on avait décidé que, par territoire, un peu à l'aune de ce que vont redevenir les pôles (pôle littoral, pôle de l'est, etc.), on définirait ensemble des équipements d'intérêt pluricommunal – y compris, comme vous l'avez très bien expliqué, en accord avec les collectivités voisines, les intercommunalités voisines – et qu'on arrêterait après des possibilités de subventionner ces équipements quand ils sont dans les compétences de la Métropole. Loin de moi l'idée de vouloir interdire à Lavérune, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues de recevoir les quelques dizaines de milliers d'euros qui sont mis dans cette délibération, je m'abstiendrai quand même, parce que la question qui se pose, c'est comment ils ont été choisis. Je suis ravi pour eux, mais on est beaucoup de communes à avoir déposé des dossiers, qui correspondent aux critères que vous venez de dire. Je ne vais pas lister tous les dossiers de demande de subvention que la commune de Lattes vous a envoyés, et pour lesquels nous n'avons jamais reçu de réponse, ni négative, ni positive, même pas d'enregistrement. Mais enfin, en particulier, on vient de refaire complètement le palais des sports où jouent les Gazelles, notre équipe de basket féminin de la Métropole. Parce que je tiens bien à ce qu'on précise que le BLMA ne jouerait pas, ne serait pas capable d'être en première division en ligue 1, si la Métropole ne le soutenait pas. C'est la Métropole, c'est l'équipe de la Métropole, le BLMA. Nous avons pris à charge de la commune la rénovation du parquet, la rénovation de l'éclairage. Ça nous a coûté très cher. On a été aidés par le Département et la Région. On n'a pas du tout été aidés par la Métropole. Alors que là, on est pile poil dans ce que vous venez de dire, c'est-à-dire un équipement qui... Je ne cite que celui-là, mais je peux vous parler des *pump track* et du *skatepark* qu'on vient d'inaugurer. Là non plus, on n'a rien touché de la part de la Métropole, alors que ça correspond également à des équipements qui vont être utilisés par nombre de jeunes qui viennent des communes voisines. Une fois de plus, la question est : peut-être y a-t-il des critères ; qu'est-ce qui vous a fait choisir Lavérune, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues sur leur projet – et j'en suis ravi pour eux et j'espère bien qu'ils vont toucher cet argent pour aller au bout de leur projet ou boucler le financement ? C'est quoi, les critères ? Comment vous avez pu choisir ces communes ? Parce que je suis sûr qu'il n'y a pas que Lattes qui a posé... Je suis sûr que Pérols, Baillargues et d'autres ici présentes, ont posé des dossiers. Pourquoi eux n'ont pas été choisis ?

## Monsieur le Président

Écoutez, on étudie les projets, voilà. Et puis quand il y en a qui correspondent aux critères que je vous ai indiqués, c'est-à-dire utile pour les communes voisines et avec un petit rôle pour les intercommunalités voisines, on est toujours dans cet état d'esprit. Ce qu'on a fait d'ailleurs à Beaulieu, où on a aidé, parce que travaillent Restinclières à Beaulieu, mais aussi Saint-Christol. Ce qu'on a l'intention de faire à Villeneuve aussi pour le dojo. On en a déjà parlé. Madame Cassar.

## Michelle CASSAR

Pour revenir un peu sur les critères, juste un petit rappel. On avait déposé une demande il y a quelques années de ça, je dirai un an ou deux ans, pour le complexe de foot. Et on rentre tout à fait dans les critères, puisque je vous avais dit qu'à l'époque, sur les trois cents et quelques adhérents, plus de la moitié venaient des communes voisines, voire de Montpellier. Et la seule réponse qu'on avait eue, c'était que le dossier était à l'étude. Depuis, on n'a plus eu de nouvelles. Ça, c'était la petite parenthèse par rapport aux critères.

Bien évidemment, je suis contente de voir qu'on aura un petit fonds de concours pour l'extension et la rénovation du complexe tennistique. C'est vrai que, je vous rappelle ce que vous aviez dit en conférence de presse il y a, pareil, deux ou trois ans, à l'ITF, conférence de presse ITF à Grabels, où vous aviez dit que vous aideriez la création de courts couverts car il y en avait très peu sur la métropole. Or c'est vrai que nous construisons deux courts couverts, outre la rénovation des quatre courts existants, plus deux courts de *padel*.

Par contre, ce qui me manque dans ce rapport... Je trouve que c'est un peu dommage et je vous demande, Monsieur le Président, de me donner – je sais que vous les avez – le montant des opérations pour chacune des opérations. C'est vrai que le fonds de concours que vous nous proposez de 30 000 euros, bien évidemment, nous l'acceptons avec grand plaisir, mais il ne représente que 2 %. Or ce projet du complexe tennistique rentre dans le contrat Métropole-Région. La Région nous a octroyé une aide à hauteur de 15 %, soit 235 000 euros, le Département nous a octroyé une aide de 5 % (75 000 euros), la Ligue va nous affecter une subvention conséquente, et c'est vrai que la Métropole, 30 000, c'est mieux que rien, mais ça n'est que 2 %. Donc je regrette un peu le montant. Mais j'ai un petit espoir, parce que mon collègue à côté me disait tout à l'heure que, peut-être suite à ton intervention, le Président va dire : « Écoutez, pour Pignan, j'octroie 20 % de plus sur les 1 540 000 hors taxes du montant du projet. »

**Monsieur le Président**

Madame le Maire, si je parlais de cette façon de l'argent public, je ne serais pas crédible. Ce n'est pas mon argent. Donc cela se fait de façon administrativement organisée.

*Intervention hors micro de Michelle Cassar.*

Monsieur le Maire de Saint Geniès.

**Yvon PELLET**

Sur le projet, puisque, Cyril, tu demandais les critères, sur le projet de Saint Geniès, c'est une aire de lavage des engins agricoles, pour la cave coopérative. On a une dizaine de communes qui sont adhérentes à la cave coopérative. Notamment à côté de chez moi, il y a Restinclières, il y a Saint-Brès, il y a même le Maire de Montferrier qui portent la cave coopérative. Donc c'est une opération globale sur l'est, sur le côté Saint Geniès, au niveau de la politique agroécologique de la Métropole.

**Monsieur le Président**

OK. Qui demande la parole. Monsieur le Maire de Prades.

**Jean-Marc LUSSERT**

Je voudrais remercier la Métropole. J'ai écouté Madame Cassar et le décompte des subventions qu'elle a sur son projet. Moi je compte assez rapidement : j'ai comme subvention la Métropole, la Métropole et la Métropole. Parce que la Région et le Département, ils ont aux abonnés absents.

**Michelle CASSAR**

*(Hors micro.)* Sur quel montant ?

**Jean-Marc LUSSERT**

Sur un montant qui n'est pas le même que toi, mais la moitié, 800 000 euros.

**Monsieur le Président**

Monsieur Meunier.

**Cyril MEUNIER**

À l'aune de toutes ces discussions, quand je vous entends, Président, dire que c'est géré administrativement par les services sur des critères très clairs, honnêtement, je ne les ai pas saisis, moi, les critères. Yvon : l'aire de lavage d'engins agricoles, je n'en ai pas chez moi. Mais, par contre, un *pump track*, j'en ai deux, plus un *skatepark*. La construction de vestiaires sportifs pour l'équipe métropolitaine de football américain, j'ai dû mettre 1,5 million, je crois, de travaux dans le palais des sports où jouaient les basketteuses. L'extension et la rénovation du complexe tennistique, pareillement, on a augmenté les courts, on en a refait deux. Et la création d'un nouveau terrain de tambourins : je n'ai pas de tambourins. Je ne veux pas en faire une question sur Lattes. Mais qu'est-ce qui fait choisir ces dossiers plutôt que les autres – les autres qui sont envoyés par Saint-Brès, par Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols ? Les critères dont vous m'avez parlé, Président, vous avez été incapable de me les donner. Et je ne vois pas quelle est la particularité. Je n'ai rien contre Saint-Drézéry, évidemment. Mais le *pump track* de Saint-Drézéry, est-ce qu'il va drainer plus de gens que celui de Lattes ? Je ne suis pas...

**Jackie GALABRUN-BOULBES**

*(Hors micro.)* Si.

**Cyril MEUNIER**

Oui, bien sûr, c'est évident, ça m'avait échappé, Jackie. Excuse-moi.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 68 voix.*

*Abstentions : 17 voix.*

*Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Anne BRISSAUD, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Cyril MEUNIER, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Éric PETIT, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.*

## **AFFAIRE N° 120 : FINANCES - ADMISSIONS EN NON-VALEUR - EXERCICE 2019 - APPROBATION**

*Mme S. JANNIN et M. T. DEWINTRE sortent de séance.*

**Monsieur le Président**

Affaire 120. Admissions en non-valeur pour l'exercice 2019. Qui demande des précisions ? Oui, Madame Brissaud.

**Anne BRISSAUD**

Monsieur le Président, chers collègues, au regard du débat suscité par l'affaire précédente, je voudrais juste que celle-là ne passe pas inaperçue, parce que c'est quand même 93 000 euros, 93 777,38 euros exactement, sur lesquels nous allons tirer un trait. Quand on regarde la liste des débiteurs, on peut quand même s'étonner et regretter ensemble que l'Urssaf, la Caisse d'allocations familiales, le ministère des Affaires sociales, le ministère de la Culture fassent partie, justement, de ces débiteurs. Il y a un autre point aussi. Cela, c'est une année seulement. Et puis il y en a un autre, le Centre national pour l'aménagement des structures et des exploitations agricoles, qui, sur trois ans consécutifs... On n'a pas retrouvé, plus exactement... Je ne vais pas dire qu'ils n'ont pas payé leur dette, je vais dire plus exactement qu'on n'aurait pas retrouvé la source ou la raison pour laquelle finalement ils sont débiteurs. Mais c'est quelque chose qui me semble important. C'est quand même 93 000 euros, sur lesquels, finalement... Peut-être que vous auriez pu être d'accord pour les partager aux communes qui avaient des projets. C'est bien dommage. C'était juste pour attirer cette attention.

**Monsieur le Président**

OK. Monsieur Lévita.

**Max LÉVITA**

Je précise... Je l'ai déjà précisé à Madame Brissaud en Commission. Mais c'est ça, l'enseignement. Ça ne me change pas. Il faut répéter incessamment. La démarche d'admission en non-valeur, c'est une demande qui est faite par le comptable de la collectivité, à son ordonnateur. Donc là, un titre de recette est proposé en non-valeur à la collectivité, dès lors que la trésorerie municipale, malgré toutes les diligences qu'elle a effectuées, ne peut obtenir le recouvrement. Quand on met un titre en non-valeur, l'ordonnateur n'annule pas la dette. Les explications sur le CNASEA, c'était l'époque où il y avait les emplois jeunes. Il y en avait un très grand nombre. Ils ont été suivis d'une manière imparfaite, vraisemblablement, et par les services, et par l'ordonnateur. On vous propose là une non-valeur. C'est 90 000. Il y a des opérations qui datent de 1994. On aurait pu faire mieux, c'est vrai. Mais si Madame Brissaud suivait, c'est le chiffre le plus bas que j'ai proposé depuis cinq ans.

**Anne BRISSAUD**

*(Début d'intervention hors micro.)* Il ne s'agissait pas d'une question polémique. Je n'ai pas posé de question. Je n'ai pas dit que je ne comprenais pas. J'ai juste dit qu'on pouvait juste regretter, Monsieur Lévita. J'étais en Commission, effectivement. On en a parlé. Tout le monde le regrettait. Je ne vois pas pourquoi ce soir, vous ne le regrettez pas. C'est tout. Mais si vous voulez polémiquer, polémiquez. Allez-y. Continuez à dire que je ne comprends rien.

**Max LÉVITA**

Vous le regrettez pour faire la maline.

**Anne BRISSAUD**

Et continuez à dire que ces 93 000 euros, on les retrouvera un jour, si vous voulez. Cela m'est égal. Dites ce que vous voulez. Je pense que les Montpelliérains comprendront.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix.*

**AFFAIRE N° 121 : FINANCES - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE URBANISME ET HABITAT - EXERCICE 2019**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix.*

**AFFAIRE N° 122 : FINANCES - AFFECTATION DU PRODUIT ISSU DU FORFAIT POST-STATIONNEMENT - APPROBATION**

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix.*

**AFFAIRE N° 123 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE MONTPELLIER - QUARTIER CAMBACERES - CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - AVENANT A LA CONCESSION N°7 - AVENANT A LA CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE N°6 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. T. DEWINTRE entre en séance.*

**Cyril MEUNIER**

Monsieur le Président, comme nous l'avons fait avec le Maire de Castelnau-le-Lez lors de l'Assemblée générale et le Conseil d'administration de la SA3M, en tant qu'associés fondateurs, la Commune de Castelnau et la Commune de Lattes, aux côtés de la Commune de Montpellier et de l'ex-Agglomération et maintenant Métropole, nous nous sommes abstenus sur ce CRAC, car il y a un certain nombre de choses sur Cambacérès qui nous posent souci et question. Principale source d'inquiétude : c'est qu'on ne comprend pas vraiment ce qui se passe sur Cambacérès. Il suffit de passer une fois tous les dix jours sur le site de Cambacérès pour voir les routes qui changent de sens, et les bassins de rétention qui sont modifiés au petit bonheur la chance, avec 1 million de mètres cubes de terre a priori pollués qui sont stockés le long de la voie ferrée et pour lesquels aucun marché aujourd'hui ne donne de perspectives d'évacuation, ce qui n'est pas très rassurant par rapport à la caractéristique naturelle et pour partie inondable de ce site. Même si, je répète : la gare n'est pas en zone inondable, pour ceux qui aimeraient à le faire croire. Donc tout en conservant mon entier soutien au caractère impérieux d'avoir cette gare et d'y voir un quartier, celui de Cambacérès, ex-Oz, y prendre place, je, nous nous interrogeons énormément sur les conditions d'attribution du marché de travaux publics qui ont été donnés au mois d'avril dernier, et les conditions de la fin du marché en 2018 et 2019, jusqu'en mars 2019, qui étaient celles des entreprises qui avaient été attributaires en 2015 du premier marché de travaux sur Cambacérès.

Monsieur le Président, face au flou artistique qui reste sur l'aménagement de cette zone où, en plein milieu des bassins de rétention, vous avez déclaré vouloir déplacer le stade, le futur grand stade, nous préférons, pour garantir notre rôle et notre position d'actionnaires et garantir le sérieux de notre engagement en tant qu'élus représentants nos communes, nous préférons nous abstenir sur ce dossier, tout en vous rappelant que, quand on traitera les comptes 2019 sur Cambacérès, il en sera totalement différemment, puisque là nous nous opposerons, étant donné que nous n'avons pas tous les éclaircissements encore aujourd'hui sur la gestion de ce dossier.

De façon complémentaire, évidemment, début 2019, il y a la création de la route que vous avez décidé de créer sur la commune de Lattes en territoire communal et en zone agricole, en la mettant sur le marché de Cambacérès, ce qui n'était en aucune manière possible, ni légalement, ni financièrement. Cette route a coûté 850 000 euros à la SA3M. Je vous en remercie.

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. En principe, vous n'avez pas le droit de vote, Monsieur Meunier.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 58 voix.*

*Abstentions : 17 voix.*

*Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Anne BRISSAUD, M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Thierry QUILLES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.*

**AFFAIRE N° 124 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE CASTELNAU-LE-LEZ - CONCESSION EUREKA - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme S. JANNIN entre en séance.*

*M. R. CAIZERGUES sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Cent vingt-quatre. Communes de Montpellier et de Castelnau-le-Lez. Concession Eurêka. Compte rendu à la collectivité (CRAC). Pas de demande d'intervention ? Si. Monsieur Rouilleault.

**Henri ROUILLEAULT**

Merci, Monsieur le Président. Juste pour signaler le fait que le CRAC ne signale pas de retard en ce qui concerne l'enfouissement des lignes électriques. Or, pourtant, cet argument a été avancé par une décision de la Mairie, de la municipalité, qui nous a laissés très perplexes, qui a été le déplacement de l'école qui était prévue à Eurêka au nord de la voie ferrée maintenant sur ce qu'on appelle à Castelnau le stade Jean Fournier, du nom de l'ancien Maire, prédécesseur de Jean-Pierre Grand. Il n'y a aucun choix évident. Néanmoins, il y a un manque de transparence sur cette question-là et je pense que c'est important qu'on puisse avoir tous les éléments, notamment par la SERM, qui sur ce sujet-là est aménageur d'Eurêka.

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix.*

**AFFAIRE N° 125 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNES DE LATTES ET DE PEROLS - CONCESSION D'AMENAGEMENT ODE A LA MER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - AVENANT N°5 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? Monsieur Fourcade.

**Jean-Noël FOURCADE**

Merci, Monsieur le Président. Le projet des Hauts de Lattes pesant sur l'équilibre financier de la ZAC, je préfère m'abstenir ce soir. Merci.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 74 voix.*

*Abstention : 1 voix.*

*S'est abstenu : M. Jean-Noël FOURCADE.*

**AFFAIRE N° 126 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNE DE MONTPELLIER - CONCESSION PARC 2000 DEUXIEME EXTENSION - CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 75 voix.*

**AFFAIRE N° 127 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNE DE MONTPELLIER - CONCESSION PARC 2000 - EXTENSION ET VILLAGE D'ENTREPRISES ARTISANALES ET DE SERVICES (VEAS) - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - AVENANT N°11 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. L. JAOUL sort de séance.*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 79 voix.*

**AFFAIRE N° 128 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNE DE MONTPELLIER - PORT MARIANNE - PORTES DE LA MEDITERRANEE - ODYSSEUM - CONCESSION D'AMENAGEMENT AVEC LA SERM - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 79 voix.*

**AFFAIRE N° 129 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNES DE MONTPELLIER ET LATTES - ZONES D'ACTIVITES GAROSUD ET GAROSUD EXTENSION - CONCESSION D'AMENAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 79 voix.*

**AFFAIRE N° 130 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNE DE COURNONSEC - VILLAGE D'ENTREPRISES ARTISANALES ET DE SERVICES (VAES) HANNIBAL ET RESTRUCTURATION DU SECTEUR DU FRIGOULET - CONCESSION D'AMENAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - APPROBATION**

*M. R. CAIZERGUES entre en séance.*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix.*

**AFFAIRE N° 131 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNE DE COURNONTERRAL - CONCESSION ZAC CANNABE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - AVENANT N°1 - EXERCICE 2018 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix.*

**AFFAIRE N° 132 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZAC ODYSSEUM EST - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. L. JAOUL entre en séance.*

**Alex LARUE**

Merci de me donner la parole. J'apprends en regardant la presse à l'instant que vous avez annoncé ce soir étudier les nouveaux sites pour le stade de foot, notamment Odysseum, d'où l'intérêt de ma question. Est-ce que ça pourrait vous... Je ne sais pas. Vous faites une conférence de presse juste avant le Conseil de Métropole sur un sujet qui est assez structurant. Vous savez aussi qu'on attend toujours le fameux rapport sur les implantations de ce stade (400 000 euros). Et vous passez sous silence, alors que vous auriez pu, en début de Conseil, nous faire part de cette annonce. La moindre des choses, quand on va au Conseil de Métropole et qu'on fait une annonce avant, c'est d'en parler.

**Monsieur le Président**

Lancer des études, on l'a déjà dit.

**Alex LARUE**

Attendez, ce n'est pas du tout ce que je vous dis. C'est que, ce soir, vous avez annoncé deux nouveaux sites, dont un...

**Monsieur le Président**

Non.

**Alex LARUE**

Je ne sais pas. Alors, voyez avec Actu.fr.

**Monsieur le Président**

Mais non. C'est le site qu'on avait indiqué.

**Alex LARUE**

Je ne sais pas. Peut-être que le journaliste n'a pas compris. Mais ce qui n'est pas normal, c'est qu'on apprenne malgré tout ce soir, par la presse, qui a eu une conférence de presse sur ce sujet. Ce n'est pas une conception acceptable de la démocratie.

**Monsieur le Président**

Le premier site, Monsieur Larue, c'est celui dont on a parlé, qui est en face. Voilà. C'est tout.

**Alex LARUE**

Pourquoi vous faites une conférence de presse, alors, s'il n'y a rien de nouveau ? Excusez-moi, je suis peut-être stupide.

**Monsieur le Président**

Mais je ne l'ai pas faite sur le stade.

**Alex LARUE**

Je ne sais pas. Voyez avec Actu.fr.

**Monsieur le Président**

Ils étaient là les journalistes. J'ai évoqué quinze points. À la question du stade, j'ai dit ça.

**Alex LARUE**

Donc la moindre des choses... Effectivement, là on évoque Odysseum. Donc expliquez-nous votre vision des choses pour la pointe d'Odysseum sur le stade.

**Monsieur le Président**

Il y a deux sites sur lesquels on peut envisager de faire des études : c'est la pointe d'Odysseum et le site que vous connaissez. Voilà. C'est tout.

**Alex LARUE**

Pourquoi on n'en parle pas ? Pourquoi il faut que je vous interpelle alors qu'il y a eu une conférence de presse juste avant ?

**Monsieur le Président**

Mais je n'ai pas fait une conférence de presse sur le stade.

**Alex LARUE**

Attendez, je n'ai pas dit que vous en avez faite une sur le stade. Cela fait partie des points qui ont été évoqués.

**Monsieur le Président**

Oui, mais il y a d'autres choses qui ont été évoquées, que je n'avais pas prévu d'exposer. Par exemple, on m'a posé des questions sur les Verts. J'ai répondu.

**Alex LARUE**

On peut parler des Verts, si vous voulez.

**Monsieur le Président**

Non, on ne va pas parler des Verts.

**Alex LARUE**

On peut parler de votre ami Monsieur Roumegas qui a été battu. Je n'ai pas de souci avec ça.

**Monsieur le Président**

D'accord. J'ai compris, maintenant. Monsieur Meunier.

**Cyril MEUNIER**

La réflexion d'Alex Larue est sur le fond. Moi, on m'avait dit que vous parliez de Maera. Donc vous voyez comme quoi la confusion est importante. Vous devriez être beaucoup plus transparent. Vous partez à une conférence de presse juste avant...

**Monsieur le Président**

« On m'avait dit »... Ce n'est pas moi qui vous ai dit.

**Cyril MEUNIER**

Vous savez que vous gérez une intercommunalité avec les autres Maires. Vous pourriez au-moins nous dire...

**Monsieur le Président**

C'est qui « on » ?

**Cyril MEUNIER**

« Je sors de conférence de presse, je vous passe les sujets politiques qui n'ont rien à voir avec la gestion de notre Métropole, voilà, j'ai abordé ça et ça, j'ai dit... » Je ne sais pas. Un minimum. Ça s'appelle les informations du Président. On a l'impression que vous dénigrez vos collègues Maires. Et au bout de six ans...

**Monsieur le Président**

« On » : ce n'est pas moi qui vous l'ai dit. Sur Maera, ce n'est pas moi qui vous l'ai dit.

**Cyril MEUNIER**

Non, mais vous comprenez bien que, quand on sait que vous êtes en conférence de presse, qu'on vous attend un quart d'heure avant de démarrer – alors que c'était à 17 h, on a démarré à 17 h 20 –, la moindre des choses, par rapport à nous tous, c'est de dire : « Chers amis, je sors d'une conférence de presse, j'ai abordé ça, ça et ça. » C'est vrai que vous faites des conférences de presse sans objet. C'est une méthode que vous avez adoptée depuis quelques années. Mais quand même, là, vous sortez d'une conférence de presse, vous convoquez la presse, c'est bien pour lui parler de quelque chose. La moindre des choses, c'est peut-être...

**Monsieur le Président**  
Des affaires du Conseil.

**Cyril MEUNIER**

... de prévenir vos collègues Maires de la Métropole de quoi vous leur avez parlé avant, non ? Regardez un petit peu : moi, j'ai eu peur que vous ayez parlé de Maera trop tôt, lui il a pensé que vous mettiez à Odysseum le stade, peut-être que d'autres ont eu des stress incommensurables sur d'autres sujets qui les intéressent.

**Monsieur le Président**  
Vous devenez tous des chochottes.

**Cyril MEUNIER**  
Rassurez-nous, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**  
Vous devenez chochottes.

**Cyril MEUNIER**  
Même après six ans sur lesquels on n'a pas été rassurés, rassurez-nous au moins à la fin, sur les derniers mois.

**Monsieur le Président**  
Quand vous serez Président, vous ferez ce que vous voudrez ! Voilà ! Je mets aux voix.

*Intervention hors micro de Cyril Meunier.*

**Monsieur le Président**  
Mais vous en rêvez depuis que vous êtes né...

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 81 voix.*

**AFFAIRE N° 133 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE -  
COMMUNE DE MONTPELLIER - ZAC HIPPOCRATE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA  
COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - APPROBATION - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSET, M. Cyril MEUNIER, M. Éric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 76 voix.*

**AFFAIRE N° 134 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE GRABELS - PARC EUROMEDEDECINE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 81 voix.*

**AFFAIRE N° 135 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNE DE LAVERUNE - ZAC DESCARTES - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 76 voix.*

**AFFAIRE N° 136 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - PARC D'ACTIVITES ECONOMIQUES MARCEL DASSAULT PREMIERE EXTENSION - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 81 voix.*

**AFFAIRE N° 137 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - ZAC MARCEL DASSAULT 2EME EXTENSION - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - AVENANT N°8 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 81 voix.*

**AFFAIRE N° 138 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - PARC D'ACTIVITES ECONOMIQUES CHARLES MARTEL - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 81 voix.*

**AFFAIRE N° 139 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE MONTPELLIER - NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DES CEVENNES - MANDAT D'ETUDES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE/SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - AVENANT N°4 AU MANDAT D'ETUDES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. J. VERA sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSET, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 75 voix.*

**AFFAIRE N° 140 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE MONTPELLIER - NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA MOSSON - MANDAT D'ETUDES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE/SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - AVENANT N°4 AU MANDAT D'ETUDES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSET, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 75 voix.*

**AFFAIRE N° 141 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNE DE MONTPELLIER - QUARTIER CENTRE - IMPLANTATION DU PREFIGURATEUR FRENCH TECH DANS L'ANCIEN HOTEL DE VILLE - MANDAT MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE/SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSET, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 75 voix.*

**AFFAIRE N° 142 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNE DE VENDARGUES - PARC D'ACTIVITES DU SALAISON - MANDAT D'ETUDES ET DE REALISATION POUR LA REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITES DU SALAISON CONFIE A LA SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - AVENANT N°5 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. G. BALAZUN sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSET, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 74 voix.*

**AFFAIRE N° 143 : CULTURE - MANDAT SA3M POUR LA REALISATION DU NOUVEAU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - APPROBATION**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSET, M. Cyril MEUNIER, M. Éric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 74 voix.*

**AFFAIRE N° 144 : CULTURE - MANDAT SA3M POUR L'INTEGRATION DES SERVICES DE LA MEDIATHEQUE FEDERICO FELLINI AU SEIN DE LA MEDIATHEQUE EMILE ZOLA - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - APPROBATION**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSET, M. Cyril MEUNIER, M. Éric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 74 voix.*

**AFFAIRE N° 145 : CULTURE - MANDAT SA3M POUR LA REALISATION DU MOCO - CENTRE D'ART CONTEMPORAIN - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 145. Mandat SA3M pour la réalisation du MOCO. Qui demande la parole ? Monsieur Meunier.

**Cyril MEUNIER**

Dans le justificatif de vote contre du budget 2019 de la Métropole, nous avons évoqué évidemment le stade, et on avait évoqué également le MOCO dans ses conditions de réalisation et dans ses budgets de fonctionnement. Donc, même si je ne voterai pas à titre personnel, la commune de Lattes et je crois un certain nombre de mes collègues vont s'abstenir sur ce CRAC, non pas pour mettre en cause l'exécution du mandat de la SA3M, sur lequel on n'a rien à dire, mais sur les orientations que vous avez apportées à ce projet de MOCO.

**Monsieur le Président**

Je l'ai concerté, le MOCO, ou je ne l'ai pas concerté ?

**Cyril MEUNIER**

C'est sympa de voir si je suis encore vivant, même après plusieurs heures. Non, il n'y a pas eu de concertation.

**Monsieur le Président**

J'ai décidé tout seul.

**Cyril MEUNIER**

Au fur et à mesure...

**Monsieur le Président**

Je l'ai décidé tout seul, le MOCO.

**Cyril MEUNIER**

Les conditions d'exploitation, oui.

**Monsieur le Président**

Vous l'avez voté.

**Cyril MEUNIER**

Les conditions d'exploitation, les conditions de gestion. Et on a découvert le montant estimé du fonctionnement du MOCO lors du budget. Et c'est une des raisons pour lesquelles on n'a pas voté le budget 2019. Je me suis exprimé sur la question plus d'une fois. Sur la modification de l'orientation du bâtiment à la fin, lorsqu'on a pris la décision de ne pas faire le Musée de la France en Algérie, en Musée d'art contemporain, là je suis d'accord avec vous, on l'a votée. Mais après, sur l'orientation que vous lui avez donnée et sur les conditions d'exploitation que vous lui avez données, à aucun moment nous n'avons été consultés sur les choix que vous avez faits. Je le répète : si on en croit les comptes, sur une année pleine, c'est 7 millions d'euros, c'est-à-dire le budget de l'excellent Musée Fabre. Sept millions d'euros pour un Musée d'art contemporain dans lequel il n'y a pas d'exposition permanente et vu la taille, ça me paraît énorme. Et je n'ai pas compris, parce que je n'ai pas été associé ou au moins informé, les conditions de financement. Je le répète : c'est une des raisons pour lesquelles les représentants de la commune de Lattes, du groupe majoritaire évidemment, pas la personne que vous avez attirée à vous, n'ont pas voté le budget 2019 de la Métropole, au-delà de la problématique du stade.

**Monsieur le Président**

Vous avez compris que, dans le budget que vous avez indiqué, il y a l'École des beaux-arts et la Panacée.

**Cyril MEUNIER**

Oui.

**Monsieur le Président**

Il y a les trois.

**Cyril MEUNIER**

Je vous avais, lors de l'explication de vote, je vous avais retiré les 400 000, je ne sais plus, je n'ai plus les chiffres en tête.

**Monsieur le Président**

400 000 ?

**Cyril MEUNIER**

Grosso modo, vous n'êtes pas loin, en année pleine, de 7 millions d'euros sur le MOCO, c'est-à-dire l'équivalent du fonctionnement du Musée Fabre. Ça m'étonnerait que le rayonnement du MOCO soit celui du Musée Fabre. Je ne sais pas d'ailleurs à combien on est d'entrées. J'en souhaite la réussite, attention. J'en souhaite la réussite, du MOCO. J'espère que les partis-pris qui ont été les vôtres vont faire que ça soit une réussite. Je ne sais plus combien d'entrées vous aviez prévu par an. Je ne sais pas où est-ce qu'on en est à l'heure actuelle.

**Monsieur le Président**

J'étais sûr que vous voteriez contre l'art contemporain.

**Cyril MEUNIER**

Contre quoi ?

**Monsieur le Président**

Contre l'art contemporain.

**Cyril MEUNIER**

Mais j'adore l'art contemporain.

**Monsieur le Président**

Je le vois, oui.

**Cyril MEUNIER**

D'ailleurs le salon qui s'est tenu à l'Arena il y a quelques semaines était remarquable en la matière. Je pense que vous y êtes allé. Je ne vous parlerai pas de votre déplacement à Venise. Depuis, ils sont sous l'eau.

**Monsieur le Président**

Perso.

**Cyril MEUNIER**

Perso. Non, non. Même perso, vous pouvez porter malheur !

**Monsieur le Président**

C'est moi qui paie.

**Cyril MEUNIER**

Sur Venise, évidemment, c'était une blague. C'était une blague, bien sûr.

*(Un conseiller hors micro.)* De très mauvais goût.

**Cyril MEUNIER**

Mais oui, arrête. On peut rigoler quand même.

**Monsieur le Président**

Ce qui est intéressant dans le raisonnement de Monsieur Meunier, c'est qu'il vote contre l'art contemporain. C'est ça qui est intéressant. Et ça ne m'étonne pas. Je ne suis pas étonné, moi.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Marc ALAUZET, M. Guy BARRAL, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jean-Marc LUSSET, Mme Isabelle MARSALA, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Bernard TRAVIER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 50 voix*

*Abstentions : 15 voix*

*Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Anne BRISSAUD, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD.*

**Monsieur le Président**

Il y en a qui ont réfléchi.

**AFFAIRE N° 146 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES - MANDAT COMPLEMENTAIRE POUR LA REALISATION DE L'UNITE DE METHANISATION AMETYST - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme E. LLORET sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir, le pouvoir de M. JL. SAVY accordé à Mme E. LLORET est annulé.*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 76 voix.*

*Abstention : 1 voix.*

*S'est abstenu : M. Christophe COUR.*

**AFFAIRE N° 147 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES - MANDAT POUR L'OPERATION DE RENOVATION / EXTENSION / EXPLOITATION DU CENTRE DE TRI DEMETER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2018 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Éric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 72 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenu : M. Christophe COUR.*

**Monsieur le Président**

Merci à tous.

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h15.*



**Conseil du 18 novembre 2019  
Décisions prises par le Président  
et non présentées lors du précédent Conseil,  
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales**

---

**N°MD2019-463 - 24/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 678 m<sup>2</sup> rue Jacques Louis David commune de Montpellier**

**Objet :** Il est proposé de constater la désaffectation et de prononcer le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 678 m<sup>2</sup> qui traverse la résidence Les Sabines située rue Jacques Louis David à Montpellier. Il s'agit d'une emprise sans intérêt public, en impasse et non aménagée pour la circulation publique. Cette emprise sera ensuite cédée à la résidence des Sabines qui souhaite se clôturer.

**N°MD2019-466 - 15/10/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition d'une parcelle cadastrée AX n°6 auprès de la Ville de Montpellier - Avenue du Docteur Pezet - Commune de Montpellier**

**Objet :** Il s'agit de l'acquisition d'une parcelle d'une superficie de 115 m<sup>2</sup>, propriété de la Ville de Montpellier, située avenue du Docteur Pezet sur la commune de Montpellier afin d'assurer la mise en exploitation de la ligne 5 de tramway. Cette acquisition est consentie au prix de 60 500 €.

**N°MD2019-582 - 04/09/19 - Direction des Mobilités**

**Décision relative à l'attribution du marché n°9.141 de réalisation d'une mission de coordination Sécurité et Protection de la Santé dans le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers la nouvelle gare**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°9.141 à l'entreprise QUALICONSLT sise à Montpellier. Il concerne la réalisation d'une mission SPS dans le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France. Il est conclu pour un montant global et forfaitaire de 29 600 € HT et pour une durée de 7 ans.

**N°MD2019-602 - 01/10/19 - Direction des Ressources Informatiques**

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4612RI16 d'acquisition d'un logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur pour la signalisation lumineuse tricolore et le contrôle d'accès**

**Objet :** Il s'agit de la signature de l'avenant n°1 au marché n°4612RI16 d'acquisition d'un logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur pour la signalisation lumineuse tricolore et le contrôle d'accès est conclu avec l'entreprise GEOMAP-IMAGIS sise à Nîmes (30). Cet avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché. Les délais d'exécution du marché sont prolongés, notamment la Vérification du Service Régulier (VSR) jusqu'au 15 juin 2022.

**N°MD2019-625 - 12/09/19 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public avec la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole (LMJ3M)**

**Objet :** Une convention autorisant l'occupation temporaire du domaine public est conclue avec l'association MLJ3M. Elle concerne des locaux situés au sein de la médiathèque Françoise Giroud, sise 34160 Castries. Elle est conclue pour une durée de 3 ans, renouvelable deux fois par reconduction tacite pour la même durée. Compte tenu du caractère d'intérêt général des activités exercées par la MLJ3M, la mise à disposition est consentie à titre gratuit.

N°MD2019-635 - 16/09/19 - Direction des Sports

**Décision relative à la résiliation du marché n° M9B0032DS "Mission d'assistance juridique et financière dans la procédure de délégation de service public relative à l'exploitation du parc Gérard-Bruyère à Baillargues"**

**Objet :** Il convient d'autoriser la résiliation du marché n°M9B0032DS « Mission d'assistance juridique et financière dans la procédure de délégation de service public relative à l'exploitation du parc Gérard-Bruyère à Baillargues », pour motif d'intérêt général, en application de l'article 33 du C.C.A.G.-P.I. Le décompte général définitif porte à 0 € HT le montant du marché résilié.

N°MD2019-644 - 02/10/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition d'une parcelle BR0013 sise commune de Saint Jean de Védas**

**Objet :** Il s'agit de l'acquisition d'une parcelle située à Saint Jean de Védas par substitution de la SAFER auprès des Consorts BILLET, d'une surface de 13 880 m<sup>2</sup>, au prix de 18 068 € majoré de 1 308 € de frais dus à la SAFER, dans le cadre de la constitution de réserves foncières pour mesures compensatoires environnementales.

N°MD2019-653 - 09/10/19 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative au mandat d'études préalables pour la réhabilitation de la cave coopérative de Murviel-lès-Montpellier - Constat d'achèvement, reddition des comptes et clôture**

**Objet :** Il s'agit d'une décision relative au mandat d'études préalables pour la réhabilitation de la cave coopérative de Murviel-lès-Montpellier – Constat d'achèvement, reddition des comptes et clôture. L'ensemble des dépenses assurées par la SA3M pour le compte de la Métropole s'élève à 168 577,72 € TTC et l'ensemble des recettes d'un montant de 68 531,10 € TTC est assuré par les remboursements de dépenses de la Métropole. Le solde de trésorerie du mandat s'élève à 8 953,38 € TTC.

N°MD2019-661 - 09/09/19 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision relative au sinistre du 28/10/2018 sur le véhicule EX-204-YC - Indemnités d'assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation**

**Objet :** Il s'agit d'accepter l'offre d'indemnisation à hauteur de 14 400 € proposée par la compagnie d'assurance de la Métropole à l'issue de son expertise ayant déclaré épave le véhicule EX-204-YC accidenté le 28/10/2018.

N°MD2019-666 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative au classement dans le domaine public des voies du lotissement "Les Combes Vertes" - Commune de Saussan**

**Objet :** La Métropole acquiert auprès de l'Association Syndicale Les Combes Vertes plusieurs parcelles d'une superficie totale de 4002 m<sup>2</sup> situées sur la commune de Saussan, en vue de leur intégration dans le domaine public métropolitain. L'acquisition est consentie à un euro.

N°MD2019-669 - 18/09/19 - Direction de la Communication

**Décision relative au marché n°G9C0006CO - Impression et diffusion du magazine de communication interne commun à Montpellier Méditerranée et Métropole et la ville de Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Le marché "impression et diffusion du magazine de communication interne commun à Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier" est attribué à l'entreprise CHIRRIPO, sise à Mauguio, pour un montant annuel de commande de 90 000 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification pour un an avec reconduction possible une fois.

N°MD2019-686 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à un échange foncier sans soulte avec la SCI MAG MONTPELLIER de deux parcelles avenue du Mas d'Argelliers commune de Montpellier**

**Objet :** Un échange foncier est consenti entre la Métropole et la SCI MAG MONTPELLIER, concernant deux parcelles situées rue du Mars d'Argelliers à Montpellier. S'agissant de régularisation foncière, l'échange est proposé sans soulte.

N°MD2019-705 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BA 8 auprès de l'indivision AUBRY route de Mende Commune de Montferrier-sur-Lez**

**Objet :** Dans le cadre du projet de création d'un cheminement "modes doux" afin d'assurer la liaison entre le centre de la commune de Montferrier-sur-Lez et le nouveau quartier du parc de Caudalie, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite, en collaboration avec la Mairie de Montferrier-sur-Lez, créer une piste mixte piétons/cycles le long de la RD17E11. Il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir une parcelle située sur la commune de Montferrier-sur-Lez, appartenant à l'indivision AUBRY. L'acquisition se fait au prix de 1 790 €.

N°MD2019-725 - 10/10/19 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

**Décision relative à un mandat de suivi-animation de l'OPAH Copropriétés Dégradées Mosson confié à la SA3M - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature du mandat de suivi-animation de l'OPAH CD Mosson pour les copropriétés du quartier Mosson, confié à la SA3M pour une durée de 5 ans, comme le prévoit la convention d'OPAH, et pour un montant de 1 250 000 € HT.

N°MD2019-739 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AC 55 et AL 122 appartenant à GGL Groupe - Commune de Montferrier-sur-Lez**

**Objet :** La Métropole acquiert auprès du GGL Groupe deux parcelles situées sur la commune de Montferrier-sur-Lez pour rétrocession dans le domaine public. Ces intégrations, ont lieu au prix d'1 € compte tenu de la nature des biens acquis.

N°MD2019-741 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise d'une superficie d'environ 60 m<sup>2</sup> rue des Treilles - Commune de Fabrègues**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait et prononce le déclassement d'une emprise d'une superficie d'environ 60 m<sup>2</sup> issue du Domaine Public non cadastré, jouxtant la parcelle AZ 61, sur la commune de Fabrègues.

N°MD2019-742 - 08/10/19 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

**Décision relative à la signature du mandat suivi-animation Plan de sauvegarde Cévennes avec la SA3M**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature du mandat de suivi-animation du plan de sauvegarde Cévennes, confié à la SA3M afin d'intervenir sur la copropriété dégradée des Cévennes, dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain et du plan initiative copropriétés, et d'accompagner les copropriétés et les usagers dans leurs demandes de subventions à la Métropole tant par délégation de l'Anah que sur fonds propres. Le mandat est conclu pour une durée de 7 ans et un montant de 1 525 000 € HT.

N°MD2019-756 - 14/10/19 - Direction de la Communication

**Décision relative au marché n°G9D0051CO - Prestations d'achat d'espace publicitaire dans le Gazette de Montpellier et la Gazette de Nîmes - Autorisation de signature**

**Objet :** La présente consultation concerne des prestations d'achat d'espace publicitaire dans La Gazette de Montpellier et la Gazette de Nîmes. Il s'agit d'une procédure passée en marché négocié sans publicité, ni mise en concurrence.

Le marché est attribué à la Gazette de Montpellier. Le marché est à bons de commande sans minimum ni maximum pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

N°MD2019-757 - 16/10/19 - Direction de la Communication

**Décision relative au marché n° G9D0052CO - Prestations d'achat publicitaire dans les supports de la société MIDI MEDIA - Autorisation de signature**

**Objet :** La Ville de Montpellier et la Métropole se sont constituées en groupement de commandes afin de faire effectuer des campagnes de promotion à l'image. La Métropole est coordonnateur de ce groupement. Le marché est attribué à l'entreprise MIDIMEDIA sise à Saint Jean de Védas (34) pour un montant sans minimum ni maximum pour une durée de un an renouvelable trois fois.

N°MD2019-809 - 18/09/19 - Direction des Mobilités

**Décision relative au marché n°8.14B portant sur la mission de coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (SPS) dans le cadre de la 5<sup>ème</sup> ligne de Tramway**

**Objet :** Il est proposé d'autoriser la signature du marché n°8.14A portant sur la mission de coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (SPS) dans le cadre de la 5<sup>ème</sup> ligne de Tramway, avec l'entreprise BUREAU VERITAS (92) pour un montant de 232 600 € HT.

**N°MD2019-815 - 08/10/19 - Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Décision relative au marché n°4978DC17 de travaux de réhabilitation du théâtre du hangar - Avenants aux lots 1 - 3 - 4 - 5 - 7 - 8 - 9 - 10 - 11 - 12 - 13 - 14 - 15**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature des avenants aux différents lots du marché n°4978DC17 relatif aux travaux de réhabilitation du théâtre du hangar afin de prolonger de cinq mois la durée du marché :

- Lot 1 : Démolition gros œuvre /Entreprise SOUCHON sise à Castries : 22 441,40 € HT – nouveau montant global du lot : 559 017,60 € HT ;
- Lot 3 : Charpente métallique - couverture tuiles / Entreprise LANDRAGIN sise à Nîmes : 18 470 € HT – nouveau montant global du lot : 210 930,10 € HT ;
- Lot 4 Menuiseries extérieures /Entreprise LABASTERE sise à Saint-Aunès: sans d'impact financier ;
- Lot 5 Métallerie / Entreprise TECHNICFER sise à Montpellier : sans d'impact financier ;
- Lot 7 : Menuiseries intérieures Entreprise CARDONNET sise à Saint-Mathieu-de-Trévières : 26 244,15 € HT – nouveau montant global du lot : 277 976,66 € HT ;
- Lot 8 : Revêtements de sols / Entreprise SOCAMO sise à Villeneuve-lès-Maguelone : 3 129 € HT – nouveau montant global du lot : 20 466 € HT ;
- Lot 9 : Peinture / Entreprise RIBOT sise à Nîmes: 1 350,84 € HT – nouveau montant global du lot : 49 939,22 € HT ;
- Lot 10 : Fourniture et pose de panneaux amovibles, toile Soltis sur tribune position repliée Entreprise CFA sise à Saint-Benoît (86) : sans d'impact financier ;
- Lot 11 : Electricité / Entreprise APSYS.E sise à Nîmes : 7 025,88 € HT – nouveau montant global du lot : 134 721,19 € HT ;
- Lot 12 : Plomberie / Entreprise THERMATIC sise à Rodez: 16 016,44 € HT – nouveau montant global du lot : 212 553,36 € HT ;
- Lot 13 : Tribune télescopique / Entreprise HUGON sise à Mercues (46) : 1 620 € HT – nouveau montant global du lot : 91 315 € HT ;
- Lot 14 : Serrurerie et machinerie scénique - Teintures de scènes / Entreprise CLEMENT sise à Juvignac : sans d'impact financier ;
- Lot 15 : Réseaux scéniques / Entreprise TEXEN sise à Vendargues : 3 437,46 € HT – nouveau montant global du lot : 72 206,71 € HT.

**N°MD2019-819 - 18/09/19 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux**

**Décision relative à l'attribution d'un marché d'urbaniste, paysagiste, architecte-coordonnateur dans le cadre du mandat d'étude et de travaux lié au réinvestissement urbain du parc d'activités économique de la Lauze - Commune de Saint Jean de Védas**

**Objet :** Il s'agit, dans le cadre du mandat d'étude et de travaux pour la requalification de la zone d'activité de la Lauze à Saint Jean de Védas, d'attribuer le marché "d'urbaniste, paysagiste, architecte-coordonnateur" à l'entreprise AM Environnement SAS sise 92130 Issy-les-Moulineaux, pour un montant compris entre 25 000 € HT (minimum) à 200 000 € HT (montant maximum). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 84 mois.

**N°MD2019-821 - 05/09/19 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines**

**Décision relative à la mise à disposition individuelle de Madame Chantal TOURRE auprès de la Ville de Montpellier**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la mise à disposition à 100 %d'un agent Métropole auprès de la Ville de Montpellier pour une durée de 6 mois.

**N°MD2019-823 - 20/09/19 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public**

**Décision relative au marché n°M8D0022EP de maintenance et réparation des ouvrages d'art et des murs de soutènement - Lots 1 et 2 - Attributions - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum pour une durée d'un an reconductible 3 fois.

- Le lot n°1 "ouvrages hors Montpellier" a été attribué au groupement conjoint : COFEX MEDITERRANEE / DEMATHIEU BARD - IGC MEDITERRANEE sis 30128 GARONS pour un montant minimum de 100 000 € HT et maximum de 1 000 000 € HT (montants annuels).
- Le lot n°2 "ouvrages sur Montpellier" a été attribué au groupement conjoint : DEMATHIEU BARD - IGC MEDITERRANEE / COFEX MEDITERRANEE sis 34000 MONTPELLIER pour un montant minimum de 200 000 € HT et maximum de 1 000 000 € HT (montants annuels).

N°MD2019-831 - 15/10/19 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à la signature d'une convention constitutive d'un groupement de commandes pour l'entretien et les contrôles réglementaires des véhicules et engins techniques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier - Autorisation de signature et de lancement des procédures**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention en groupement de commandes avec la Ville de Montpellier dans le cadre la mise en place de 2 accords-cadres :

- pour l'entretien des véhicules et engins techniques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier

- pour les contrôles réglementaires des véhicules et engins techniques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier.

La Métropole est coordonnateur du groupement et lancera une procédure de mise en concurrence pour la conclusion de ces 2 accords-cadres allotis à bons de commande.

N°MD2019-832 - 09/09/19 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative au marché n°4804MG17 - Travaux de modernisation d'un parc d'ascenseurs au siège de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit de l'avenant n°1 au marché "Travaux de modernisation d'un parc d'ascenseurs au siège de Montpellier Méditerranée Métropole" avec la société KONE, sise Saint Jean de Védas (34430). L'avenant augmente le délai du marché de deux mois, portant le délai à 11 mois à dater de la notification afin de permettre la réalisation de travaux supplémentaires et de décaler les horaires des travaux pour éviter d'importantes nuisances sonores. L'avenant n°1 à une incidence financière sur le marché avec un coût supplémentaire forfaitaire de 11 208 euros HT soit 13 449,60 euros TTC.

N°MD2019-835 - 01/10/19 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché 5105EA18 Travaux d'extension du réseau d'eaux usées et d'eau potable route de Vendargues - chemin de Bellevue à Prades le Lez - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°5105EA18 conclu avec la société MALET sise à Mauguio. Il concerne les travaux d'extension du réseau d'eaux usées et d'eau potable route de Vendargues - chemin de Bellevue à Prades-le-Lez, afin d'acter les modifications liées à l'arrêt d'un produit fournisseur et au réajustement des quantités du marché à la suite de la réalisation des sondages et des plans d'exécution durant la période de préparation. L'avenant est d'un montant de 67 375,04 € HT, portant le nouveau montant du marché à 663 570,04 € HT.

N°MD2019-836 - 01/10/19 - Direction de l'Action Territoriale

**Décision relative au marché subséquent n°M8D0031AT - Travaux d'aménagement de l'allée des Acacias - Commune de Vendargues - Avenant n°1 - Autorisation de signature**

**Objet :** L'avenant signé avec le groupement Brault MTP / Brault TP sis à Vendargues a pour objet l'optimisation et l'ajout de dispositifs d'absorption des eaux pluviales dans le cadre du marché subséquent n°M8D0031AT relatif aux travaux d'aménagement de l'allée des Acacias à Vendargues. Ces travaux imposent la création de prix nouveaux et augmentent le montant du marché de 14,57 % soit 36 866,76 € HT., ramenant le montant total du marché de 253 022,65 à 289 889,41 € HT.

N°MD2019-837 - 12/09/19 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une convention avec la Ville de Montpellier pour la mise à disposition de locaux situés au sein du domaine de Grammont**

**Objet :** Une convention est conclue avec la Ville de Montpellier pour la mise à disposition au bénéfice de la Métropole, à titre gracieux, de locaux d'une surface de 120 m<sup>2</sup> situés sur le domaine de Grammont (terrasses de l'horloge). Elle est conclue pour une durée de 7 ans.

N°MD2019-838 - 12/09/19 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une convention avec la Ville de Montpellier pour la mise à disposition de locaux situés au sein du domaine de Grammont**

**Objet :** Une convention est conclue avec la Ville de Montpellier pour la mise à disposition au bénéfice de la Métropole, à titre gracieux, de locaux d'une surface de 188m<sup>2</sup> situés sur le domaine de Grammont (étage du château de Grammont). Elle est conclue pour une durée de 7 ans.

N°MD2019-843 - 19/09/19 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à un avenant n°1 à la Convention de prestation de services réciproques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Commune de Montpellier**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de prestations de services réciproques de la Ville de Montpellier et la Métropole pour la gestion du parc auto. Il a pour objet de réduire le périmètre d'intervention de la Ville sur les véhicules de la Métropole issus du Pôle PEPS (Proximité Espaces Publics) ainsi que tout document afférent. Une liste précise des véhicules sur lesquels la Ville sera intervenue, sera jointe par la Ville au dossier de facturation, une fois l'an, et servira de base à la refacturation des prestations de maintenance.

N°MD2019-845 - 18/09/19 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à un avenant n°1 concernant le marché M9B0052MG - Travaux d'aménagements et de maintenance de régulation de génie climatique dans les bâtiments métropolitains, sites existants**

**Objet :** Il s'agit de passer un avenant n°1 au marché de travaux n°M9B0052MG « Travaux d'aménagements et de maintenance de régulation de génie climatique dans les bâtiments métropolitains, sites existants » avec l'entreprise Kieback & Peter SAS, sise 13790 Rousset afin de modifier le montant précisé à l'article 2 « Montant de l'accord-cadre » de l'Acte d'Engagement comme suit : « Le montant maximum des commandes pour la période initiale de l'accord-cadre est de 44 999,50 € HT ». Ainsi, la décision n°MD2019-727 du 25 juillet 2019, est abrogée.

N°MD2019-850 - 14/10/19 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

**Décision relative à un avenant de transfert au marché n°3986TV15 de missions de contrôle extérieur en construction routière**

**Objet :** La cession de fonds de commerce "Assistance Contrôle Routier (ACR)" de la société S.O.D.I.A à la société NEXTROAD Engineering sise à Talant (21), entraîne la cession du marché n°3986TV15 et donc son transfert sans aucune incidence financière.

N°MD2019-851 - 08/10/19 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation de locaux par l'accélérateur de croissance SPRINT LRMP au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec l'accélérateur de croissance SPRINT LRMP pour une durée de 36 mois, jusqu'au 14 juillet 2022. Le montant de la redevance mensuelle HT et HC à payer par l'accélérateur de croissance SPRINT LRMP pour la surface de 89,93 m<sup>2</sup> qu'il occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 240,13 euros.

N°MD2019-855 - 16/09/19 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative au marché 3672 "Suivi du milieu récepteur Lez et mer de la station d'épuration MAERA" - Avenant n°1 - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé la conclusion de l'avenant n°1 au marché 3672 "Suivi du milieu récepteur Lez et mer de la station d'épuration MAERA" avec la société CREOCEAN sise Agence CREOCEAN Occitanie 34080 MONTPELLIER afin d'acter les analyses supplémentaires suite aux résultats des précédents prélèvements. L'avenant est signé pour un d'un montant de 21 750 € HT, portant le nouveau marché à 540 683 € HT.

N°MD2019-859 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à la cession de parcelles au profit de la SNC Petit Paradis Aménagement Lieu-dit Lou Bourbouissou Commune de Vendargues**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SNC Petit Paradis Aménagement, plusieurs parcelles situées Lieu-dit Lou Bourbouissou à Vendargues d'une superficie de totale de 258 m<sup>2</sup>. Cette vente sera réalisée au prix de 40 €/ m<sup>2</sup>, soit un montant total de 10 320 euros. L'acte notarié constatant la vente sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

N°MD2019-861 - 02/10/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à un échange foncier avec la commune de Baillargues - Pôle d'Echange Multimodal - Commune de Baillargues**

**Objet :** Un échange de parcelles situées sur la RD 26 à Baillargues entre la Métropole et la commune de Baillargues est proposé sans soulte conformément aux avis de France Domaine. Les transferts de propriété seront constatés par acte notarié. Les frais d'acte seront supportés par chacune des parties à proportion de leurs acquisitions respectives. Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

N°MD2019-863 - 05/09/19 - Direction des Mobilités

**Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle BT n°05 - Garrigues du Pont à Saint Jean de Védas**

**Objet :** La Métropole acquiert 3 140 m<sup>2</sup> du bien immobilier situé à Garrigues du Pont à Saint Jean de Védas, appartenant Monsieur Hugues PAGES, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway pour un montant de 14 694,00 €.

N°MD2019-865 - 05/09/19 - Direction des Mobilités

**Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AL n°178 - Lot n°129 - Lieu-dit Résidence le Calliope Route de Mende à Montpellier**

**Objet :** La Métropole acquiert un bien immobilier constitué d'un lot de stationnement extérieur de 15 m<sup>2</sup> (lot n°129) situé au lieu-dit « Résidence le Calliope route de Mende » à Montpellier, appartenant à Monsieur et Madame FIOL, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway pour un montant de 8 300 €.

N°MD2019-866 - 05/09/19 - Direction des Mobilités

**Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AL n°178 - Lot n°130 - Lieu-dit Résidence le Calliope Route de Mende à Montpellier**

**Objet :** La Métropole acquiert un bien immobilier constitué d'un lot de stationnement extérieur de 15 m<sup>2</sup> (lot n°130) situé au lieu-dit « Résidence le Calliope route de Mende » à Montpellier, appartenant à Monsieur Frédéric GROSSIN, dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway pour un montant de 8 300 €.

N°MD2019-867 - 18/09/19 - Direction des parcours professionnels et des compétences

**Décision relative au marché mutualisé accord-cadre n°G9B0079RH - Formation de Prévention et Secours Civique Niveau 1 (PSC1)**

**Objet :** Il s'agit de mettre en place une Formation de Prévention et Secours Civique Niveau 1 pour les agents de la collectivité (Ville et Métropole), marché à bon de commande sans minimum et maximum de 22 000 € par an renouvelable.

Le marché est attribué à L'institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale Occitanie, Croix Rouge Française, sise à Grabels. Il prend effet à compter de septembre 2019 et est conclu pour une durée de un an avec reconduction pour une durée maximale de 3 ans.

N°MD2019-868 - 03/09/19 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

**Décision relative au marché n°M8D0019VD de "Fourniture et pose de conteneurs enterrés pour la collecte des déchets ménagers et assimilés - lot n°1 : fourniture et pose de conteneurs enterrés pour la collecte des déchets d'un volume de cuve de 3, 4 ou 5 m<sup>3</sup>"**

**Objet :** Il s'agit d'un marché de fourniture et pose de conteneurs enterrés pour la collecte des déchets ménagers et assimilés qui est passé avec l'entreprise ESE France sise à Crissey (71), sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum. Il est conclu pour une période initiale de 2 ans à compter de sa notification, reconductible une fois pour une nouvelle période de 2 ans soit 4 années au total.

N°MD2019-869 - 20/09/19 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

**Décision relative au marché subséquent n°M9D0061EP - Réaménagement d'une partie du boulevard Paul Valéry et de la partie sud de la rue Gaston Bachelard à Montpellier - Attribution du marché**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M9D0061EP pour le réaménagement d'une partie du boulevard Paul Valéry et de la partie sud de la rue Gaston Bachelard à Montpellier à l'entreprise COLAS Midi Méditerranée (Agence de Saint Jean de Védas) pour un montant estimatif de 308 702,30 € HT. Le délai d'exécution des travaux est fixé à 4 mois.

N°MD2019-872 - 01/10/19 - Direction de l'Action Territoriale

**Décision relative au marché subséquent n°M9D0095AT de travaux de requalification de rues diverses sur la commune de Restinclières - Attribution - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'un marché relatif à des travaux de requalification de rues diverses sur la commune de Restinclières. Il a été attribué au groupement Lautier Moussac / Faurie / TPSO sis Lézignan-la-Cèbe (34120) pour un montant estimatif de 392 766,30 € HT.

Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service de démarrage de chaque tranche. Sa durée est de 10 semaines pour la tranche ferme, 4 semaines pour la tranche optionnelle 1, 4 semaines pour la tranche optionnelle 2, 6 semaines pour la tranche optionnelle 3, 5 semaines pour la tranche optionnelle 4, non comprise la période de préparation de 3 semaines pour chacune des tranches.

N°MD2019-873 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle BW 439 Rue du Faubourg Saint-Jaumes - Commune de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir auprès du groupe immobilier SPAG, une parcelle d'une superficie de 140 m<sup>2</sup>, afin d'élargir le trottoir rue du faubourg Saint-Jaumes sur la commune de Montpellier. Cette acquisition est consentie au prix d'un euro pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu du bien vendu.

N°MD2019-875 - 25/09/19 - Direction des Finances

**Clôture de la sous régie d'avances Mission Livre - Comédie du Livre**

**Objet :** Il est nécessaire de clôturer la sous régie d'avances Mission Livre - Comédie du Livre, car elle est désormais gérée exclusivement par la Direction de la Culture et du Patrimoine.

N°MD2019-880 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acceptation du transfert de la parcelle SK n°28, sise commune de Montpellier - Création d'une liaison entre le rond-point Pénélope et la route de Vauguières**

**Objet :** Le transfert par l'Etat de la parcelle cadastrée SK n°28 qui devait intervenir au titre de la décision ministérielle n°9.A9.85.144 en date du 14 octobre 1985 au profit du Département de l'Hérault n'a pas été opéré, celui-ci doit être effectué entre l'Etat et la Métropole conformément à la convention de transfert signée entre le Département et Montpellier Méditerranée Métropole en date du 23 décembre 2016, valant transfert de la compétence relative aux voiries départementales à Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2019-881 - 05/09/19 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à un don d'instruments de musique à l'association L'Imag'Histoire**

**Objet :** Le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole n'a plus l'utilité de quelques-uns de ses instruments déposés dans la réserve instrumentale et non utilisés depuis au moins 10 années. L'association "L'Imag'Histoires" a pour vocation la mise à disposition d'un patrimoine au service d'une cause d'intérêt général. Le don du Conservatoire a pour objet de constituer un fond d'instruments qui va permettre de développer l'apprentissage de la pratique musicale chez des jeunes de quartiers défavorisés de Port-au-Prince qui ne disposent pas d'instruments. Compte tenu de la vétusté des instruments et l'utilisation que va en faire l'association "L'Imag'Histoires", cette cession est réalisée à l'euro symbolique.

N°MD2019-882 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle CM 441 - Avenue de l'Europe - Commune de Castelnau-le-Lez**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du Syndicat des Copropriétaires de l'immeuble Urban Eden, une parcelle d'une superficie de 239 m<sup>2</sup> située sur la commune de Castelnau-le-Lez. Cette parcelle en nature de cheminement piétonnier sera intégrée au domaine public métropolitain. La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir un trottoir.

N°MD2019-883 - 01/10/19 -

**Décision relative au marché n°M9B0103DE - Stratégie digitale internationale pour l'accueil du 5ème sommet des Maires et Rencontre Annuelle du Pacte des Politiques Alimentaires Urbaines de Milan**

**Objet :** Il s'agit de conclure un marché n°M9B0103DE avec la société KANEVA, sise à Montpellier, pour l'accompagnement de Montpellier Méditerranée Métropole dans le déploiement d'une stratégie digitale et social média. Ce contrat concerne l'accueil du 5<sup>ème</sup> sommet des Maires et Rencontre Annuelle du Pacte des Politiques Alimentaires Urbaines de Milan. Il prend effet à compter de sa notification et pour une durée de deux mois, non reconductible et pour un montant total de 36 833,33 euros HT soit 44 200,00 euros TTC.

N°MD2019-887 - 06/09/19 - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à l'adhésion à l'association CUSMA (Club Utilisateur Sedit Marianne)**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole adhère au CUSMA (Club des Utilisateurs des logiciels Sedit Marianne) dont l'objectif est de permettre l'évolution et l'amélioration des progiciels Sedit Marianne de Gestion Financière, des Ressources Humaines, du Patrimoine et des Régies au moyen des requêtes exprimées par les clients lors des réunions annuelles. Le tarif de l'adhésion 2019 est de 900 € HT. (TVA à 0 %) pour les collectivités dont le nombre d'habitants est compris entre 400 000 et 600 000. Il est nécessaire de maintenir l'adhésion 2019 au CUSMA pour le progiciel de Gestion des Ressources Humaines. Le renouvellement de l'adhésion 2019 au CUSMA est donc renouvelé au tarif de 900 € HT.

N°MD2019-888 - 15/10/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition d'une parcelle AH 289 (159 m²) située 20 Grand'rue - Commune de Restinclières**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame BOUTIN, une parcelle d'une superficie de 159 m², située 20 Grand Rue à Restinclières en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain. La transaction est consentie au prix de 30 €/m².

N°MD2019-889 - 12/09/19 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à la cession d'un véhicule de marque Renault Master immatriculé AB-141-QW techniquement réparable mais économiquement irréparable - Hôtel des Ventes de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole cède à l'Hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutingon à Montpellier, un véhicule de marque Renault Master immatriculé AB-141-QW techniquement réparable mais économiquement irréparable. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2019-890 - 18/09/19 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

**Décision relative à l'avenant n° 1 au marché M9B0018VD de "Réhabilitation du Point Propreté de Cournonterral - lot n° 5 : clôtures portails"**

**Objet :** L'avenant n°1 au marché M9B0018VD est conclu avec l'entreprise JOULIE TP sise à Cournonsec, pour un montant de 1 000,50 euros HT soit 1 200,60 euros TTC.

Il a pour objet la mise à jour des quantités prévues au marché et la formalisation de prix nouveaux pour des prestations non prévues initialement, demandées par la Maîtrise d'Ouvrage ou résultant d'adaptations techniques.

N°MD2019-891 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété des consorts GRAS - Parcelles AK n° 80, 106 et 422 - Commune de Baillargues**

**Objet :** Il s'agit d'appliquer le Droit de Préemption Urbain (DPU) sur la propriété des consorts GRAS de 7 028 m² de terre, à Baillargues, afin de poursuivre la constitution de réserves foncières sur le secteur stratégique du SCoT de la plaine de Colombier. Préemption au prix révisé de 230 840 € en ce compris une commission d'agence de 20 000 €.

N°MD2019-892 - 12/09/19 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à la signature d'un bail précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise agricole individuelle de Monsieur Johan Crance - location d'une partie d'un local sur le Domaine de Viviers**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole signe avec l'entreprise agricole individuelle Johan Crance un bail précaire concernant une partie d'un local situé sur le Domaine de Viviers à Jacou (34 830). La surface louée et d'environ 62m² pour un loyer annuel de 50 euros. Le bail a une durée d'un an non renouvelable.

N°MD2019-893 - 16/10/19 - Direction des Mobilités

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°8.881 portant sur les prestations diverses de reprographie et de numérisation dans le cadre de la 5ème ligne de tramway**

**Objet :** Par délibération n°10529 du 13 décembre 2011, le marché n°8.881 portant sur les prestations diverses de reprographie et de numérisation dans le cadre de la 5ème ligne de tramway a été attribué au groupement d'entreprises SUPERPLAN IMPREMIUM / RICHTER COPIES, mandataire SUPERPLAN IMPREMIUM pour un montant de 96 000 € HT. Par décision MD2018-942 du 01 février 2019, la signature de l'avenant n°1 a été autorisée afin de prolonger le marché jusqu'au 31/12/2019. Il convient à présent d'autoriser la signature de l'avenant n°2 ayant pour objet de prolonger la durée du marché jusqu'au 31/12/2020. Cet avenant n'a aucune incidence financière.

N°MD2019-894 - 27/09/19 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative au marché n°M9B0098DC de réalisation, édition et diffusion du catalogue de l'exposition "Jean Ranc, un Montpelliérain à la cour des Rois" au musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché à procédure adaptée n°M9B0098DC à la société d'éditions SILVANA EDITORIALE localisée en Italie. Il concerne la réalisation, l'édition et la diffusion du catalogue de l'exposition Jean Ranc, un Montpelliérain à la cour des Rois au musée Fabre pour un montant global et forfaitaire de 20 900 € HT, soit 20 900,00 € TTC, et un prix unitaire remisé de 18,48 € HT soit 18,48€ TTC pour l'achat d'exemplaires supplémentaires sur stock pour un montant maximum de 5 000 €. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 ans.

N°MD2019-895 - 02/10/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative au transfert de propriété dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole de la médiathèque Jules Verne - Commune de Saint Jean de Védas**

**Objet :** La Ville de Saint Jean de Védas transfère la médiathèque Jules Verne, à titre gratuit et en pleine propriété, dans le patrimoine de la Métropole.

N°MD2019-896 - 09/09/19 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à la candidature de la société AXXES INTERACTIVE dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier**

**Objet :** La candidature de la société AXXES INTERACTIVE est agréée en vue de sa location de locaux dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Elle est spécialisée dans la relation client et le marketing opérationnel. Actuellement locataire d'un lot, la société souhaite s'étendre et est candidate à la location d'un lot supplémentaire jusqu'à la démolition du bâtiment qui n'interviendra pas avant le 31/12/2021. La société emploie 6 personnes et prévoit un effectif de 12 salariés à 3 ans.

N°MD2019-897 - 14/10/19 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre le Syndicat du Bassin du Lez et Montpellier Méditerranée Métropole pour les opérations de restauration et d'entretien des cours d'eau relevant du plan de gestion sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre le Syndicat du Bassin du Lez et Montpellier Méditerranée Métropole pour les opérations de restauration et d'entretien des cours d'eau relevant du plan de gestion sur le territoire de la Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est passé entre le SYBLE sis Domaine de Restinclières - Prades-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole. Il est prévu d'intervenir sur 4 communes pour un montant prévisionnel des travaux de 181 200 € HT.

N°MD2019-899 - 15/10/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition des parcelles BA 36 et BB 204 auprès de l'Agglomération du Pays de l'Or - Lieudit Pons du Mas Rouge et Le Golf - Commune de Baillargues**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'Agglomération du Pays de l'Or, deux parcelles d'une superficie de 166 m<sup>2</sup> et 125 m<sup>2</sup> situés sur la commune de Baillargues, en vue du recalibrage de la route reliant Mauguio à Baillargues et de l'aménagement d'un cheminement doux.

La transaction est consentie à l'euro symbolique, dans la mesure où il s'agit d'un transfert de charge en matière de voirie conformément à l'estimation des domaines.

N°MD2019-900 - 12/09/19 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule techniquement réparable mais économiquement irréparable de marque FIAT modèle Ducato immatriculé AB-855-YS - Hôtel des Ventes de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée cède pour réforme à l'Hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutignon à Montpellier, un véhicule techniquement réparable mais économiquement irréparable de marque FIAT modèle Ducato immatriculé AB-855-YS. Le prix de vente résultera de la vente aux enchères.

N°MD2019-901 - 17/09/19 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un marché n°M9D0070EA - Réhabilitation du réseau d'assainissement avenue Champs des Moulins sur la commune de Murviel-lès-Montpellier**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature du marché n°M9D0070EA avec le Groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE/RAMPA sis à Montpellier. Il concerne la réhabilitation du réseau d'assainissement avenue Champs des Moulins sur la commune de Murviel-lès-Montpellier. Il est conclu pour un montant de 502 353,50 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Le délai d'exécution proposé par le candidat est de 20 semaines et comprend une période de préparation du chantier de 5 semaines.

N°MD2019-902 - 02/10/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition des parcelles BK 103 et BK 104 - Lieudit La Mourade - Commune de Baillargues**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Marie José CARRIERE, deux parcelles situées sur la commune de Baillargues, en vue du recalibrage de la route reliant Mauguio à Baillargues et de l'aménagement d'un cheminement doux.

La transaction est consentie au prix de 547,20 €.

N°MD2019-903 - 02/10/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle BK 74 - Lieudit La Mourade - Commune de Baillargues**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Anne ZEBALLOS et Madame Marie José CARRIERE, une parcelle située sur la commune de Baillargues, en vue du recalibrage de la route reliant Mauguio à Baillargues et de l'aménagement d'un cheminement doux.

La transaction est consentie au prix de 162 euros.

N°MD2019-905 - 12/09/19 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à la cession pour réforme d'une épareuse vétuste de marque Rousseau type Héra 43 identifiée EPAR 8 - Hôtel des ventes de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole cède pour réforme une épareuse vétuste de marque Rousseau type Héra 43, n° de série EHRAM99J01, identifiée EPAR 8. Le véhicule est cédé à l'Hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutingon à Montpellier. Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2019-906 - 02/10/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative au retour de bien à la commune de Saint Geniès des Mourgues ancien chemin lieu-dit Les Fourches**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole cède à la commune de Saint Geniès des Mourgues, des parcelles situées lieu-dit Les Fourches sur la commune de Saint Geniès des Mourgues. Cette cession aura lieu à titre gratuit conformément à l'estimation établie par France Domaine, et dans la mesure où il s'agit d'un retour de bien entre deux collectivités publiques.

N°MD2019-907 - 19/09/19 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société SA FDI HABITAT dans la ZAC Extension Eureka à Castelnau-le-Lez**

**Objet :** Dans le cadre d'un projet de promotion 60 Logements sociaux et 28 Logements en résidence accueil, sur un terrain situé au sein de la ZAC Extension Eureka à Castelnau-le-Lez, la SERM, aménageur, propose l'agrément de la candidature de la SA FDI Habitat, en vue de lui céder des terrains nécessaires à son projet, dont elle est actuellement propriétaire.

N°MD2019-908 - 02/10/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à un échange foncier avec la Région Occitanie - Pôle d'Echange Multimodal - Commune de Baillargues**

**Objet :** Un échange de parcelles situées RD 26 à Baillargues est opéré entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie. L'échange est proposé sans soulte conformément aux avis de France Domaine. Les transferts de propriété seront constatés par acte notarié. Les frais d'acte seront supportés par Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2019-909 - 17/09/19 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision visant à modifier la décision n°MD2018-1176 relative à l'attribution du marché n°5146DC18 de fourniture de livres, livres numériques, éditions adaptées et livres reliés pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Il s'agit de modifier la décision MD2018-1176 en date du 25 janvier 2019, particulièrement l'article 2 relatif au chapitre budgétaire, comme suit : « De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933 ».

N°MD2019-910 - 18/09/19 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

**Décision relative au marché n° M9C0040VD "Installation de stockage de déchets non dangereux de Castries - Travaux de reprise du parement Est du casier 2 suite à l'incendie du 14 juillet 2019 - lot n° 1 : travaux généraux et lot n° 2 : étanchéité des parements"**

**Objet :** Le marché n°M9C0040VD "Installation de stockage de déchets non dangereux de Castries - Travaux de reprise du parement Est du Casier 2 suite à l'incendie du 14 juillet 2019 " est conclu :

- pour le "lot n° 1 : travaux généraux de reprise des ouvrages et de réparation du réseau incendie endommagé", avec l'entreprise BUESA Frères, sise à Béziers pour un montant estimatif de 111 600 € HT et pour une durée de 1 mois,

- pour le "lot n° 2 : travaux de reprise des dispositifs d'étanchéité endommagés" avec l'entreprise SADE, agence du Grand Lyon - Genas , pour un montant estimatif de 312 655 € HT et pour une durée de 2 mois.

N°MD2019-911 - 13/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative au retrait de la délégation du Droit de Prémption Urbain à la commune de Montpellier à l'occasion de l'aliénation de l'immeuble 191 rue d'Athènes à Montpellier**

**Objet :** Il s'agit du retrait de la délégation du Droit de Prémption Urbain (DPU) à la commune de Montpellier, à l'occasion de l'aliénation d'un immeuble à usage de bureaux situé 191 rue d'Athènes à Montpellier, propriété de la SCI LA PARTICIPATION FONCIERE OPPORTUNITE, afin de permettre la réalisation d'un projet d'intérêt métropolitain, relevant des compétences de la Métropole.

N°MD2019-913 - 17/09/19 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à l'avenant n°3 au marché public de maîtrise d'œuvre pour la conception et la réalisation des travaux de restructuration de la médiathèque centrale Émile Zola**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°3 avec le groupement d'entreprises TRAVERSES + Frustie + Astier + Inse + Aker + Jourdanau, du marché de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation des travaux de restructuration de la médiathèque centrale Emile Zola dans le cadre de l'intégration des services de la médiathèque F. Fellini. Le montant de l'avenant est de 75 246 € HT, portant le nouveau montant du marché à 455 552 € HT. Il convient également de valider les Etudes de Projet (hors Phase 5 conditionnée par le départ des services des archives municipales) et de fixer le coût prévisionnel définitif des travaux toutes phases confondues sur lequel s'engage le maître d'œuvre, à un montant de 3 900 000 € HT.

N°MD2019-917 - 02/10/19 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société PANJEE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public et accordant la réduction de la surface occupée, est conclu avec la société PANJEE pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 29 février 2020. Le montant de la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société s'élève à 199,13 €.

N°MD2019-918 - 20/09/19 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

**Décision relative au marché subséquent n°M9D0090EP de réaménagement de la rue du Faubourg Figuerolles et des rues annexes à Montpellier**

**Attribution du marché**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M9D0090EP à l'entreprise EIFFAGE sise à Saint Jean de Védas. Il concerne le réaménagement de la rue du Faubourg Figuerolles et des rues annexes à Montpellier. Il est conclu pour un montant estimatif de 1 278 619,59 € HT, sur le fondement du lot n°2 de l'accord-cadre n°5023AT17, et pour une durée globale de 26 mois toutes tranches comprises à compter de la date de l'ordre de service.

N°MD2019-919 - 16/10/19 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

**Décision relative à un marché subséquent n° 2942T19.06 - Attribution des marchés de travaux pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature du marché subséquent n°2 - Lot 6 'second œuvre'**

**Objet :** A la suite de l'accord-cadre n°2942T19.06 relatif à l'attribution des marchés de travaux pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, il s'agit d'autoriser la signature du marché subséquent n°2 pour le lot 6 "second œuvre" pour la réalisation de l'aire de grand passage de Pérols. Le marché est attribué à l'entreprise VIP PLUS sise à Castelnau-le-Lez pour un montant de 104 347 € HT et une durée de de 3 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service.

N°MD2019-920 - 08/10/19 - Direction des Mobilités

**Décision relative à la signature du contrat définissant les modalités de participation à l'élaboration de l'offre de bus à hydrogène de l'UGAP**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature du contrat permettant de participer à l'élaboration de la future offre de l'UGAP pour l'acquisition de bus à hydrogène.

N°MD2019-922 - 02/10/19 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à une convention de servitude et d'autorisation d'occupation pour travaux**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de servitude et d'autorisation d'occupation et de faire des travaux entre Montpellier Méditerranée Métropole (le Bénéficiaire) et la société QUIVA dit "le Propriétaire" sise 443 av des États du Languedoc 34000 MONTPELLIER. Le propriétaire accorde un droit de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'évacuation des eaux usées sur la parcelle AY 16 à Saint Jean de Védas. Le Bénéficiaire s'engage pendant cette période à réaliser l'ensemble des travaux en respectant les créneaux horaires : 8h/17h. Cette constitution est consentie moyennant le montant indemnitaire de 2 882 euros.

**N°MD2019-923 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée DV 626 - Rue de Centrayrargues - Commune de Montpellier**

**Objet :** Il s'agit de l'acquisition auprès de Nexity Immobilier Résidentiel, d'une parcelle d'une superficie de 41 m<sup>2</sup> située sur la commune de Montpellier, en vue de l'élargissement de la voirie. Cette acquisition est consentie à un euro avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

**N°MD2019-924 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée DW 352 appartenant à Madame GUILLOT avenue de Pérols - Commune de Lattes**

**Objet :** Dans le cadre de la réfection des trottoirs de l'avenue de Pérols à Lattes par le Pôle Littoral, il s'avère que la parcelle cadastrée DW 352, constitutive d'une partie des trottoirs, appartient à Madame GUILLOT. Aussi, avant la réalisation des travaux, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite régulariser ce foncier et l'intégrer à son domaine public. La transaction est consentie au prix d'1€/m<sup>2</sup> avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

**N°MD2019-926 - 10/10/19 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Décision relative au marché n°4948DE17 - Étude de définition du schéma directeur du Marché d'intérêt national (MIN) de Montpellier Méditerranée Métropole : vers un pôle de l'alimentation méditerranéenne durable" - Avenant n°2 - Autorisation de signature.**

**Objet :** Il s'agit de la signature de l'avenant n°2 du marché d'étude de définition du schéma directeur du Marché d'intérêt national (MIN) de la Métropole : vers un pôle de l'alimentation méditerranéenne durable". Le marché a été confié au groupement mené par Gressard Consultants avec 2 cotraitants. L'avocat en charge de l'expertise juridique du dossier était Maître Ludovic MIDOL-MONNET, qui exerçait en profession libérale. Au 1<sup>er</sup> mars 2019, Maître MIDOL-MONNET a rejoint le Cabinet FIDUCIAL LEGAL BY LAMY en tant qu'Avocat associé. Les marchés dont il avait la charge sont donc transférés à FIDUCIAL LEGAL BY LAMY. Cette modification non substantielle est sans incidence financière.

**N°MD2019-927 - 26/09/19 - Direction de l'Economie et de l'Emploi**

**Convention d'occupation temporaire du domaine public de l'aéroport Montpellier Méditerranée - Autorisation de signature**

**Objet :** La convention a pour objet de définir les conditions d'occupation par Montpellier Méditerranée Métropole d'un local situé dans le Hall Arrivées de l'aéroport Montpellier Méditerranée d'une surface totale de 31.30 m<sup>2</sup>. Ce local a pour destination des opérations de promotion, information et animation du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. La convention est passée pour une durée de 1 an renouvelable deux fois.

**N°MD2019-928 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété NGUYEN THI NGHINH - Parcelle MS 290 lot 2961 Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier**

**Objet :** Il s'agit d'une décision de préemption à l'occasion de la vente par Madame Monique NGUYEN THI NGHINH, d'un appartement constituant le lot 2961 de la copropriété des Cévennes 29 rue Calvin à Montpellier, au prix de 28 000 € plus 3 000 € de commission d'agence. L'acquisition de ce bien est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes.

**N°MD2019-929 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative au déclassement du domaine public métropolitain des volumes 1 et 4 du projet d'état de division en volume portant sur les parcelles cadastrées AR n° 142, AR n°172 et AR n°173, 1850 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez**

**Objet :** Il s'agit de déclasser, par anticipation du domaine public métropolitain avant cession, des parcelles situées 1850 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez. La désaffectation interviendra dans un délai de 3 ans à compter de la signature de la décision.

**N°MD2019-930 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière**

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété CARRIE - Parcelle MS 290 lot 3350 Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier**

**Objet :** Il s'agit d'une décision de préemption à l'occasion de la vente par Monsieur Jean CARRIE, d'un garage constituant le lot 3350 de la copropriété des Cévennes 29 rue Calvin à Montpellier, au prix de 3 800 € acte en mains. L'acquisition de ce bien est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes.

N°MD2019-932 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété CONSTANT - Terrain nu - Parcelle BA 256p - 805 rue de la Marbrerie - Commune de Vendargues**

**Objet :** Il s'agit d'une décision de préemption à l'occasion de la vente par Madame Marie-Hélène CONSTANT, de 65 m<sup>2</sup> de terrain à détacher d'un plus grand corps, situé 805 rue de la Marbrerie à Vendargues, au prix de 1.950 €. L'acquisition de ce terrain est nécessaire en vue de la réalisation des travaux d'aménagement de la rue de la Marbrerie.

N°MD2019-933 - 09/10/19 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

**Décision relative au marché n° M9A2179VD de "Prestations de caractérisation des déchets ménagers et de tri sélectif sur des îlots urbains de Montpellier Méditerranée Métropole"**

**Objet :** Il s'agit de conclure le marché n°M9A2179VD avec l'entreprise ECOGEOS sise à Arras. Il concerne les Prestations de caractérisation des déchets ménagers et de tri sélectif sur des îlots urbains de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum de 89 000 euros HT et pour une durée de 4 ans à compter de sa notification.

N°MD2019-935 - 08/10/19 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DIGIXART au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société DIGIXART pour une période de douze mois jusqu'au 30 septembre 2020. La redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 59,52 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 820,78 euros.

N°MD2019-936 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété JACQUES - Terrain nu - Parcelle AI 15 - Chemin de la Foire Exposition - Commune de Pérols**

**Objet :** Il est proposé de préempter, à l'occasion de la vente par les consorts JACQUES, un terrain, situé chemin de la Foire Exposition à Pérols, au prix révisé de 275 000 €. L'acquisition de celui-ci permettra de disposer d'un terrain nu dans le cadre du projet d'aménagement « Ode à la Mer ». La SA3M interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de concessionnaire et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

N°MD2019-937 - 10/10/19 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à l'avenant n° 1 au marché 5137 - Travaux de renforcement du réseau d'assainissement sur la commune de Saint Jean de Védas avenue de la Condamine**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°5137 de travaux de renforcement du réseau d'assainissement sur la commune de Saint Jean de Védas avenue de la Condamine avec le groupement SOLATRAG/SCAM/EIFFAGE dont le mandataire est la société SOLATRAG sise à Agde (34). Le montant de l'avenant est de 163 796,80 € HT, portant le nouveau montant du marché à 2 013 325,91 € HT. Les délais de préparation des travaux sont prolongés de 2 semaines, la période de préparation passe donc de 6 à 8 semaines. Les délais d'exécution eux restent fixés à 39 semaines.

N°MD2019-938 - 26/09/19 - Direction des Sports

**Décision relative au marché n° M9D0076DS ' Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements pour le développement du football ' - Avenant n° 1**

**Objet :** Il convient d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M9D0076DS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements pour le développement du football » avec la SASU MHSC sise à Montpellier. Le montant de cet avenant est de 0 €.

N°MD2019-939 - 08/10/19 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire pour travaux entre l'Administrateur de biens immobiliers FDI - ICI situé à Montpellier (34000) 50 rue Georges Méliès – CS 30783 et Montpellier Méditerranée Métropole (3M). Le propriétaire donne l'autorisation à 3M d'occuper temporairement les emprises de la parcelle en vue de réaliser les travaux de renouvellement de la conduite d'eaux usées. La convention est consentie pour une durée de 2 semaines à compter du jour d'occupation des terrains.

N°MD2019-940 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété ILLAN - Parcelles LR 33-34-79-81 - Copropriété Le Pic Saint Loup (lots 100-36-24) - 72 avenue de Louisville à Montpellier**

**Objet :** Dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson, Montpellier Méditerranée Métropole exerce son droit de préemption sur la propriété de Monsieur Gérard ILLAN et de son épouse Madame Marie-Lyne JOURDAN, au sein de la résidence « Le Pic Saint Loup », située au 72 avenue de Louisville à Montpellier. Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit 50 000 € dont 2 000 € de frais de mobilier, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

N°MD2019-941 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété BONNEFOUS-BARTHEZ - Parcelle LR 51 - Copropriété Nouveau Peyrou (lots 37-81-668) - avenue de Louisville à Montpellier**

**Objet :** Dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson, Montpellier Méditerranée Métropole exerce son droit de préemption sur la propriété de Madame Marie-Claude BONNEFOUS, Monsieur Jean-Michel BARTHEZ, Monsieur Benjamin BARTHEZ et Monsieur Gilles BARTHEZ, au sein de la résidence « Le Nouveau Peyrou » située avenue de Louisville à Montpellier. Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit 80 000 € auquel s'ajoute une commission d'agence de 5 000 € dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

N°MD2019-942 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété LA CROIX ROUGE - Parcelle LR 51 - Copropriété Le Nouveau Peyrou (lots 368-455-746) - 176 rue de Leyde à Montpellier**

**Objet :** Dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson, Montpellier Méditerranée Métropole exerce son droit de préemption sur la propriété de LA CROIX ROUGE FRANCAISE, constituée au sein de la résidence « Le Nouveau Peyrou » située au 176 rue de Leyde à Montpellier. Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit 50 000 € auquel s'ajoute une commission d'agence de 5 500 € dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

N°MD2019-943 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété ALBANO-LOUCHE - Parcelle LS 13 - Copropriété Allées du Bois (lots 323-277-451-300) - 228 rue d'Uppsala à Montpellier**

**Objet :** Dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson, Montpellier Méditerranée Métropole exerce son droit de préemption sur la propriété de Madame Jacqueline ALBANO née LOUCHE, au sein de la résidence « Les Allées du Bois » située au 228 rue d'Uppsala à Montpellier. Le prix d'acquisition du bien est fixé à 45 000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

N°MD2019-945 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété M. et Mme RUF Charles - Parcelle LR 134 - Copropriété L'Esperou (lot 24) - avenue de Barcelone à Montpellier**

**Objet :** Dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson, Montpellier Méditerranée Métropole exerce son droit de préemption sur la propriété de M. et Mme RUF Charles, au sein de la résidence « L'Esperou » située avenue de Barcelone à Montpellier. Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit 4 500 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

N°MD2019-946 - 16/09/19 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une convention de prêt d'objets avec la Collectivité de Corse - musée archéologique d'Aleria**

**Objet :** L'exposition temporaire "L'aventure phocéenne. Grecs, Ibères et Gaulois en Méditerranée nord-occidentale" qui se tiendra au musée Henri Prades du 23 novembre 2019 au 6 juillet 2020 nécessite le prêt d'objets en provenance de différents musées archéologiques. La convention passée avec la Collectivité de Corse - musée archéologique d'Aleria permet le prêt à titre gracieux de deux objets dans le cadre de cette exposition : un casque et une machaira.

N°MD2019-947 - 19/09/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 75 m<sup>2</sup> issue du domaine public rue Croix de la Mission Commune de Fabrègues**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait de deux parcelles issues du Domaine Public et prononce leurs déclassements. Il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ces parcelles et cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur.

N°MD2019-951 - 02/10/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition des emprises SNCF utilisées pour le tramway Gare Saint Roch  
Commune de Montpellier**

**Objet :** Il s'agit de la régularisation des emprises appartenant à la SNCF utilisées par les voies du tramway sur le secteur de la gare Saint Roch à Montpellier. L'emprise foncière porte sur une superficie totale de 2 181 m<sup>2</sup>. La transaction est consentie au prix de 10 €/m<sup>2</sup> conformément à l'avis des Domaines soit une dépense totale de 21 810 €.

N°MD2019-952 - 10/10/19 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire pour travaux entre le Cabinet d'avocats "Les Avocats du Thélème" situé à Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole. Le propriétaire donne l'autorisation à la Métropole d'occuper temporairement les emprises d'une parcelle située au 949 avenue du Professeur Ravas à Montpellier, en vue de réaliser les travaux de renouvellement de la conduite d'eaux usées. La convention est consentie pour une durée de 16 semaines à compter du jour d'occupation des terrains.

N°MD2019-955 - 15/10/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'aliénation des parcelles cadastrées AT 269 et AT 270 au profit de Madame CALVAS chemin du Mas de l'Huile - Commune de Montferrier-sur-Lez**

**Objet :** Madame CALVAS, propriétaire d'une parcelle située à Montferrier-sur-Lez a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour l'acquisition d'anciennes drailles mitoyennes à sa propriété, parcelles préalablement désaffectées et déclassées.

Cette transaction est consentie au prix fixé par les Domaines, à savoir au prix 10 €/m<sup>2</sup> pour une parcelle et 1 € symbolique pour l'autre, soit un montant total de 1 340 €.

N°MD2019-959 - 16/10/19 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

**Décision relative à la réalisation d'une étude de mobilités dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du site Sablassou - Commune de Castelnau-le-Lez - Attribution du marché**

**Objet :** Il s'agit de la réalisation d'une étude mobilités dans le cadre des études préalables à l'aménagement du site Sablassou, qui servira de base de travail relatif au dialogue compétitif et permettra dans un second temps d'engager un travail itératif avec les équipes, a pour objectif de :

- calibrer le dimensionnement des voiries, carrefours, et parcs de stationnement et de travailler sur le schéma de déplacement interne à la zone ;
- travailler sur l'interface avec le Pôle d'Echange Multimodal (PEM) et la Déviation Est de Montpellier (DEM);
- le cas échéant, alimenter l'étude d'impact de la création des voiries.

Le marché est attribué à l'entreprise TRANSMOBILITE sise à Marseille (13015), pour un montant de 28 215 € HT (toutes tranches à notifier comprises).

Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service et pour une durée globale d'exécution de 24 mois.

N°MD2019-960 - 08/10/19 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à la signature d'un bail précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Damien Gruffat - Domaine de Viviers**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail précaire avec Monsieur Damien GRUFFAT qui exerce l'activité d'apiculteur. Le bail concerne des locaux situés sur le Domaine de Viviers, sur une parcelle cadastrée à Jacou (34 830) dont la Métropole est propriétaire. Le bail est conclu pour une durée de 1 an avec reconduction tacite 1 fois pour la même durée. Le loyer annuel est de 130 euros.

N°MD2019-965 - 08/10/19 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à la cession pour réforme d'un bras hydraulique vétuste de marque Negrisol type NA 2600 - Hôtel des ventes de Montpellier**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède un bras hydraulique vétuste de marque Negrisol à l'hôtel des ventes de Montpellier, 194 chemin de Poutingon à Montpellier. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2019-967 - 04/10/19 - Direction des Relations aux Publics

**Décision relative au dépôt de toute autorisation d'urbanisme nécessaire - Extension du cimetière Saint-Etienne à Grammont - Parcelles RL6, RL8, RL10, RL12, RK6 et RK18 à Montpellier**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déposer toute autorisation d'urbanisme sur les parcelles cadastrées situées à Montpellier dans le cadre de l'extension du cimetière Saint-Etienne à Grammont compte tenu de l'évolution démographique du bassin de vie de la Métropole.

N°MD2019-969 - 08/10/19 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative au transfert du marché n°3772DC14 - Mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux de couverture des vestiges de l'aile nord du forum - Avenant n°4 - Autorisation de signature**

**Objet :** Un avenant est conclu pour le transfert de l'activité de l'EURL F. MARTORELLO Architecte à la SAS Covalence - Paris 18<sup>ème</sup> qu'à la date du 28/08/2019 l'EURL Frédéric MARTORELLO Architecte a cessé son activité et est absorbée par SAS COVALENCE 108 T rue Championnet - 75018 PARIS. L'avenant n'entraîne aucune incidence financière.

N°MD2019-970 - 09/10/19 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative au marché n°5155DE18 de maintenance multi technique des 3 bâtiments du BIC CAP ALPHA-CAP OMEGA-MIBI de Montpellier Méditerranée Métropole avec travaux et prestations associés à la maintenance - Avenant n°1**

**Objet :** Un avenant, prorogeant le marché n°5155DE18 pour la maintenance Multi technique des 3 bâtiments du BIC (Cap Alpha-Cap Omega-Mibi) est conclu avec la société ENGIE COFELY sise à Montpellier. Il porte sur l'augmentation du montant annuel maximum pour les prestations de travaux associés de la première année du marché. Le montant de l'avenant est de 6 714,03 € HT, portant le montant total du marché à 89 994,03 € HT.

N°MD2019-971 - 14/10/19 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

**Décision relative à l'avenant n°1 au Lot 2 "réseaux humides" du marché n°4928EP17**

**Travaux d'aménagement de l'avenue du Professeur Emile Jeanbrau - Parvis Georges Richard à Montpellier**

**Objet :** Il est nécessaire de passer un avenant n°1 au lot 2 "réseaux humides" du marché n°4928EP17 de travaux d'aménagement de l'avenue du Professeur Emile Jeanbrau - Parvis Georges Richard à Montpellier à la suite des demandes de la régie des eaux et de l'Université de Montpellier de réaliser des travaux supplémentaires non prévus au marché initial et à la suite des modifications liées à des choix techniques de circulation de voirie. Le montant des travaux supplémentaires prévus par l'avenant n°1 s'élève à 74 691,95 € HT.

N°MD2019-975 - 08/10/19 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative au prêt d'une œuvre en provenance du Metropolitan Museum of Art pour l'exposition "De Marbre blanc et de couleur : la Chapelle Deydé de la cathédrale de Montpellier"**

**Objet :** Dans le cadre de l'exposition "De Marbre blanc et de couleur : la Chapelle Deydé de la cathédrale de Montpellier" du 16 novembre 2019 au 15 mars 2020, le Metropolitan Museum of art prête au musée Fabre une œuvre de Christophe Veyrier "Buste de Jean Deydé" durant la période d'exposition.

N°MD2019-976 - 08/10/19 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ITK au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 30 mars 2007, est conclu avec la société ITK jusqu'au 31 mars 2020. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ITK pour la surface totale de 571,72 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière d'entreprises Cap alpha s'élève à 7 094,19 euros.

N°MD2019-977 - 16/10/19 - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative au marché n°M9B0061RI de structuration de l'infocentre existant et création de nouvelles data bases métiers**

**Objet :** Un marché n°M9B0061R de structuration de l'infocentre existant et création de nouvelles data bases métiers a été attribué à l'entreprise PRODWARE SA, sise à PARIS (75019) pour un montant sans minimum et avec un maximum de 85 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est d'un an.

N°MD2019-979 - 26/09/19 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une autorisation de dépôt de déclaration préalable de travaux sur le domaine de Grammont**

**Objet :** Il est proposé d'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable de travaux pour l'opération de rénovation du local de fabrication de costumes situé à l'étage du château de Grammont, avenue Albert Einstein, 34 000 Montpellier.

N°MD2019-982 - 15/10/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'acquisition d'une emprise d'une superficie de 125 m<sup>2</sup> issue de la parcelle AH 204 Grand'rue - Commune de Restinclières**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur et Madame PAULIN, une emprise d'une superficie de 125 m<sup>2</sup> issue de leur parcelle située 22 Grand Rue à Restinclières. L'acquisition de cette emprise déjà aménagée en voirie est consentie au prix de 30 €/m<sup>2</sup>.

N°MD2019-983 - 10/10/19 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative au marché n°M9B0074EA - Schéma directeur de desserte en eau brute - Lot n°1 : Étude prospective des besoins en irrigation agricole - Lot n°2 : Étude technico-économique des scénarii - Attributions**

**Objet :** Il s'agit de la signature du marché n°M9B0074EA relatif au Schéma directeur de desserte en eau brute. Le marché est composé de 2 lots :

- lot n°1 : Étude prospective des besoins en irrigation agricole, passé avec la Chambre d'Agriculture sise 34875 Lattes. Le marché est conclu pour une durée de 6 mois à compter de sa notification pour un montant de 27 000 euros HT.

- Lot n°2 : Étude technico-économique des scénarii de desserte, passé avec le groupement ENTECH/CCE&C sis 34140 MEZE. Le marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa notification pour un montant de 39 580 euros HT.

N°MD2019-984 - 14/10/19 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

**Décision relative au marché n°M9B0102EP - Acquisition de deux saleuses portées et lames de déneigement - Attribution du marché**

**Objet :** Le marché n°M9B0102EP relatif à l'acquisition de deux saleuses portées et de lames de déneigement est attribué à l'entreprise Europe Service sise Aurillac (15) pour un montant de 75 750 € HT.

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 90 jours calendaires maximum.

N°MD2019-992 - 08/10/19 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative au prêt d'une œuvre en provenance d'une collection particulière pour l'exposition "Jean Ranc, un montpelliérain à la Cour des rois d'Espagne"**

**Objet :** Dans le cadre de l'exposition "Jean Ranc, un montpelliérain à la Cour des rois d'Espagne", organisée en 2020 au musée Fabre, Monsieur Hubert WAGNER, collectionneur particulier autrichien, prête à titre gratuit une œuvre de Jean Ranc "Portrait de Francis Xavier Bon de Saint Hilaire" le temps de l'exposition. En contrepartie, Montpellier Méditerranée Métropole prend à sa charge la prime d'assurance (275 €).

N°MD2019-994 - 02/10/19 - Direction des Finances

**Décision relative à des contrats d'emprunt auprès de la Société Générale**

**Objet :** Dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Métropole, un appel d'offres bancaires a été lancé conjointement avec la Ville de Montpellier. A l'issue de la procédure d'appel d'offres, 6 établissements bancaires ont été retenus pour un montant global de 95 M€ pour la Métropole dont la Société Générale pour 45 M€, se scindant en deux contrats de 15 M€ et 30 M€.

N°MD2019-998 - 08/10/19 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la convention d'occupation du domaine public du théâtre des Treize vents - Avenant n°1**

**Objet :** Un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public relative au théâtre des Treize vents est conclu avec la SARL Théâtre des Treize vents. La SARL est autorisée à occuper, outre le théâtre lui-même, les locaux suivants, situés à proximité, sur le site du domaine de Grammont : bâtiments de l'ancienne infirmerie (rez-de-chaussée et premier étage, 254 m<sup>2</sup>), anciennes écuries et annexes dénommées bureaux Antoine Vitez (392 m<sup>2</sup>), ancien bistrot de Grammont (rez-de-chaussée) et premier étage du même bâtiment (368 m<sup>2</sup> au total), terrasse de l'horloge (120 m<sup>2</sup>), premier étage du château de Grammont (188 m<sup>2</sup>).

N°MD2019-1007 - 10/10/19 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société CREATIVE MONSTERS dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier**

**Objet :** La candidature de la société CREATIVE MONSTERS est agréée en vue de la location de locaux dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier. Cette société est spécialisée dans la création graphique, l'impression et la production de supports publicitaires, la gestion de réseaux sociaux et la création de site web. Elle est candidate à la location d'un lot jusqu'à la démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31/12/2021.

CREATIVE MONSTERS projette un effectif de 3 personnes dans 3 ans.

N°MD2019-1008 - 08/10/19 - Direction des Finances

**Clôture de la régie d'avances du Département de l'Art Dramatique du Conservatoire à Rayonnement Régional**

**Objet :** Le Département de l'Art Dramatique est désormais géré directement par le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR), aussi la régie d'avances n'a plus lieu d'être.

N°MD2019-1009 - 08/10/19 - Direction des Finances

**Clôture de la régie de recettes du Département de l'Art Dramatique du Conservatoire à Rayonnement Régional**

**Objet :** Le Département de l'Art Dramatique est désormais géré directement par le Conservatoire à Rayonnement Régional, aussi la régie de recettes n'a plus lieu d'être.

N°MD2019-1010 - 08/10/19 - Direction des Finances

**Décision relative à la modification de la régie de recettes des Terrains Familiaux de Pignan pour l'accueil des gens du voyage**

**Objet :** Les Terrains Familiaux de Pignan pour l'accueil des gens du voyage, sont désormais gérés directement par la Direction de l'Habitat et des Parcours Résidentiels, des modifications sont donc nécessaires (possibilité d'encaisser par carte bancaire, nouveau type de justificatif de paiement).

N°MD2019-1011 - 08/10/19 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une convention de prêt d'objets archéologiques avec la commune de Martigues - Musée Ziem**

**Objet :** Une convention de prêt à titre gracieux est passée avec la commune de Martigues pour définir les modalités de mise à disposition ponctuelle de cinq objets en céramique du musée Ziem dans le cadre de l'exposition temporaire « L'aventure phocéenne. Grecs, Ibères et Gaulois en Méditerranée nord-occidentale » qui se tiendra du 23 novembre 2019 au 6 juillet 2020 au Site archéologique Lattara - musée Henri Prades.

N°MD2019-1015 - 08/10/19 - Direction des Finances

**Décision relative à un contrat d'emprunt auprès de la Banque Postale**

**Objet :** Dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Métropole, un appel d'offres bancaires a été lancé conjointement avec la Ville de Montpellier. A l'issue de la procédure d'appel d'offres, 6 établissements bancaires ont été retenus pour un montant global de 95 M€ pour la Métropole dont la Banque Postale pour 10 M€.

N°MD2019-1017 - 08/10/19 - Direction des Finances

**Décision relative à un contrat d'emprunt auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon**

**Objet :** Dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Métropole, un appel d'offres bancaires a été lancé conjointement avec la Ville de Montpellier. A l'issue de la procédure d'appel d'offres, 6 établissements bancaires ont été retenus pour un montant global de 95 M€ pour la Métropole dont la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon pour 5 M€.

N°MD2019-1018 - 16/10/19 - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative au marché n°M9B0108RI de prestation de tiers-archivage électronique AS@LAE**

**Objet :** Un marché n°M9B0108RI de prestation de tiers-archivage électronique as@lae a été attribué à l'entreprise API, sise à MONTPELLIER pour un montant sans minimum et avec un maximum de 50 000 € HT pour la durée totale du marché. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de trois ans ferme.

N°MD2019-1020 - 16/10/19 - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative au marché n°G8D0032RI d'hébergement serveur, fournitures d'accès internet et prestations associées**

**Objet :** Un marché n°G8D0032RI d'hébergement serveurs, fournitures d'accès internet et prestations associées a été attribué à l'entreprise OVEA sise à Montpellier, pour un montant sans minimum ni maximum. Le marché est conclu pour une durée d'un an reconductible trois fois de manière tacite et prend effet à compter de sa date de notification.

N°MD2019-1026 - 10/10/19 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société BIOPHILEUS dans le VEAS HANNIBAL à COURNONSEC**

**Objet :** La candidature de la société BIOPHILEUS est agréée en vue de la location de locaux dans le VEAS HANNIBAL à COURNONSEC. Son activité est la recherche et développement en biotechnologie. Elle est candidate à la location d'un lot de 123,31 m<sup>2</sup> pour une période de 36 mois. La société emploie 2 personnes et prévoit un effectif de 6 salariés à 3 ans.

N°MD2019-1030 - 11/10/19 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société S3F CHIMIE dans l'immeuble CAP GAMMA à Grabels**

**Objet :** La candidature de la société S3F CHIMIE est agréée en vue de la location de locaux dans l'immeuble CAP GAMMA à Grabels. Son activité est la recherche et développement de nouveaux produits chimiques. Elle est candidate à la location d'un lot de 35.05 m<sup>2</sup>. La société emploie 2 personnes et prévoit un effectif de 3 salariés à 3 ans.

N°MD2019-1031 - 10/10/19 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de la société SCANAE dans l'immeuble CAP DELTA à Grabels**

**Objet :** La candidature de la société SCANAE est agréée en vue de la location de locaux dans l'immeuble CAP DELTA à Grabels. Cette société est un laboratoire d'analyses environnementales. Elle est candidate à la location d'un lot d'une surface de 86 m<sup>2</sup> pour une période de 36 mois. SCANAE emploie 4 personnes et prévoit un effectif de 12 salariés à 3 ans.

N°MD2019-1045 - 15/10/19 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'exercice du Droit de Prémption Urbain (DPU) - Propriété FELLAHI - Parcelle MS 290 lots 3042 et 3403 - Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier**

**Objet :** Il s'agit d'une décision de préemption à l'occasion de la vente par Monsieur Nabil FELLAHI, d'un appartement et d'un garage de la copropriété des Cévennes 29 rue Calvin à Montpellier, au prix révisé de 57 000 €. L'acquisition de ce bien est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes.